PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

Mémoria

Supplément ELDJAZAIR.COM

www.memoria.dz N°03 - Février 2017 Prix : 200 DA

ÉDITÉ PAR LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION El-Djazaïr.com

Les organisations de masse de la Révolution

Lettre de l'Editeur

POUR UNE VIVE MÉMOIRE

AMMAR KHELIFA
amar.khelifa@eldjazaircom.dz

Les nations se hissent par le savoir et se maintiennent par la mémoire. C'est cet ensemble d'événements qui se créent successivement aujourd'hui pour qu'un jour on ait à le nommer : Histoire. Sans cette mémoire, imbue de pédagogie et de ressourcement, l'espèce humaine serait tel un atome libre dans le tourbillon temporel et cosmique.

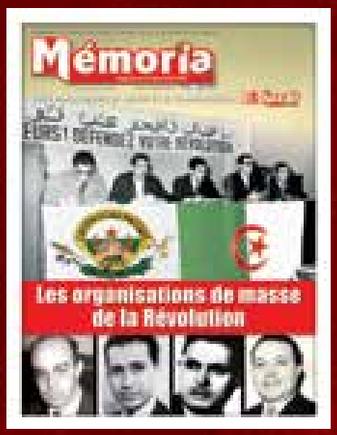
L'homme a eu de tout temps ce pertinent besoin de vouloir s'amarrer à des référentiels et de se coller sans équivoque à son histoire. Se confondre à un passé, à une ancestralité. Cette pertinence va se confiner dans une résistance dépassionnée et continue contre l'amnésie et les affres de l'oubli. Se contenir dans un souvenir, c'est renaître un peu. L'intérioriser, c'est le revivre ; d'où cette ardeur permanente de redécouvrir, des instants durant, ses gloires et ses notoriétés.

En tant que mouvement dynamique qui ne s'arrête pas à un fait, l'Histoire se perpétue bien au-delà. Elle est également un espace pour s'affirmer et un fondement essentiel dans les domaines de prééminence et de luttes. Transmettant le plus souvent une charge identitaire, elle est aussi et souvent la proie pitoyable à une éventualité faussaire ou à un oubli prédateur. Seule la mémoire collective, comme un fait vital et impératif, peut soutenir la vivacité des lueurs d'antan et se projeter dans un avenir stimulant et inspirateur. Elle doit assurer chez nous le maintien et la perpétuation des liens avec les valeurs nationales et le legs éternel de la glorieuse révolution de Novembre.

Il est grand temps, cinquante ans après le recouvrement de l'indépendance nationale, de percevoir les fruits de l'interaction et de la complémentarité entre les générations. Dans ce contexte particulier et délicat, les moudjahidate et moudjahidine se doivent davantage de réaffirmer leur mobilisation et leur engagement dans le soutien du processus national tendant à éterniser et à sacraliser l'esprit chevaleresque de Novembre. Ceci n'est qu'un noble devoir envers les générations montantes, qui, en toute légitimité, se doivent aussi de le réclamer. A chaque disparition d'un acteur, l'on assiste à un effacement d'un pan de notre histoire. A chaque enterrement, l'on y ensevelit avec une source testimoniale. Le salut de la postérité passe donc par la nécessité impérieuse d'immortaliser le témoignage, le récit et le vécu. Une telle déposition de conscience serait, outre une initiative volontaire de conviction, un hommage à la mémoire de ceux et de celles qui ont eu à acter le fait ou l'événement. Le témoignage devrait être mobilisé par une approche productive d'enseignement et de fierté. Raviver la mémoire, la conserver n'est qu'une détermination citoyenne et nationaliste. Toute structure dépouillée d'histoire est une structure sans soubassement et toute Nation dépourvue de conscience historique est une nation dépourvue de potentiel de créativité et d'intégration dans le processus de développement.

C'est dans cette optique de rendre accessibles l'information historique, son extraction et sa mise en valeur que l'idée de la création de cette nouvelle tribune au titre si approprié : Memoria, a germé. Instrument supplémentaire dédié au renforcement des capacités de collecte et d'études historiques, je l'exhorte, en termes de mémoire objective, à plus de recherche, d'authenticité et de constance.

amar.khelifa@eldjazaircom.dz



Supplément
N°53 -Février-2017

Fondateur Président du Groupe
AMMAR KHELIFA

Direction de la rédaction
Zoubir KHELAIFIA

Coordinatrices
Meriem KHELIFA

Reporter - Photographe
Abdessamed KHELIFA
Ghazi NACEF

Rédaction
Adel FATHI
Dr Boualem TOUARIGT
Dr Boudjemaâ HAICHOUR
Leila BOUKLI
Hassina AMROUNI
Zoubir KHÉLAIFIA

Direction Artistique
Halim BOUZID
Salim KASMI

Impression
SARL imprimerie Ed Diwan

Contacts :
SARL COMESTA MEDIA
N° 181 Bois des Cars 3
Dely-Ibrahim - Alger - Algérie
Tél. : 00 213 (0) 661 929 726
+ 213 (21) 360 915
Fax : + 213 (21) 360 899
E-mail : redaction@memoria.dz
info@memoria.dz

SUR FACEBOOK
LE PREMIER ET L'UNIQUE MAGAZINE TOUCHANT À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE
Mémoria

El-Djazair.com
GROUPE
GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
www.eldjazaircom.dz

LES ORGANISATIONS DE MASSE DE LA RÉVOLUTION

ABANE RAMDANE

LES ORGANISATIONS DE MASSE

P.07 Histoire
LES ORGANISATIONS DE MASSE DE LA RÉVOLUTION

P.11 Histoire
L'UGTA
FER DE LANCE DE LA LUTTE OUVRIÈRE

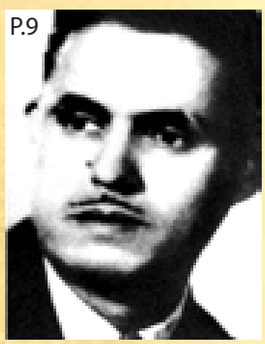
P.15 Portrait
AISSAT IDIR
LA REVENDICATION DE JUSTICE SOCIALE ET D'ÉGALITÉ PORTÉE AU CŒUR DE LA LUTTE PATRIOTIQUE

P.19 Histoire
UGEMA
« NOUS NE FERONS PAS DE MEILLEURS CADAVRES ! »

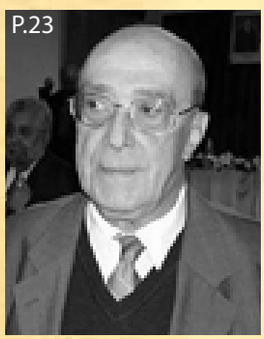
P.23 Portrait
ABDELHAMID MEHRI
UN HOMME DE COMPROMIS ET D'UNE GRANDE PROBITÉ

P.25 Histoire
UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE
LES ÉTUDIANTS FRANÇAIS SOLIDAIRES DE L'UGEMA

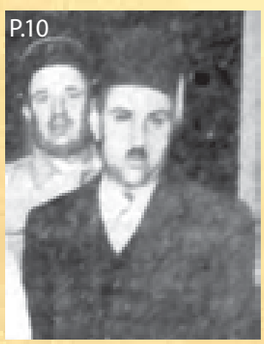
P.27 Histoire
L'UGCA OU L'ARME DE LA GRÈVE



AISSAT IDIR



ABDELHAMID MEHRI



ABBAS TORKI

RABAH BITAT

DJILALI BOUNAÂMA

YOUCEF KHATIB

Supplément du magazine
ELDJAZAIR.COM
Consacré à l'histoire de l'Algérie
Edité par :
LE GROUPE DE PRESSE ET DE COMMUNICATION
El-Djazaïr.com
Dépôt légal : 235-2008
ISSN : 1112-8860

SOMMAIRE

MOHAMED ALLAHOUM

SI MUSTAPHA BLIDI

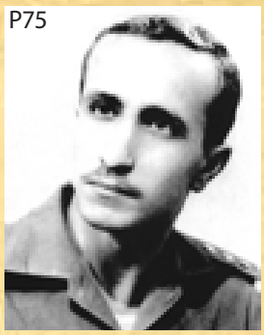
GUERRE DE LIBÉRATION

P.31 Histoire
LA VALEUREUSE WILAYA IV EN MOUVEMENT
DE RABAH BITAT À HASSAN KHATIB

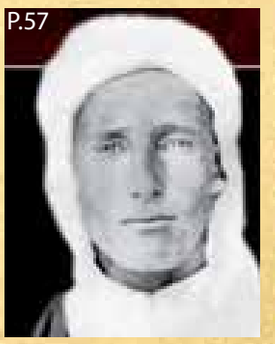
P.43 Histoire
MOHAMED ALLAHOUM DIT ANTAR
UN DESTIN SINGULIER

P.57 Hommage
LE CHAHID BAHRI HAFID
LE HÉRO OUBLIÉ

P.75 Hommage
DÉCÈS DU COMMANDANT SI DJELLOUL KHATIB
MOUDJAHID ET FIN DIPLOMATE



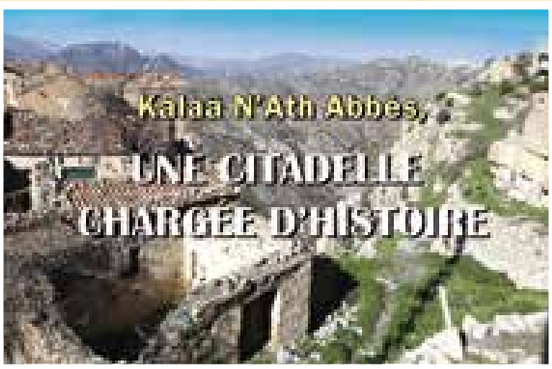
SI DJELLOUL KHATIB



CHAHID BAHRI HAFID

HISTOIRE D'UNE VILLE

P.83 KALAÂ N'ATH ABBÈS, UNE CITADELLE CHARGÉE D'HISTOIRE



Groupe de presse El-Djazaïr .com et de communication

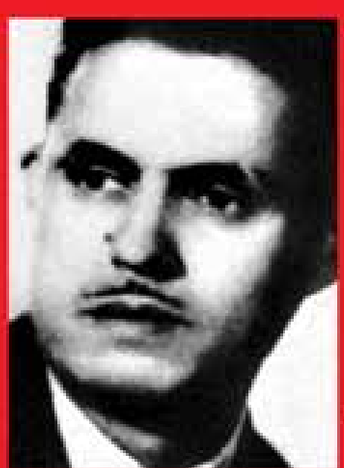
PREMIER ET UNIQUE MAGAZINE CONSACRÉ À L'HISTOIRE DE L'ALGÉRIE

www.memoria.dz

Les organisations de masse de la Révolution

Abbas Torki

Mohamed Sedik Benyahia


Aissat Idir

Abane Ramdane

Par Adel Fathi

L'idée de création d'organisations syndicales et professionnelles affiliées au Front de libération nationale répond à un besoin qui s'est fait sentir dès les premières années de la Révolution, pour fédérer toutes les énergies saines du pays, et surtout pour donner un ancrage populaire le plus large au combat libérateur, que la presse coloniale présentait comme une action menée par des « hors-la-loi » et des « hommes frustes et marginaux ». C'est en même temps, pour les partisans de « la primauté du politique sur le militaire », le meilleur garde-fou pour parer à toute velléité hégémonique des chefs militaires sur la conduite de la Révolution. Même si les choses n'ont pas, il est vrai, toujours été aussi faciles à discerner, dans un contexte de guerre totale avec l'occupation.

L'organisation la plus importante fut sans conteste l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), fondée le 24 février 1956. Une initiative lancée dans le sillage du projet d'unification du mouvement national, par Abane Ramdane qui, dès 1955, s'était approché des syndicalistes de différentes obédiences (nationalistes, communistes…). L'UGTA, appuyée par l'Organisation civile du FLN (OCFLN) et d'autres organisations de masses comme l'Union générale des commerçants algériens (UGCA), jouera un rôle prépondérant dans l'adhésion de la classe ouvrière à l'insurrection, et se distinguera lors des multiples grèves lancées notamment par les dockers.

Avec à sa tête un syndicaliste chevronné et nationaliste affirmé, Aïssat Idir, l'UGTA jouera également un rôle moteur dans le projet

Abane Ramdane

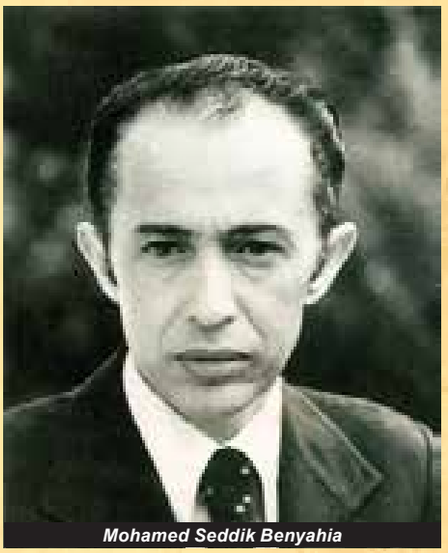
d'union maghrébine, parallèle à l'union des trois partis nationalistes, en participant notamment à une rencontre à Bruxelles, en juillet 1956, avec les syndicats tunisien (UGTT), et Marocain (UMT), suivie par la conférence de Casablanca en décembre 1956. Les dirigeants des trois centrales syndicales ont même envisagé, à l'instar des partis nationalistes des trois pays du Maghreb, l'unification de leurs organisations.

Créée en 1955, dans le même esprit, l'UGCA apporta une contribution politique et financière inestimable à l'insurrection. Avec à sa tête un vieux routier

Aissat Idir

Manifestation des algériens à Alger, 1956

du mouvement national, Abbas Torki, cette organisation assura pendant des années le soutien des commerçants algériens aux maquis, par des cotisations aussi importantes que régulières, tout en menant une action de communication et de sensibilisation, à travers la diffusion de tracts et la publication de revues et de journaux destinés à mobiliser les commerçants, et plus globalement à faire connaitre la cause du peuple algérienne. Plus dynamique fut encore l'action menée par les étudiants acquis à la cause nationale. Créée en 1955, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) va même changer le cours des événements, en lançant sa grève historique du 19 mai 1956, qui scella l'adhésion de centaines de lycéens et d'étudiants à la révolution. Même si leur présence au maquis a parfois été source d'ennuis, voire de purges sanglantes, comme ce fut le cas lors de la fameuse histoire de la « bleuite ». Cela dit, l'UGEMA donnera à la Révolution d'éminents dirigeants et négociateurs, à l'image de son président fondateur Mahamed-Seddik Benyahia,


Mohamed Seddik Benyahia

et plus tard encore des cadres promis à de hautes responsabilité dans l'Algérie indépendante. L'UGEMA n'était pas seule dans la lutte estudiantine contre le colonialisme. Un syndicat composé essentiellement d'étudiants français, l'Union nationale des étudiants de France (UNEF) a, dès 1959, pris partie en faveur du combat pour l'autodétermination du peuple algérien, en se solidarisant systématiquement avec l'UGEMA. Ce syndicat a organisé des meetings et participé à des actions contre l'OAS et les ultras de l'Algérie française à Paris. Il a pris position contre les généraux putschistes et pris surtout des risques en affrontant les troupes du sanguinaire Pierre Lagaillarde, qui était à la tête de l'Association générale des étudiants d'Alger (AGEA), organisée comme une milice pour bastonner, à l'université d'Alger, les « récalcitrants » et autres partisans des négociations avec le FLN.

Cheikh el Okbi et Abbas Torki

Adel Fathi

L'UGTA

FER DE LANCE DE LA LUTTE OUVRIÈRE

Par Adel Fathi

Guerre de libération

Histoire

En Algérie, pour des raisons objectives dues à la répression systématique qu'exerçait l'administration coloniale sur les « Indigènes », mais aussi à l'absence d'une activité industrielle performante, le syndicalisme algérien demeura timoré et limité à quelques tentatives d'actions sous la bannière de la CGTU (Confédération générale du travail unitaire), qui est resté, malgré toutes les ouvertures, un syndicat français. Cette dernière a réussi, relativement, à capter une partie du prolétariat algérien, parce qu'elle était la seule organisation ouvrière française qui soutenait ouvertement le droit des Algériens à l'indépendance.

Ceci dit, le véritable engagement des Algériens dans l'action syndicale commence après la l'abolition du Code de l'indigénat de sinistre mémoire, en 1943. Leur adhésion massive à la CGT (Confédération générale des travailleurs), qui fusionnait avec la CGTU à la faveur de la lutte antifasciste, marqua l'essor du syndicalisme algérien et une plus grande mobilisation de la masse ouvrière algérienne. Mais comme la majeure partie des Algériens était exclue du secteur économique moderne, il fallait penser à élargir ce champ d'action aux commerçants, aux dockers, aux paysans et aux chômeurs. Et c'est, d'ailleurs, chez ceux-là que le mouvement national, représenté essentiellement par le PPA/MTLD, va réellement trouver un profond ancrage populaire. Cela n'empêchait pas l'existence de nombreux militants nationalistes au sein des organisations syndicales traditionnels, affiliées principalement à la CGT. Ces militants faisaient, en réalité, plus de politique que d'action syndicale proprement dite.

Pour mieux canaliser le mouvement, une commission syndicale a été créée début des années 1950, au sein du MTLD sous la présidence de l'ancien cégétiste et nationaliste Aïssat Idir. Cette dynamique conduira à la création, en 1954, de l'Union générale des syndicats algériens (UGSA). En parallèle, un autre mouvement, clandestin, mais plus politique et plus populaire, activant au sein des partis nationalistes, notamment le PPA-MTLD, donnant une priorité au combat anticolonial, aboutira à la création, le 24 février 1956, de l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), qui accompagnera l'insurrection armée déclenchée deux ans plus tôt.

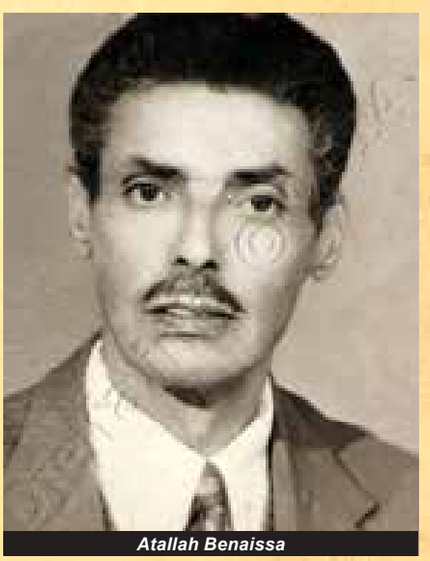
Benyoucef Benkhedda

Abane Ramdane

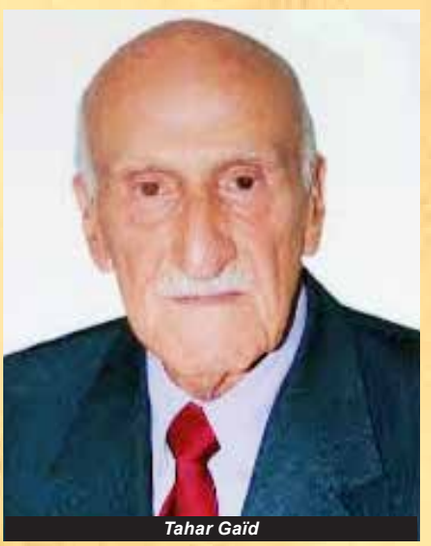
Aissat Idir

Cette initiative a été lancée dans le sillage du projet d'unification des rangs cher à Abane Ramdane qui, à sa sortie de prison en avril 1955, multiplia les rencontres avec les acteurs politiques et syndicalistes de différents horizons. La mise en place d'organisations de masses affiliées au Front de libération national sera d'un apport salutaire pour l'essor de la révolution, comme on le verra lors de la Bataille d'Alger, avec les multiples grèves lancées notamment par les dockers, les commerçants.

Ont pris part à la création de cette première grande confédération syndicale purement algérienne, outre Abane Ramdane, Aïssat Idir, Mohamed Flissi, Benyoucef Benkhedda, Benaissa Atallah, Hassen Bourouiba et Tahar Gaïd. La direction a été confiée au vieux routier du syndicalisme Aïssat Idir, qui fut aussitôt nommé membre du CNRA. Pendant deux mois, celui-ci se consacra à la mise en route du syndicat et établit des liens avec la Confédération internationale des syndicats libres (CISL). L'UGTA jouera également un rôle prépondérant dans le pro-


Atallah Benaissa

Le Cachet de l'UGTA


Tahar Gaïd

Atallah Benaissa en médaillon

Atallah Benaissa

jet d'union maghrébine, en participant notamment à une rencontre à Bruxelles, le 5 juillet 1956, avec les syndicats tunisien (UGTT) et marocain (UMT), suivie par la conférence de Casablanca les 18, 19 et 20 décembre 1956. Les dirigeants des trois centrales ont même envisagé, à l'instar des partis nationalistes des trois pays du Maghreb, l'unification de leurs organisations.

Des grèves patriotiques soutenues par le syndicat conduisent à une arrestation massive de ses dirigeants les 23 et 24 mai 1956. Aïssat Idir est arrêté ainsi qu'une quarantaine de syndicalistes. Incarcéré d'abord à la prison de Berrouaghia, il est ensuite déplacé de prison en prison (Bossuet, Serkadji). Soupçonné d'être un membre du Comité de coordination et d'exécution (CCE), il est inculpé d'atteinte à la sûreté externe de l'État Français. Il sera assassiné le 27 juillet 1959 par l'armée française.

Soumis aux dures conditions de la clandestinité, à l'instar de tous les militants nationalistes, les syndicalistes de l'UGTA connurent la prison, la torture et même la liquidation physique dans les geôles coloniales. Mais l'action syndicale et sociale prendra une autre dimension avec notamment les grèves générales, à l'image de la fameuse grève des huit jours, qui signaient l'entière adhésion des forces vives à la cause nationale.

Cela dit, la création de l'UGTA n'a pas eu les faveurs de tous les syndicalistes algériens. Les communistes du PCA, par exemple, qui voyaient la lutte syndicale un peu comme leur apanage, ont d'abord contesté la décision « unilatérale » prise par la direction du FLN de créer une centrale syndicale. Aussi, sur le fond, ils estimaient que la division syndicale n'était pas une bonne chose et que, à ce titre, il fallait maintenir une forte présence des syndicalistes algériens au sein de l'UGSA.

En pleine crise de l'été 1962, alors que les rivalités entre l'Etat-major général de l'ALN et le GPRA, soutenu par certaines wilayas de l'intérieur, avaient atteint un point de non-retour, l'UGTA a appelé à une grève générale pour crier le refus de la guerre intestine qui minait l'indépendance du pays. Or, d'aucuns ont reproché aux dirigeants de l'UGTA d'avoir pris position dans le conflit qui s'était exacerbé à Alger, entre les partisans du Bureau politique du FLN, représenté à l'époque par Ben Bella et Khider, et les combattants de la wilaya IV, avant l'arrivée des unités blindées de l'armées des frontières en août 1962. Cet appel a, néanmoins, permis au peuple algérien, meurtri par les drames de la guerre et de la colonisation, de descendre dans la rue et de scander son slogan : *« Sebaâ s'nin barakat ! »*

Adel Fathi

AISSAT IDIR

LA REVENDICATION DE JUSTICE SOCIALE ET D'ÉGALITÉ PORTÉE AU CŒUR DE LA LUTTE PATRIOTIQUE

Par Boualem Touarigt

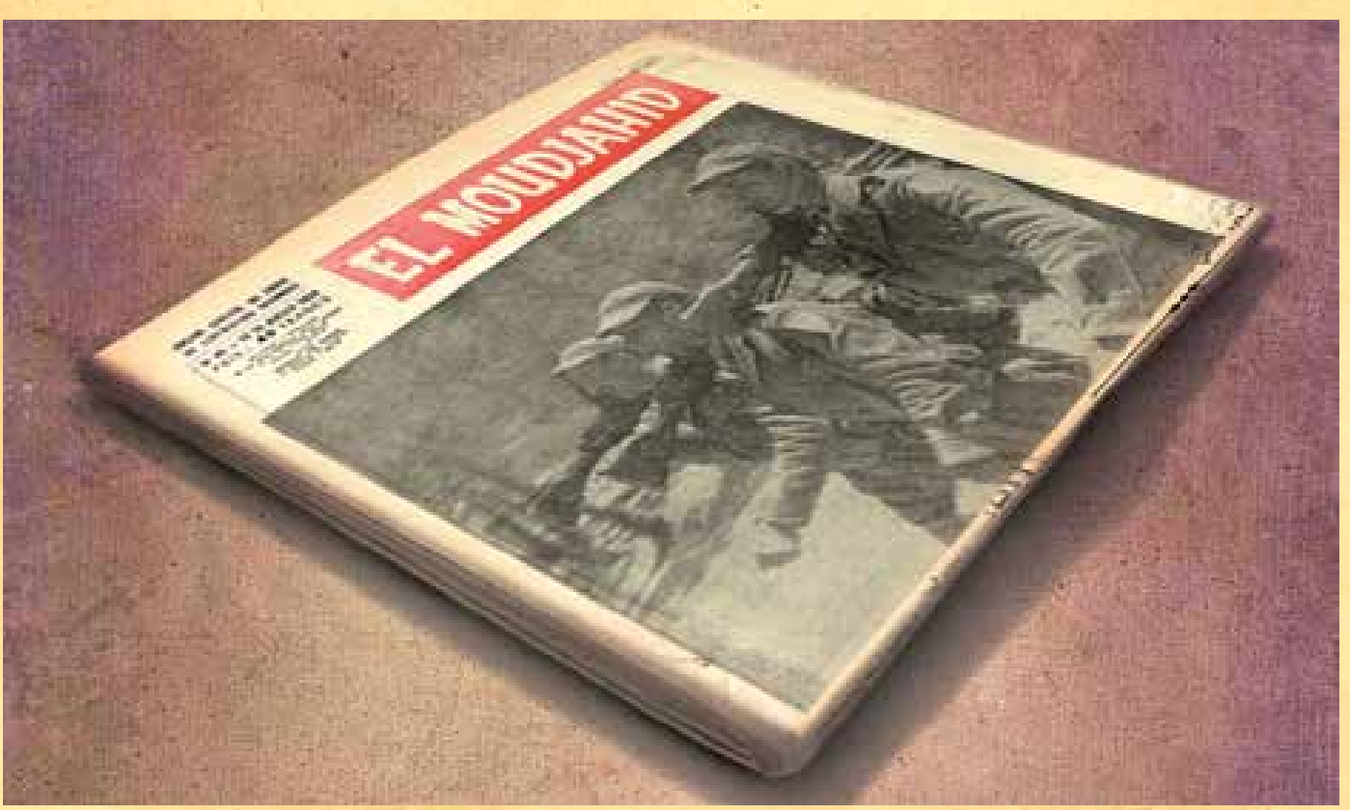
Guerre de libération

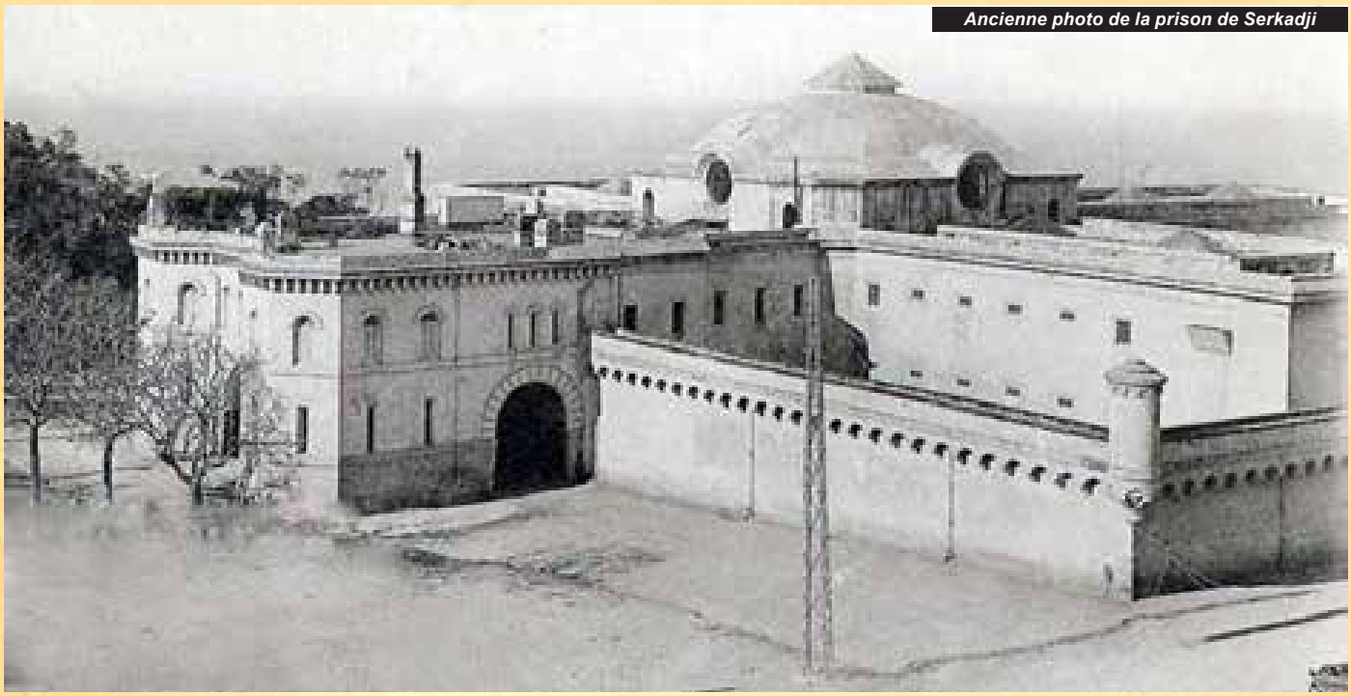
Histoire

Aissat Idir a été le symbole du syndicalisme algérien dans la guerre de libération nationale. C'est grâce à un noyau réduit de militants syndicalistes dont Aissat Idir que la revendication sociale a été portée par la guerre de libération nationale.

Aissat Idir

On lit dans le numéro 15 de l'organe du FLN du 1er janvier 1958, « l'UGTA a la ferme conviction qu'un changement de la situation des travailleurs algériens ne peut s'effectuer dans le cadre du régime colonial qui n'a cessé d'œuvrer pour maintenir l'autochtone dans un continuel état d'infériorité et de misère sociale. Elle est persuadée que ce ne peut être que dans une Algérie indépendante, avec son économie nationale et son système social approprié que les travailleurs pourront aspirer à de meilleures conditions de vie et de travail. » Le système colonial imposé à l'Algérie était considéré par les militants de l'UGTA comme l'obstacle à l'amélioration des conditions de travail et de vie des Algériens. L'UGTA a sans conteste contribué à donner un contenu social et politique particulier à la lutte de libération nationale en particulier en approfondissant les grandes lignes de la politique économique et sociale du gouvernement de l'Al-




Ancienne photo de la prison de Serkadji

gérie indépendante. On lit dans le numéro18 daté du 15 février 1958 de l'organe du FLN El Moudjahid : « L'Algérie de demain, libérée du joug politique, doit s'affranchir aussi du joug économique. Un gouvernement algérien, représentant authentique du peuple algérien et de ses intérêts, est seul susceptible de prendre les mesures nécessaires au développement économique et au progrès social de l'Algérie…Seul un gouvernement algérien indépendant et fort sera en mesure de faire appel aux capitaux étrangers tout en leur garantissant la sécurité et en contrôlant leur utilisation. » Et d'affirmer :« C'est pourquoi l'indépendance politique est notre première revendication syndicale, car elle seule nous permettra de réaliser l'essor économique de l'Algérie au profit du peuple algérien. (El Moudjahid n°18 du 15 février 1958).

Aïssat Idir est né en 1919 dans une famille paysanne à Djemaa Saridj. Après l'école primaire à Tizi Ouzou, il est inscrit à l'Ecole normale de Bouzaréa où il poursuit ses études avant d'être affecté au lycée de Tizi Ouzou. Etudiant à Tunis, il y effectue son service militaire jusqu'en 1938. Il est ensuite admis au concours des Ateliers industriels de l'air avant d'être affecté en 1944 à une usine d'aviation, puis muté au Maroc, à l'aéroport de Casablanca. De 1944 à 1954, il est chargé des questions syndicales au MTLD. En1946-1947, il collabore au journal clandestin du PPA. Au déclenchement de la guerre de libération, il est arrêté par les autorités coloniales françaises avant d'être libéré le 22 décembre 1954. Ses efforts aboutirent à la création du premier syndicat algérien autonome, fortement attaché à la revendication nationale, l'Union générale

Robert Lacoste

des travailleurs algériens, qui fut créé le 24 février 1956 et dont il est élu secrétaire général. Aissat Idir est arrêté le 23 mai 1956 sur ordre du gouverneur général français en Algérie, Robert Lacoste, et emprisonné à Berrouaghia avant d'être transféré à la prison de Serkadji.

Alger, 13 mai 1956

Torturé après son acquittement par la justice française et maintenu arbitrairement en prison

Le 13 janvier 1959, il est acquitté par la justice militaire française qui le reconnut innocent des accusations d'atteinte à la sécurité de l'Etat français. Le pouvoir colonial continue à s'acharner sur lui et passe outre à cette décision de sa propre justice ; Aissat Idir est maintenu arbitrairement en détention et il est illégalement séquestré à la prison de Bitraria où il est torturé. Devant l'aggravation de son état de santé, il est transféré à l'hôpital militaire d'Alger. Il y est mort le 26 juillet 1959 des suites des tortures qu'il avait subies. Pour les dirigeants fondateurs de l'UGTA de l'époque, la lutte pour les revendications syndicales était inséparable de la lutte patriotique pour mettre fin au système colonial.On lit dans El Moudjahid du 1er novembre 1957, cette déclaration de l'UGTA : « C'est pourquoi l'indépendance politique est notre première revendication syndicale, car elle seule nous permettra de réaliser l'essor économique de l'Algérie au profit du peuple algérien. »

L'UGTA a beaucoup contribué, dès les premières années de la guerre de libération, à l'approfondissement du contenu social de cette guerre patriotique, traçant les grandes lignes du programme économique et social du futur gouvernement de l'Algérie indépendante : « L'Algérie de demain, libérée du joug politique, doit s'affranchir aussi du joug économique. Un gouvernement algérien, représentant authentique du peuple algérien et de ses intérêts est seul susceptible de prendre les mesures nécessaires au développement économique et au progrès social de l'Algérie…Seul un gouvernement algérien indépendant et fort sera en mesure de faire appel aux capitaux étrangers tout en leur garantissant la sécurité et en contrôlant leur utilisation. »

L'UGTA précise sa politique dans une déclaration publiée dans le numéro 11 d'El Moudjahid daté du 1er novembre 1957 :« C'est pourquoi l'indépendance politique est notre première revendication syndicale, car elle seule nous permettra de réaliser l'essor économique de l'Algérie au profit du peuple algérien. Les conditions morales et matérielles de la réhabilitation du travailleur ne peuvent se concevoir et se réaliser que dans une Algérie indépendante. »

Boualem Touarigt

UGEMA

« Nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! »

Par Adel Fathi

Guerre de libération

Histoire

Créée neuf mois après le déclenchement de l'insurrection, et plus précisément le 8 juillet 1955, à la faveur d´une motion votée à l´unanimité par les étudiants de l'AEMAN (Association des étudiants musulmans nord-africains) quatre mois plus tôt à Alger, l'Union générale des étudiants musulmans algériens (UGEMA) n'a connu son véritable essor que suite à la grève historique du 19 mai 1956, qui a permis à des centaines de lycéens et d'étudiants de rejoindre le maquis. Parmi les membres fondateurs de l'UGEMA, on citera Belaïd Abdesselam, Ahmed Taleb El-Ibrahimi, Mohammed Benyahia, Aissa Messaoudi, Mohamed Menouar Merrouche, Abdelhamid Mehri et parmi les martyrs, Taleb Abderrahmane, Benzerdjeb, Benbaâtouche et Amara Lounis Mohamed.

Ces jeunes militants avaient créé, avant l'UGEMA, l'Union des étudiants algériens (UNEA), dans laquelle étaient admis les juifs et les pieds-noirs. Cette UNEA sera dissoute à l'avènement de l'UGEMA qui s'était imposée comme structure unique dans une conjoncture qui appelait l'unité des rangs.

Déclenchée d'abord à Alger, cette première grève générale et indéterminée des cours et des examens a très rapidement gagné tous les lycées, puis tous les campus universitaires en France où près d'un millier d'Algériens suivaient leurs études dans différentes filières. Des assemblées générales et des réunions non-stop, encadrées par des membres de l'UGEMA parfois dépêchés d'Alger, ont été organisées partout en Europe pour convaincre les étudiants de répondre à l'appel de la patrie et les exhorter à adhérer massivement au mot d'ordre de la grève, vitale, pour préserver l'unité des rangs.

A cette époque, l'UGEMA regorgeait d'éléments brillants, dévoués et déjà prédestinés à jouer des rôles plus importants, tels que Mohamed Khemisti, Dr Lalliam et surtout Mohammed-Seddik Benyahia qui en était le président jusqu'à son affectation au GPRA, en tant que négociateur.

Dans l'appel rédigé à cet effet et diffusé à grande échelle, on peut lire ces phrases d'une hauteur de vue exemplaire et qui resteront gravées dans la mémoire collective de l'intelligentsia algérienne : *« Avec un diplôme en plus, nous ne ferons pas de meilleurs cadavres ! A quoi donc serviraient-ils ces diplômes, qu'on continue à nous offrir, pendant que notre peuple lutte héroïquement... Pour le monde qui nous observe, pour la nation qui nous appelle, pour le destin historique de notre pays, serions-nous des renégats ?* »

D'aucuns estiment que l'afflux des étudiants dans les maquis, à partir de 1956, suite à la grève historique lancée par l'UGEMA, affiliée au FLN, a donné un autre visage à l'insurrection armée déclenchée deux ans plus tôt, en ce sens que cet apport en nombre et en qualité, puisque des milliers de lycéens et d'étudiants dans les différentes universités, y compris dans les pays arabes, formeront l'ossature des nouvelles structures mises en place lors du congrès de la Soummam, du 20 août 1956, conférera une dimension universaliste au message de Novembre. Il fournira aussi l'élite dont aura besoin l'Algérie indépendante pour réussir sa transition dans tous les domaines de gestion, après le départ des Français.

Bureau de l'UGEMA, le 12 Février 1956

Ces flux d'étudiants qui ont accepté de quitter les bancs d'école, pour rejoindre la lutte armée contre l'occupant, ont été orientés vers deux directions distinctes : les maquis, pour servir de cadres, de secrétaires, d'intendants ou même d'aides-soignants dans les infirmeries des différentes zones de l'ALN, ou les écoles de formation des opérateurs radio et des cadres des transmissions et de la communication de l'ALN, basées essentiellement au Maroc et en Tunisie. C'est le cas notamment d'un bon nombre d'étudiants qui avaient quitté les universités françaises. Une fois sur place, ils reçurent une formation intensive, doublée d'une instruction militaire dispensée par des officiers de l'ALN des wilayas limitrophes. Beaucoup ont été ensuite affectés aux différents services créés par le MALG, en Egypte, puis en Tunisie, voire surtout à Tripoli où se trouvait la principale base de renseignement de la Révolution. Ces jeunes étudiants vont briller dans la mise en place d'un système de communication efficace qui a servi pendant la révolution et aussi lors du passage à l'indépendante. Que ce soit dans le contre-espionnage, les transmissions ou l'écoute radioélectrique, ces jeunes cadres presque auto-formés alimenteront, à l'Indépendance, l'essentiel des cadres des transmissions affectées dans les différentes institutions du pays, à commencer par les secteurs stratégiques comme la Radiotélévision.

Il faut dire que l'appel de l'UGEMA était déjà un manifeste pour la défense de la mémoire des intellectuels algériens lâchement assassinés par les forces coloniales, qui étaient autant d'arguments convaincants pour justifier cette décision qui a été saluée unanimement par les étudiants et lycéens et les libérait de la «fausse quiétude» dans laquelle ils étaient installés. *« Etudiants algériens ! Après l'assassinat de notre frère Zeddour Belkacem par la police française, après le meurtre de notre frère aîné le docteur Benzerdjeb, après la tragique fin de notre jeune frère Brahimi du collège de*

Bougie, brûlé vif dans sa mechta incendiée par l'armée française pendant les vacances de Pâques, après l'exécution sommaire dans un groupe d'otages de notre éminent écrivain Réda Houhou, secrétaire de l'institut Ibn Badis de Constantine, après les odieuses tortures qu'on a fait subir aux docteurs Haddam de Constantine, Baba Ahmed et Tobbal de Tlemcen, après l'arrestation de nos camarades, Amara, Lounis, Saber et Taouti aujourd'hui arrachés aux geôles de l'administration française, celle de nos camarades Ferrouki et Mahidi, après la déportation de notre camarade Mihi, après les campagnes d'intimidation contre l'UGEMA, voici que la police nous arrache des mains, un matin à la première heure, notre frère Ferhat Hadjadj, étudiant en propédeutique et maître d'internat au lycée de Ben Aknoun, le torture, le séquestre pendant plus de dix jours (avec la complicité de la justice et de la Haute administration algérienne prévenues de son affaire), jusqu'au jour où nous apprenons, atterrés sous le coup de l'émotion, la nouvelle de son égorgement par la police de Djijelli, aidée de la milice locale ».

En exhortant les étudiants et les intellectuels à adhérer massivement au FLN/ALN, les rédacteurs de l'appel – qui étaient eux-mêmes étudiants – s'adressaient à des personnes doublement responsables pour leur statut d'hommes de conscience. C'est pourquoi, ils les interpellent en ces termes forts : *« Etudiants et intellectuels algériens, pour le monde qui nous observe, pour la nation qui nous appelle, pour le destin héroïque de notre pays, serions-nous des renégats ? »*

Adel Fathi

1956 - L'UGEMA organise une conférence de presse

1960 - Congrès national de L'UGEMA

Membres de L'UGEMA aux USA

ABDELHAMID MEHRI

UN HOMME DE COMPROMIS ET D'UNE GRANDE PROBITÉ

Par Boualem Touarigt

Histoire

Le 30 janvier 2011, décédait à Alger, une figure historique du mouvement de libération nationale, Abdelhamid Mehri.Connu pour sa probité, sa simplicité, son humilité même, Abdelhamid Mehri avait fortement marqué ceux qui l'avaient approché, pendant les dures années de la guerre de libération nationale et après l'indépendance. Secrétaire général du FLN de 1988 à 1996, il s'était distingué par ses ouvertures de paix, ses appels à la coexistence de forces politiques diverses, au rejet de l'exclusion et de la violence. Il appuya la mise en œuvre de solutions de compromis réunissant des forces politiques d'horizons divers unies dans une même démarche de rapprochement et d'acceptation de l'autre. Il œuvra pour la réconciliation nationale. Il a laissé le souvenir d'un homme de grande stature qui a impressionné ses partisans et adversaires.

Né en 1926 dans la région de Constantine, Abdelhamid Mehri a rejoint très tôt les rangs du mouvement national, d'abord le PPA, puis le MTLD dont il a été membre du comité central. Il continue ses études à l'université de Zitouna en Tunisie. Par la suite, Il est rappelé en Algérie où il dirige la presse arabe du Mouvement. Il est arrêté par les forces coloniales en novembre1954, juste après le déclenchement de la guerre de libération nationale. Libéré en avril 1955, il rejoint le FLN. Au congrès de la Soummam, il est désigné membre du CNRA. En 1957, il entre à l'état-major de la Révolution, le nouveau CCE désigné suite à la réunion du CNRA qui s'est tenue au Caire. Il siège aux côtés des cinq chefs militaires (Krim Belkacem, Abdelhafid Boussouf, Lakhdar Bentobbal, Amer Ouamrane, Mahmoud Chérif) et des têtes dites « politiques » (Abane Ramdane , Ferhat Abbas, Mohamed Lamine Debaghine). Il est affecté à la délégation extérieure du FLN. Dans le premier GPRA constitué en septembre 1958, il est ministre des Affaires nord africaines. Dans le deuxième GPRA, désigné le 19 janvier 1961, Il est ministre des affaires sociales. Au lendemain de l'indépendance, il est directeur de l'Ecole normale de Bouzaréah. De 1965 à 1976, il est secrétaire général du ministère de l'Education nationale. En 1979, il, est nommé ministre de l'Information et de la Culture. Ambassadeur à Paris de 1984 à 1988, il est ensuite secrétaire général du FLN de 1988 à 1996. Il s'est fait remarquer par ses efforts pour trouver un compris politique à même de mettre fin à la violence armée qui ensanglantait le pays. Il s'est rapproché des autres dirigeants historiques, tels Aït Ahmed et Ben Bella pour appuyer une sortie de la situation de violence. Certains se souviennent de l'avoir croisé dans les couloirs de l'administration de l'éducation quand il menait des démarches pour sa femme qui était enseignante et dont la maladie l'avait beaucoup affecté. Il était resté toujours impressionnant avec sa démarche fière et sa grande simplicité. Beaucoup se souviennent de ses conférences où il appelait les militants à la persévérance, rappelant les dures années du mouvement national où les militants de l'indépendance avaient traversé des périodes de découragement. Il réussissait toujours à communiquer son enthousiasme. Il considérait l'union des militants comme étant le bien le plus précieux qu'il fallait préserver au-delà des différences de position et des lectures politiques parfois opposées. Abdelhamid Mehri a été particulièrement marqué par les grands objectifs de sa vie de militant, en particulier l'indépendance du pays puis sa démocratisation, la construction du Maghreb et la promotion de l'école publique. Il a toujours été fidèle à ses principes, restant très proche des militants et continuellement à leur écoute.

Boualem Touarigt

UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS DE FRANCE

LES ÉTUDIANTS FRANÇAIS SOLIDAIRES DE L'UGEMA

Par **Adel Fathi**

Guerre de libération

Histoire

S'il est une organisation syndicale ou sociale française ayant ouvertement milité pour la fin de la guerre en Algérie, c'est l'Union nationale des étudiants de France. Même si cet engagement actif a été l'aboutissement d'un lent processus de maturation, marqué par des déchirements parfois douloureux, mais qui seront salutaires pour l'avenir et l'honneur de cette frange, dynamique mais toujours incomprise, de l'élite française.

Créée en 1907 dans la ville française de Lilles, l'UNEF s'était, au début, assigné comme mission d'assurer la coordination des assemblées générales des étudiants, en rechignant au débat politique. D'ailleurs, au commencement de l'insurrection en Algérie, en 1954, ce syndicat des étudiants français refuse de se positionner pour ne pas, justifient-ils, diviser le mouvement sur une question à laquelle il n'était pas, à vrai dire, suffisamment sensibilisé. Mais, très vite, des dirigeants de l'UNEF vont jeter les jalons d'un dialogue avec l'Union générale des étudiants musulmans d'Algérie (UGEMA), créée en 1955, et dont les membres étaient très actifs dans les universités françaises.

Les partisans de l'Algérie française au sein de l'UNEF s'opposent à ce premier engagement, mais au congrès de Strasbourg en avril 1956, le syndicat opte, après un débat passionné, pour le maintien des relations syndicales avec l'UGEMA, sans pour autant afficher un quelconque soutien aux revendications des indépendantistes algériens. Les choses vont s'accélérer en juillet 1956, deux mois après la grève générale à laquelle avait appelé l'UGEMA, sur instruction du FLN pour exprimer un soutien massif des lycéens et étudiants au combat libérateur. Des membres de l'UNEF organisent alors une conférence nationale estudiantine pour discuter du *« problème algérien »*, reconnaissant par-là l'existence d'une lutte algérienne pour l'indépendance.

Ce n'est qu'à partir de 1959 que les étudiants français vont dégager une position tranchée et offensive par rapport à la question algérienne. C'est ainsi que l'UNEF devient l'organisation d'avant-garde dans le combat pour l'autodétermination du peuple algérien. Elle organise un grand meeting le 27 octobre 1960 pour la paix en Algérie et participe à la manifestation du 8 février 1962 contre l'OAS qui finit par un bain de sang devant la station de métro de Charonne, à Paris.

Cette action de l'UNEF contre les ultras de l'Algérie française et autres soutiens actifs des généraux putschistes, était répercutée en Algérie par le Ceald (Comité étudiant d'action laïque et démocratique), qui regroupait des étudiants libéraux, juifs, chrétiens et musulmans, et qui affrontait à l'université les nervis de l'Association générale des étudiants d'Alger (AGEA), composée essentiellement de dissidents de l'UNEF et dirigée par le sanguinaire Pierre Lagaillarde, *«l'étudiant parachutiste»*. Celui-ci, pour l'histoire, avait achevé dans le tunnel des facultés à Alger le secrétaire de la Wilaya III, Mohand-Saïd Aïssani, seul survivant de la célèbre bataille de Djebel Thameur du 29 mars 1959, blessé et capturé par l'armée française avant d'être transféré à Alger pour être interrogé à l'hôpital. Lagaillarde va encore se distinguer dans toutes les actions politiques et armées menées par l'OAS.

Conséquence de cet engagement des étudiants français en faveur de l'autodétermination du peuple algérien : l'armée française a dû affronter près de 12 000 cas de refus de passer le service militaire en Algérie, entre désobéissance, objection de conscience et désertions. Ce mouvement a commencé depuis les premiers mois de l'insurrection, pour aboutir à de grandes manifestations étudiantes contre «la guerre d'Algérie», organisées par l'UNEF en 1960. Parmi les jeunes déserteurs français, certains ont carrément choisi le camp de la révolution et du FLN. C'est le cas du Réseau Jeanson (Francis), plus connu sous le nom des «porteurs de valises», qui était un groupe constitué essentiellement d'intellectuels et d'étudiants engagés, qui dotait le FLN de fonds et de faux papiers. Ce mouvement extraordinaire culminera par le fameux *«Manifeste des 121»* qui a été rendu public le 6 septembre 1960 comme signe de contestation contre le procès qui inculpa les membres du réseau Jeanson, démantelé au début de la même année.

En 1961, en pleine crise politique entre l'état-major de l'armée et le gouvernement, l'UNEF pèse de tout son poids pour éviter un basculement dans le camp des ultras de l'Algérie française et des généraux putschistes, et réussit à amener la majorité des étudiants sur une position contre la guerre, pour les négociations et l'indépendance.

Adel Fathi

Le Monde

Rédaction, Administration : 5, r. des Italiens, Paris-IXe. — Directeur : Hubert BEUVE-MÉRY

Étranger ..... 1 200 f. 2 400 f. 4 800 f.
Afr. du Nord (messageries-avion) .. 1 800 f. 3 400 f. 6 700 f.
Les abonnements partent du 1er et 16 de chaque mois
FRANCE MÉTRO., ALGÉRIE, TUNISIE, le n° 18 fr.
MAROC, le n° 20 fr.
Belgique : 2 fr. 50 — Italie : 50 lires
Adr. télégraphique : JOURMONDE PARIS
Tél. PRO. 91-29 ; TM. 76-60
CHÈQUE POSTAL : PARIS N° 4207-23

E DES DÉBATS DES NATIONS UNIES

RÈVE QUASI GÉNÉRALE A ALGER
les boutiques sont ouvertes de force

Le mot d'ordre est moins largement suivi dans la métropole

ve lancée par le Front de libération natio-
raissait ce matin quasi générale à Alger.
métropole, où le Mouvement national de
avait, de son côté, ordonné un arrêt du
vingt-quatre heures, le mot d'ordre était
façon très inégale.
preuve de force est donc engagée à la
débat de l'O.N.U. sur l'Algérie, débat qui
demain mardi devant la com-

çais, mais également contre les musulmans qui n'ont pas accepté de se rallier à la politique, à la propagande ou simplement aux mots d'ordre des groupements nationalistes.

Le mouvement débute deux jours après des attentats particulièrement sanglants et qui, dans l'esprit de leurs auteurs, ont incontestablement pour but de susciter de la part de la population européenne d'Algérie des explosions de colère avant

interpréter d'autre part ces im-
au même moment de
extrémités du territoire algérien ?
des bombes explosaient dans
d'Alger que deux groupes
ont été surpris par nos
penser que des actions
où le terrain est le
proximité de pays

L'UGCA OU L'ARME DE LA GRÈVE

Par Adel Fathi

Conscients du rôle et de la place des commerçants et artisans au sein de la société algérienne, aux côtés des autres forces vives comme les travailleurs ou les étudiants, mais surtout de leur apport politique et financier à la Révolution, les dirigeants du FLN ont très tôt fait de les sensibiliser et de les mobiliser dans le cadre d'une lutte globale contre l'occupation.

Ainsi, les premiers contacts initiés par Abane Ramdane avec un petit noyau de militants activant dans le secteur commercial, conduit par un ancien du mouvement national, Abbas Torki, aboutirent dès 1955 au projet de création d'une Union générale des commerçants algériens (UGCA), dont l'objectif était d'apporter son soutien, et celui des commerçants algériens, à l'insurrection par des cotisations régulières, mais aussi par une action politique et médiatique soutenue qui, conjuguée à celle menée sur le terrain par le FLN/ALN et les autres organisations de masses, créées d'ailleurs durant la même période, devrait ancrer davantage le mot d'ordre de la lutte au sein des populations civiles.

Au premier congrès de l'UGCA, organisé les 13 et 14 septembre 1956 au mythique club Taraqi, place des Martyrs à Alger, Abbas Torki sera naturellement élu président. Près de 800 délégués venus de toutes parts ont assisté à ces assises. Dès le lendemain, une délégation a été dépêchée à Paris, Tunis et Tripoli pour porter la voix de l'Algérie combattante et obtenir l'appui international à la cause algérienne. La contribution de l'UGCA s'illustra également par la collecte des fonds au profit des maquisards et de l'organisation civile du FLN dans les villes algérienne, et même à l'étranger et notamment en France, où beaucoup de commerçants algériens ont dès le début de l'insurrection affiché leur adhésion qu'ils ont prouvée à plusieurs reprises. Mieux encore, les militants de l'UGCA n'ont pas négligé l'aspect médiatique, en lançant une revue spécialisée, intitulée Economie algérienne, sous la direction de Saïd Ouzeggane, avec comme rédacteur en chef Akli Yeloul.

L'UGCA va, ensuite, se distinguer par un rôle héroïque et décisif qu'elle joua lors de l'historique grève des huit jours – du 28 janvier au 4 en février 1957 –, qui survint en pleine Bataille d'Alger. Le succès éclatant de cette action donnera un nouveau souffle à la guérilla qui était durement secouée par la répression des forces coloniales et qui se solda par la neutralisation ou l'arrestation de tous ses dirigeants dans la capitale.

Cet évènement, considéré par les historiens commune l'une des plus importantes étapes de la guerre de libération, a démontré que tout le peuple algérien était mobilisé autour du FLN et du mot d'ordre de la Révolution, puisque travailleurs et commerçants, à travers tout le territoire national, ont conjugué leurs forces ce jour-là dans un même élan. Selon des statistiques reconnues par les autorités coloniales, le taux d'adhésion à la grève a atteint 80 % pour s'élargir à 90 % durant les der-

Grève des huit jours

niers jours de la grève. Une répression féroce s'abattit sur les grévistes. Dans toutes les villes, les commerçants et travailleurs algériens ont subi le même régime : emprisonnement ferme, assignation à résidence, suspension, destruction de locaux commerciaux par les éléments de l'armée française qui défonçaient les rideaux des commerces dans une vaine tentative de briser la grève. D'autres mouvements de désobéissance civile avaient été enclenchés par l'UGCA, à travers plusieurs villes comme Alger Constantine, Béjaïa, Oran et Tlemcen depuis 1956. Des centaines d'entre eux ont été arrêtés et condamnés à de lourdes peines.

Communiqué de l'UGCA sur la grève des 8 jours

Dans un communiqué signé par son président Abbas Torki, et paru dans Résistance algérienne nº 20 du 1er au 10 février 1957, l'UGCA informe l'opinion des différents enjeux politiques et révolutionnaires de cette grève. Nous en publions ici le texte intégral : *« Les commerçants algériens, à la veille de la grève de 8 jours, que le peuple algérien se prépare à observer, tiennent à enregistrer les paroles prononcées récemment par le général Massu dans un communiqué à la presse.*

Abbas Torki

Dans ce communiqué on avertit la population que les établissements fermés pendant la grève seraient défoncés par la force, et que les autorités ne garantiraient pas les disparitions de marchandises et les dégâts résultant des destructions de locaux et de matériel.

Nous prenons note de cet appel officiel au vandalisme. La plus haute autorité militaire française en Algérie ne se contente pas de contester notre droit à la grève – manifestation pacifique de notre mécontentement – de plus, elle lance

Déclaration du GPRA à l'ONU

pratiquement un appel aux pillards de toutes sortes en leur promettant implicitement l'impunité.

L'opinion française et internationale saura apprécier toute la portée de ces violations des libertés les plus élémentaires en Algérie. Les commerçants algériens, en tous cas, sont décidés à faire face au chantage et aux menaces, à la violence et à l'hystérie colonialistes avec la même détermination.

Ils se joindront à leurs compatriotes, à l'ensemble de leur peuple pour observer, durant ces huit jours, la grève de protestations contre la politique de guerre et d'extermination que mène la France dans notre pays, pour réclamer l'intervention des Nations unies en vue d'un retour a la paix en Algérie, dans le cadre de l'indépendance du peuple algérien.

Un grand nombre des nôtres emplissent les prisons et les camps de concentration : les commerçants, cible facile pour les forces de l'arbitraire, n'ont jamais été épargnés : c'est une nouvelle épreuve que leur promet le général Massu ; ils sauront y répondre par la volonté et la foi qui brisent les tyrannies les plus aveugles.

Ils tiennent à rappeler, à cette occasion, leur confiance totale en l'action du Front de libération nationale, représentant authentique du peuple algérien engagé dans la Révolution. Ils adressent à l'opinion mondiale et aux représentants des nations libres appelés à examiner à l'ONU le problème algérien, un appel solennel pour mettre fin à l'agression colonialiste en Algérie et contribuer au retour de la paix dans notre pays par la reconnaissance inconditionnelle du droit de l'Algérie à l'indépendance.

Ils dénoncent à la conscience mondiale le véritable appel au meurtre lancé vendredi 18 janvier au soir par les autorités militaires françaises d'Algérie à se faire complice de la répression et de la terreur (…)

Quelle que soit la fureur que mettra le général Massu à poursuivre les paisibles populations au cours de ces huit jours de solidarité nationale, quels que soient les excès de la police et de l'armée française, les commerçants algériens, de même que tous leurs frères, démontreront à la face du monde leur inébranlable volonté de faire échec aux forces du mal, de triompher des manœuvres d'extermination dont certains clans nourrissent l'espoir.

Nous sommes certains de notre victoire, car nulle force au monde n'est en mesure d'endiguer les forces de la libération. »

Adel Fathi

Dr Boudjemâa HAICHOUR.
Chercheur universitaire,
ancien ministre

Vérités et contre vérités historiques

La valeureuse wilaya IV en mouvement

DE RABAH BITAT À HASSAN KHATIB

Le colonel Youcef Khatib avec le Dr Boudjemaâ Haichour

© memoria. photo par Nacef Ghazi

Après l'esquisse d'une contribution sur la Wilaya IV, que j'ai jugée décent de remettre au frère Si Hassan Khatib un des responsables, principal acteur et témoin de cette période de la Révolution, pour relire mon texte et pouvoir apporter d'autres éléments d'analyse nécessaire, susceptibles de renforcer l'écriture de l'histoire quant aux événements ayant marqué le territoire de la Wilaya IV, ma rencontre au siège de la fondation m'a permis d'écouter aussi attentivement ses propos qui, dans leur majeure partie, rejoignent l'approche historique de mon document.

Dans l'histoire des Nations, l'histoire s'écrit dans l'esprit et le contexte du moment. Dans la dynamique des évolutions apparaissent selon les vues des uns et des autres des vérités et des contre-vérités qui façonneront le récit national. Les révolutions de la grandeur de celle de l'Algérie ne sont pas épargnées dans le déroulé des événements d'attitudes propres à l'humain dans son comportement au regard des aléas et des contraintes.

Il y a les témoignages et le vécu des acteurs qui relatent les faits même si ces derniers sont têtus. Alors se présente à l'historien la responsabilité d'écrire l'histoire loin des a-prioris et des jugements liés à des contingences idéologiques ou d'intérêt.

Guerre de libération

Histoire

La révolution du 1er novembre est humaniste

Vouloir se placer sur le terrain d'une histoire contemporaine écrite en dépoussiérant les archives et en sauvegardant dans l'intégrité des propos recueillis, nécessite à la fois de l'objectivité sans parti pris et de la réhabilitation d'une histoire expurgée des phénomènes pouvant nuire à réalisation de notre projet historique.

La Révolution du 1er Novembre 1954 dans toutes ses dimensions humaines, structurelles, politiques nous renvoie à cette longue résistance de notre peuple contre les formes diversifiées de l'oppression coloniale. Elle est et restera un modèle d'une révolution humaniste d'une cause juste que les Algériens ont offerte au monde.

C'est pourquoi je voudrais, comme je l'ai fait à maintes circonstances, apporter des éclairages que je pense être en mesure de livrer au lecteur surtout lorsqu'il s'agit de remettre les faits tels que narrés par ceux là mêmes qui dans les rudes époques ont sacrifié leur jeunesse pour que vive l'Algérie libre et indépendante.

Aujourd'hui, je veux parler du combat mené par nos valeureux moudjahidine dans cette région de l'Algérois inscrite dans notre registre matriciel de Wilaya IV Historique.

La wilaya IV historique au cœur de l'Algérie

La réunion des 22 a mis sur pied une carte de l'Algérie combattante structurée en six zones. C'est donc le centre du grand Alger de l'époque qui a été appelé zone 4 qui deviendra après le Congrès de la Soummam la Wilaya IV. Ses limites sont au Nord depuis la côte Zemmouri El Bahri jusqu'à Ténès à l'ouest. Elle sera limitée à l'est par la zone 3 (Kabylie) séparée d'elle par la route nationale Alger-Bouira. A l'ouest, elle sera délimitée par la zone 5 séparée d'elle par la route départementale Ténès-Chlef et l'Oued Raméka. Enfin au Sud séparée par la rocade Nord jusqu'à Tissemsilt et Mahdia.

Cette zone 4 sera divisée en 3 régions :

La région 1 à l'Est d'Alger c'est la Mitidja Est avec une partie montagneuse (Zbarbar, Bouzegza, monts de Tablat et Palestro dont les principales villes sont Boudouaou, Bougarz, L'Arbaa, Tablat, Palestro, Harrach, Rouiba et Thénia).

La région 2 comprenait le Sahel dénudé (Mitidja) et une partie montagneuse tels les monts de Chenoua,

© memoria. photo par Nacef Ghazi

Tamezguida, Chréa et le maquis du Titteri. Ses principales villes sont Tipasa, Hadjout, Cherchell, El Afroun, Mouzaia, Boufarik, Blida, Médéa, Ksar Boukhari.

La région 3 comprenait la vallée du Chelif et le massif montagneux tels le Zaccar, Dahra, l'Ouarsenis et les monts Amrouna, Théniet el Had et Doui. Ses principales villes sont El Asna, Ténès, Khémis, Milana, Aïn Defla, Théniet el Had, Tissemsilt.

Des modifications structurelles ont été portées dans les années 1958, 1959 (Sour el Ghozlane, Bir Ghbalou, Sidi Aïssa, Aïn Bessam, Aïn Boucif après la création de la Wilaya VI) et 1960 avec l'accord du GPRA la zone 6 créée en cette date englobait le grand Alger et une partie de la Mitidja avec comme villes : Boufarik, Douera, Staoueli, Shaoula, Chéraga, Birkhadem, Birtouta, Baba Ali.

Le vivier des élites universitaires

La Wilaya IV de par sa centralité géographique et le chef-lieu des forces politiques et militaires va être prise en étau par son éloignement pour être ravitaillée en armement venant des frontières Est et Ouest. Elle est soumise à un contrôle et à une surveillance accrue des forces coloniales. Elle bénéficiera d'un avantage dans le recrutement de jeunes lycéens et universitaires qui vont jouer un rôle significatif dans l'encadrement de la Révolution.

Cette Wilaya positionnée stratégiquement au centre du pays va

Le commandant Si Lakhdar, de son vrai nom, Rabah Mokrani

être à la fois un trait d'union avec les autres Wilayas historiques mais également va jouer un rôle tampon pour apaiser certaines humeurs entre les différents dirigeants et cadres de l'ALN. Nous allons décortiquer certaines situations qui, au regard de l'écriture de l'histoire, mériteraient qu'on y revienne. Successivement la Wilaya IV fut dirigée par Rabah Bitat, Ouamrane, Dhiles Slimane, M'hamed Bougara, Salah Zaamoum, Bounaama Mohamed et Hassan Khatib.

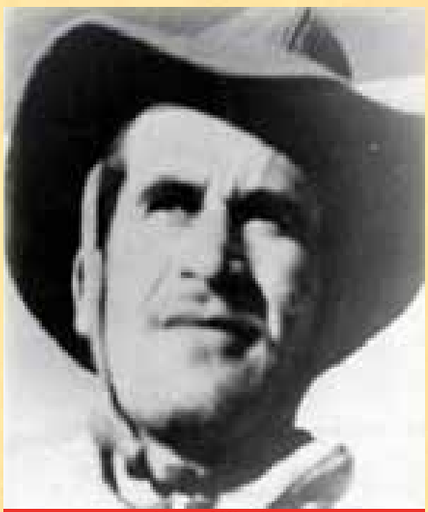
La Wilaya IV de Rabah Bitat au Dr Si Hassan Khatib

Rabah Bitat, né le 19 décembre 1925 à Aïn Kerma à 50 km de Constantine, s'est vu confier le commandement de la Wilaya IV territoire insurrectionnel qu'il dirigera jusqu'à son arrestation, et qui au plus fort de son organisation après plusieurs années d'efforts, comprenait 26 katibas totalisant 3000 djounoud. Dès le début de la Révolution, Rabah Bitat (Si Mohamed de son nom de guerre) opère au sein de la Wilaya IV anciennement zone 4 et organise la guérilla urbaine à Alger et sa banlieue. Avec plusieurs adjoints d'un courage et d'une probité révolutionnaire comme Souidani Boudjemâa, il organise une série d'opérations militaires contre les forces coloniales françaises. Rabah Bitat ne dirige la Wilaya IV qu'un peu plus de quatre mois.

Cinq mois après le début du déclenchement de la guerre de libération, il est arrêté le 16 mars 1955 au café Ben Nouhi rue de la Lyre dans le quartier de la Casbah, alors qu'il avait rendez-vous avec un contact et qu'il sortait d'une réunion avec Krim Belkacem et Abane Ramdane.

Il fut torturé et écroué à la prison Barberousse puis à la prison centrale d'El Harrach. Il a même tenté de se donner la mort en

Rabah Bitat


Youcef Khatib

avalant un comprimé de cyanure pour s'empêcher de parler pendant la torture. Il sera jugé le 16 avril 1956 par le tribunal militaire de l'armée coloniale qui le condamne aux travaux forcés à perpétuité.

Un patriote constantinois dans l'Algérois en lutte

Rabah Bitat fut militant du PPA/ MTLD, membre de l'OS et du CRUA. Membre du Groupe des « 22 » qui décidèrent l'insurrection armée et des « 6 » qui constituaient la première direction collégiale de la Révolution sous la bannière du FLN. Il sera désigné membre du CNRA le 20 août 1956 lors de la plateforme de la Soummam et membre du CCE en 1957 alors qu'il était en prison. Rabah Bitat sera transféré à la prison de Fresnes en janvier 1958.

Durant son incarcération, il observa à huit reprises une grève de la faim, la dernière celle de Saint Malo en août 1958. Il réclama le statut de détenu politique qu'il n'obtiendra qu'à la création du GPRA présidé par Ferhat Abbas dont il devient ministre d'Etat. Parmi les fondateurs du FLN, il sera désigné en qualité de membre du Bureau politique au congrès de Tripoli. En mai 1961 il est transféré au château de la Tessadière à Turquant où avaient été transférés de l'île d'Aix les cinq autres grands dirigeants du FLN, à savoir Ahmed Ben Bella, Hocine Aït Ahmed, Mohamed Khider, Mohamed Boudiaf et Mostefa Lacheraf.

Ces derniers il faut le rappeler ont été arrêtés le 22 octobre 1956 par les forces coloniales suite au détournement de l'avion marocain Air Atlas considéré comme une première dans les annales de la piraterie aérienne. C'est ce destin qui va encore les réunir plus tard au château d'Aulnoy dont ils prendront diverses positions politiques en tant que dirigeants de la Révolution sur le devenir de l'Algérie indépendante.

Libéré le 20 mars 1962 au lendemain de la proclamation du cessez-le-feu, il rejoint son ami Mohamed Khider en acceptant d'être membre du BP constitué (illégal selon Si Hassan Khatib) en 1962 dont il sera chargé du Parti et des organisations de masse. Il sera vice-président du 1er Gouvernement du Président Ahmed Ben Bella. Il est à Paris au moment de la destitution du Président Ahmed Ben Bella le 19 juin 1965. Il fera une déclaration publique le 24 juin 1965 apportant son soutien au Président du Conseil de la Révolution Houari Boumediene. Il rentre à Alger où il sera nommé le 10 juillet 1965 ministre d'Etat dans son gouvernement. Il devient le 21 juillet 1970 ministre chargé des transports jusqu'à son élection à la Présidence de l'APN alors qu'il fut élu député dans la circonscription de Bouira le 8 mars 1977.

Rabah Bitat président de l'Etat algérien

A la mort du Président Boumediene, il assurera l'intérim durant 45 jours en tant que Président de l'Etat jusqu'à l'accession à la magistrature suprême du Président Chadli Bendjedid le 9 février 1979. Il démissionne de ses fonctions de Président de l'APN le 3 octobre 1990 et redevient simple député. Il s'effacera de la vie politique jusqu'à l'élection du Président Abdelaziz Bouteflika en 1999. Il sera chargé de le représenter dans des cérémonies qui répondant à sa personnalité historique. Il décédera le 11 avril 2000 et sera enterré au carré des martyrs à El Alia.

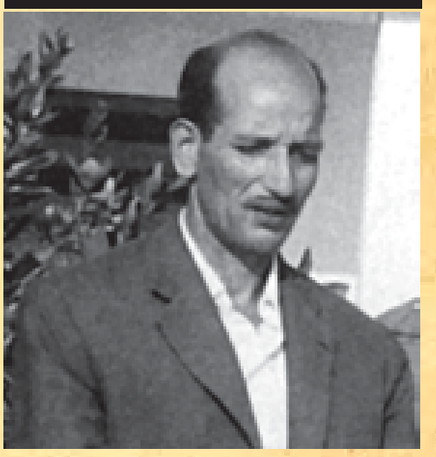
Amar Ouamrane un combattant novembriste

A la Wilaya IV après son arrestation en 1955 c'est Amar Ouamrane qui lui succède de 1955 à 1956. Le colonel Ouamrane (alias Boukerou) né en 1919 à Frikat en Kabylie et mort en 1992 à Alger fut parmi les premiers au lendemain du déclenchement de la Révolution. Il faut dire qu'il intégra les rangs de l'armée française où il suivit une formation militaire avant le début de l'insurrection. Il déserta lors des massacres du 8 mai 1945. Il est arrêté et condamné à mort et gracié en 1946 par le général Catroux. Il militera au PPA/MTLD en Kabylie dont il devient adjoint de Krim Belkacem.

Amar Ouamrane

A partir de 1946, il entrera dans la clandestinité après avoir été arrêté lors des élections municipales. Le 1er novembre 1954, il dirigera les opérations dans la région de Draâ Benkhedda. Il accédera au poste de chef de la Wilaya IV, participe au congrès de la Soummam et portera désormais le grade de colonel qui lui permet d'être nommé membre du CNRA. En 1960, il sera le représentant du FLN au Liban et en Turquie.

Sadek Dehiles un militant de conviction



Sadek Dehiles de son vrai prénom Slimane qui lui succède à la tête de la Wilaya IV est né à Iwadiyen (les Ouadhias) le 14 novembre 1920, orphelin à l'âge de quinze ans. En octobre 1943, il est soldat parmi les troupes alliées contre le nazisme à Naples. En août 1944, il rentre en France et à Strasbourg le 24 décembre 1944. En mai 1945, il est à Obstad en Allemagne où il est mobilisé. En 1946, il adhère au MTLD sous l'égide de la Fédération de France. Il est arrêté en 1953 et écope de 8 mois d'emprisonnement et 70 000 anciens francs et frappé d'interdiction pendant cinq années en Algérie pour avoir distribué des tracts hostiles à la présence française en Algérie.

Dès Novembre 1954, il rentre clandestinement en Kabylie et fut l'un des premiers à rejoindre le maquis dans les rangs de l'ALN. En juin 1955, il participe à la réunion d'Ath Dwala, ayant regroupé Amirouche Aït Hamouda, Krim Belkacem, Mohamedi Saïd, Yazourène

Mohand Améziane, Abderahmane Mira. Cette réunion a débouché sur une grande offensive contre l'armée coloniale française au cours de laquelle ils récupérent 1200 armes, 627 millions en argent liquide et 12 millions de cartouches.

Il est désigné en 1955 par Abane Ramdane pour organiser la Wilaya IV après le départ d'Amar Ouamrane à Tunis. Il devient membre du CNRA de 1957 jusqu'en 1962. En 1959, il participe à la réunion de Tunis qui durera 33 jours regroupant les 10 vcolonels dont l'objectif est de remanier les organismes extérieurs du CNRA et du GPRA pour tenter de résoudre le différend entre l'EMG et le GPRA. Il sera désigné au commandement des opérations militaires spéciales et adjoint de Houar Boumediene. Il sera élu député dans l'Assemblée constituante en 1962 de Tizi Ouzou. En 1963 il est parmi les fondateurs du FFS.

Si M'hamed Bougara. Un stratège

Si M'hamed Bougara est né le 2 décembre 1928 à Khemis Méliana. Chef de la Wilaya IV d'avril 1957 à 5 mai 1959, il a connu après les massacres du huit 1945 les geôles du colonialisme. Il rejoint les rangs du MTLD et sera à nouveau arrêté en 1951 et condamné à trois années de prison. Au déclenchement de la Révolution, il sera chargé de l'organisation de la résistance armée au niveau d'Arouna dans la localité de Théniet el Had.

M'hamed Bougara

Il participera au congrès de la Soummam le 20 août 1956. Il est désigné responsable politique et membre du conseil de la Wilaya IV historique, puis promu en 1958 au grade de colonel. Il est alors nommé à la tête des troupes de l'ALN opérant sur le territoire de la Wilaya IV jusqu'à sa mort le 5 mai 1959 à Ouled Bouachra au sud de Médéa lors de l'opération « Courroie » lancée par les troupes coloniales encerclant durant quinze jours tout l'Ouarsenis. Il fut un stratège militaire et fin politique, réussissant de transformer les localités de l'Ouarsenis, Bouzegza, le Zaccar, Oued El Malah, Oued Fodda en des zones libérées.

L'Université Djillali Bounaama de Khémis Miliana lui a rendu un vibrant hommage à l'occasion du 57e anniversaire de sa mort. A ce jour, ni le lieu ni son corps ne sont connus malgré les démarches faites auprès des autorités françaises.

Salah Zaâmoum, une figure de la Révolution

Salah Zaâmoum de son vrai nom Benrabah Mohamed Zaâmoum dit Si Salah est né en 1928 à Aïn Taya. Après avoir occupé le poste de secrétaire de la mairie d'Ighil Imoula, il utilise des cachets officiels pour la cause nationale au service de l'OS en 1953. Il sera arrêté et condamné à la prison de Tizi Ouzou où il subira les pires tortures durant 22 jours. Il sera libéré au début de l'année 1954. Il participe aux côtés de Krim Belkacem, Amar Ouamrane et Slimane Dehiles au soulèvement du 1er Novembre 1954. Il est recherché par la police française et sera condamné par contumace par un tribunal militaire.

En 1957, il rejoint l'ALN des frontières basée au Maroc sans pouvoir rejoindre l'Etat-major de Boumediene. En 1958, il succède à Si M'hamed Bougara à la tête de la Wilaya IV et sera membre du CNRA. Il fait un voyage à Tunis pour s'approvisionner en armements mais

revient blasé de certaines intrigues. D'avril à juin 1959, la Wilaya IV est en proie à la « bleuite » où de nombreux maquisards seront exécutés. Si Salah sera tué le 20 juillet 1961 sur une crête du Djurdjura à Maillot (M'Chedallah) près de Bouira.

Selon Pierre Matignon, il aurait été tué par le commando de chasse de l'armée française appelé « Georges », tandis que pour l'historienne Michèle Cointet, il a été exécuté par les services spéciaux français. Convoqué par le GPRA pour s'expliquer alors qu'il se rendait à Tunis avec une faible escorte, il aurait dit : « De Gaule nous a trahis. C'est le responsable de mon sort. » Tous les témoins algériens de la rencontre du 10 juin 1960 à l'Elysée ont disparu. Les témoins français ont reçu ordre de se taire. Qu'en est-il de l'affaire Si Salah ? Je reviendrais dans mon analyse des faits à la fin de cette contribution.

Djilali Bounaama, dans le maquis de l'Ouarsenis

Djillali Bounaâma dit Si Mohamed est né le 16 avril 1926 à Bordj Bounaâma ex-Molière où se trouvait une société franco-belge qui exploitait une mine de plomb dans le douar des Béni Hendel en plein cœur de l'Ouarsenis. Ancien tirailleur algérien envoyé en France puis réformé pour raisons de santé, il adhère au MTLD une fois revenu en Algérie en tant que responsable de la section Boucaïd. Dans la mine de plomb, il organise une grève qui durera cinq mois. Si Mohamed, qui se déplace en possession de son émet-

Djilali Bounaâma

teur-radio un ANGRC9, ne sait pas qu'il est filé par les services coloniaux de l'écoute qui ont récupéré la source d'émission. Si Mohamed avait établi son PC au cœur même de la ville des roses dans la villa Raphael Corbi de Kouider Naïmi au numéro 84 du boulevard Raymond Poincaré sur la route de Joinville.

Après le travail d'écoute de l'équipe du 44 RT, c'est au régiment du 11e choc qui est un corps d'élite du SDECE relevant de la Présidence française qu'est confiée la mission de la liquidation physique de Si Mohamed. Le commando décolle de Calvi en Corse.

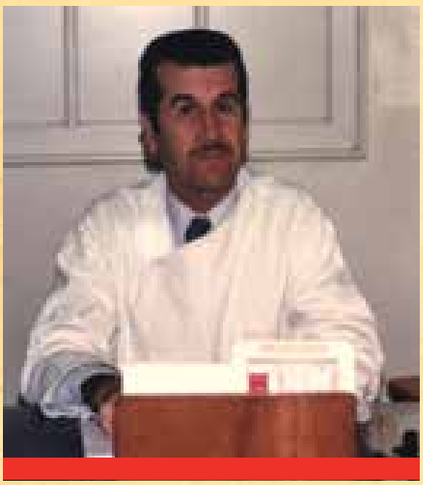
C'est au soir du 8 août 1961 que Si Mohamed regagne son PC. Il devait écouter le rapport de Benyoucef Boumehdi revenu de mission de l'extérieur. Au moment où le responsable des transmissions envoyait le message que lui a donné Si Mohamed, il devait être 23 heures Abdelkader Ouadfel, le technicien radio, entend du bruit. Les paras encerclent le domicile de Naïmi Kouider où se trouve le PC. Les premières rafales claquèrent tuant Mustapha Naïmi, Ali blessé et Boumehdi Benyoucef eut le poumon traversé par des balles. Le combat durera jusqu'à deux heures du matin du mercredi 9 août 1961.

Si Mohamed, Abdelkader Ouedfel, Khaled Aïssa Bey, Naïmi Mustapha sont morts au champ d'honneur. Mohamed Téguia et Benyoucef Bouehdi sont grièvement blessés. A la caserne Blandon de Blida, le général Ailleret récupère les corps pour les ensevelir dans les contreforts de Chréa. *(Ce récit a été publié sur le journal Liberté le 8 août 2011 par Abdou Benmaâmar Tahar El Hocine).*

Hassan Khatib, la force tranquille d'un hakim

Hassan Khatib prend la succession de Si Mohamed Djilali Bounaâma dès la mort de ce dernier le 9 août 1961 en tant que Chef de la Wilaya IV. De son vrai nom, Youcef Khatib, il est né le 19 novembre 1932 à Chlef (Orléansville). D'une grande humilité, tel que je l'ai connu lorsque je l'invitais à Batna en tant que mouhafed du FLN en 1986 pour la commémoration de la mort de Mostefa Benboulaïd les 23 mars de chaque année.

Certains biographes disent qu'il est originaire de Mascara et que sa mère est de Mostaganem. Il naquit dans une ambiance familiale très chaleureuse parmi une fratrie de six garçons et de quatre filles. D'une famille modeste, Si Youcef Khatib effectuera ses classes de l'école Lallemand puis au collège moderne d'Orléanville tout en apprenant le



Coran auprès du Cheikh Sahnoun père de l'ancien diplomate.

Il fera le lycée Bugeaud à Alger en tant qu'interne et aura sa deuxième partie du Bac à Montpellier. Sportif par passion aimant évoluer en défense pour son équipe de football.

Il se rappelle avoir joué en 1954 en coupe d'Afrique du Nord contre le RA Casablanca alors était dans l'AS Orléanville les lions du Chelif qu'on avait battu 3 à 1 au stade de Ruisseau avant d'échouer en finale avec l'ESMGuelma.

Youcef Khatib entre en Faculté de médecine où il rencontre Medjaoui Abdelhalim de Remchi major de promotion. Il fera partie d'une cellule du FLN créée par Dr Nekkache qui exerçait à Oran dont faisaient partie Dr Nafissa Hamoud, Benouniche Mourad Boudekba Ahmed et Youcef Khatib déjà en 2e année. En fait, Si Hassan était prématurément engagé depuis 1950 du moins il était déjà prêt pour militer lors de la visite de Hadj Messali en 1952 à Chelif. Mais l'étincelle ce fut l'appel du FLN le 19 mai 1956 que l'Ugema décrète la grève où les étudiants quittent les bancs de l'Université pour le maquis.

Si Hassan Khatib, un médecin sans frontière au maquis

Médecin au maquis Si Hassan serait aux côtés des moudjahidines pour soigner les blessés dans des hôpitaux de fortune. D'abord à Tamezguida avec son ami médecin Boudherba Smaïn ensuite dans le massif blidéen à Sbaghlia où nous avons perdu Amara Rachid. Il sera affecté à Palestro où il rencontre Ouamrane et Bougara et il y resta à Zberber jusqu'à décembre 1956 puis sera muté dans le Zakkar.

Si Hassan était très pudique il ira combattre à la Wilaya V-Frenda/Tiaret dans la zone 7. Si Hassan sera promu en février 1959 en tant que responsable politico-militaire de la zone 3 Wilaya IV avec le grade de capitaine et ce jusqu'à juillet 1960, promu membre du conseil de la Wilaya IV avec le grade de commandant. A la mort de Si M'hamed Bougara Si Bounama Djilali assure la direction de la ilaya IV avec le commandant Youcef Benkhrouf.

L'affaire Si Salah et la raison d'Etat du côté français

Revenons plus clairement sur Revenons plus clairement sur l'affaire Si Salah. Est-ce que le Conseil de la Wilaya IV a consulté l'ensemble de sa composante pour prendre la décision de contacter De Gaulle ? Plus encore est-ce que les membres de la Wilaya IV qui se sont dirigés vers l'Elysée ont été mandatés pour une telle rencontre ? Fallait-il se précipiter pour connaître les intentions du général De Gaulle pour rendre compte à la direction de la Révolution ? Tout revient au contexte de l'époque !

L'affaire Si Salah, une démarche suspecte

La rencontre qui eut lieu le 10 La rencontre qui eut lieu le 10 juin 1960 au-delà de sa finalité s'était faite à un moment de crise entre le GPRA et l'EMG pour dénouer le nœud gordien d'une telle initiative qui a provoqué le mécontentement des décideurs de l'époque. Même si une telle décision de se rendre en vue de négocier sur les intentions du général De Gaulle, le processus devant mettre fin au conflit émane de la bonne intention.

Il reste le doute non dans les convictions des initiateurs de la Wilaya IV mais beaucoup plus dans la manière un peu fractionnelle qui conduisait à une certaine méfiance et de ce fait rendait la démarche suspecte dans l'esprit des textes qui régissent le fonctionnement des instances de la Révolution.

Comment peut-on qualifier l'initiative de prendre contact à un haut niveau de l'establishment français en vue d'entamer les pourparlers de paix sans l'accord préalable du GPRA ? A toutes ces questions, l'historien Sadek Sallam apporte quelques clarifications dont j'ose rappeler l'essentiel qui tient compte seulement de la version des faits qu'il a eue avec Si Lakhdar Bouragâa en

ce qui concerne l'affaire Si Salah:

1- Le discours du 16 septembre 1959 dans lequel le général De Gaulle a parlé de l'autodétermination a-t-il rencontré un écho favorable chez certains officiers supérieurs de l'ALN pour aller au plus vite vers une solution satisfaisante du conflit algérien par la voie de la négociation?

2- Y-a-il une reconnaissance de fait des revendications politiques pour lesquelles le Peuple algérien combattait depuis cinq ans ?

3- Chez les officiers de l'armée française d'Algérie, l'issue ne peut être que militaire. Est-ce que le gendre du général De Gaulle a laissé dire que *« la neutralisation d'un chef de wilaya pourrait dissuader son beau-père d'aller à la négociation avec le GPRA »* ? Est-ce que le colonel Henri Jacquin qui dirigeait le BEL (Bureau d'études et de liaisons) avait jeté son dévolu sur la Wilaya IV depuis longtemps et les raisons qui l'ont motivées ?

La Force K ou l'opération Kobus et l'affaire Si Salah

Pour Le colonel Jacquin, la wi-Pour le colonel Jacquin, la Wilaya IV était restée le phare de la résistance intérieure. L'affaire Si Salah était-elle née de la diffusion au sein de l'ALN de l'idée d'une paix séparée par les officiers du BEL ? Le capitaine Heux spécialiste de la guerre psychologique n'était-il pas à l'origine de la mise en place de la Force K, un faux maquis créz en 1957-1958 près d'Aïn Defla sous l'égide de Djilali Belhadj dit Kobus, un ancien de l'OS au début des années 1950, pris en charge par les services SLNA du colonel Schoen contre la Révolution ?

1- L'isolement de l'intérieur et le manque d'approvisionnement en armement et logistique de la part de l'Extérieur au profit de la Wilaya IV avaient en quelque sorte anticipé et précipité le désir de quelques officiers supérieurs de celle-ci de répondre directement aux offres du général De Gaulle considérant l'Extérieur d'avoir trahi et failli à ses missions (Voir lettre de Si Salah adressée au GPRA). Si on prend en compte les contacts noués avant le 13 mai 1958 avec le FLN et l'ALN de la région d'Alger, des gaullistes comme Lucien Neuwirth avaient favorisé le véritable courant *« degaulliste »* (Jacquin) dans l'Algérois ?

L'offensive du général Challe et l'opération Courroie

Pour rappel, le 12 décembre 1958, le général Challe prend le commandement militaire en Algérie. Le 6 février 1959, il lance la première offensive dans l'Oranie, relayée en avril/juin par l'opération *« Courroie »* (Ouarsenis-Algérois) qui s'attaque à la Wilaya IV.

La Wilaya IV, dont les forces ont été déjà entamées par les opérations engagées par le général Massu en novembre 1958 (opération Couronne 1) puis le mois suivant (Couronne 2) sort quelque peu touché de la zone 3 par l'opération Courroie.

En mai 1959, Mohamed Zaamoum devient responsable par intérim de la Wilaya IV. Si Salah était un ancien militant du MTLD et l'un des premiers maquisards de Kabylie. Il était secondé par Si Lakhdar et Si Mohamed.

Heux-Jacquin et l'écoute des services spéciaux

La réunion du conseil de la Wilaya tenue du 14 janvier au 14 février 1960 conclut à un constat sévère : « Le peuple a trop souffert…et il y a un risque qu'il nous abandonne ». Et sur conseil des commandants Lakhdar et Halim, les véritables initiateurs à la suite de la proposition de la « paix des braves», Si Salah décide en tant que responsable d'un maquis de l'intérieur, d'ouvrir des négociations directes avec les autorités françaises et se rend secrètement à l'Elysée pour y négocier directement avec le général de Gaulle un possible cessez-le-feu.

Dès les premiers jours de janvier 1960, le capitaine Heux chargé du BEL aurait-il intercepté des messages qu'échangeait Si Salah avec l'EMG d'Oujda exprimant son désarroi et sa fureur surtout que les armes n'arrivaient plus d'abord par le fait que la Wilaya IV était sous embargo et surveillance des plus rigoureux de la part des français ? Sommes-nous dans la manipulation et l'intox des services spéciaux français ?

Si Salah est vu du côté français aussi comme un homme de parole, sérieux, mesuré et estimé par ses troupes pour qu'il s'avance avec de tels propos à l'égard de sa direction EMG et envoyant aussi un message chiffré le 15 avril au GPRA les trai-

tant d'avoir failli en interrompant radicalement tout acheminement de matériel de guerre depuis 1958. La Wilaya IV étouffe et les djounoud n'ont plus les moyens de lutte contre les armes sophistiquées de l'armée française.

Bernard Tricot et Mathon, représentants De Gaulle-Debré

Il s'en suit une phase préalable destinée à jauger les intentions de l'une et de l'autre partie entre d'une part Si Salah, Si Lakhdar Halim et le capitaine Abdelatif et du côté français les émissaires du général de Gaulle à savoir Bernard Tricot et le colonel Mathon du cabinet de Michel Debré.

Le 28 mars 1960, l'entrevue se déroule à la préfecture de Médéa. Lakhdar, Halim et Abdelatif confirment leur intention de parvenir à un cessez-le-feu. Elle se poursuit le 31 mars. Il eut une nouvelle rencontre au domicile du cadi de Médéa Abdelkader Mazighi où un plan de paix en quatre points fut rédigé. Le 9 juin 1960, Si Salah et ses adjoints Si Mohamed et Si Lakhdar décollent pour Rambouillet à bord d'un SO Bretagne.

Ils seront le lendemain conduits auprès de De Gaulle. L'entrevue se passe dans une atmosphère courtoise selon Bernard Tricot, témoin oculaire et direct de la rencontre. Selon Gilbert Meynier, Si Lakhdar aurait joué le rôle principal du côté algérien.

Ce qu'il faut retenir de cette entrevue :

- De Gaulle campe sur ses positions, à savoir mettre fin aux combats et au cessez-le-feu peut-être conclu dans des conditions honorables pour chacun. Il refuse la demande de déplacement des émissaires algériens en Tunisie. En revanche, il se déclare prêt à faire transmettre un message des chefs de la Wilaya IV aux dirigeants extérieurs de la Révolution.
- Le 14 juin 1960, de Gaulle tient un discours dans lequel il réaffirme sa disponibilité de recevoir les représentants du FLN, de trouver avec eux une fin honorable aux combats qui traînent encore et d'accomplir en union avec la France et dans la coopération des communautés, la transformation de l'Algérie algérienne en un pays prospère et fraternel.
- Le 22 juin 1960, le journal le Monde publie un communiqué du commandement FLN de la Wilaya IV daté du lendemain 23 juin 1960 : *« En ces heures cruciales et décisives où se joue l'avenir non seulement de l'Algérie, mais de la France, au moment où par le sombre drame algérien semble poindre l'éclaircie susceptible de ramener la paix dans les cœurs et les esprits de tous les habitants de notre patrie déchirée, le commandement de la wilaya IV ordonne à toutes les unités fidayines de cesser toutes activités contre les établissements publics à clientèle essentiellement civile, contre les véhicules et les personnes civiles musulmanes et européennes à partir du 15 Juin 1960 ».*

Un comité militaire de coopération et d'exécution

- Cette décision… a été prise dans un but d'apaisement, et pour enlever aux organisations extrémistes européennes, tout prétexte de nuire à la bonne marche des négociations franco-algériennes. C'est ainsi, de peur qu'il y ait des purges, Si Djillali Bounâama décide de faire allégeance au GPRA et de reprendre la wilaya en main. Le 14 juillet, il dissout le comité de wilaya et prend la direction d'un Comité militaire de coopération et d'exécution dont il nomme les membres.
- Appuyé par Ahmed Bencherif le 22 juillet 1960, les initiateurs du projet de négociations seront destitués et certains liquidés. Si Salah de retour de Kabylie sera arrêté et destitué. Un an plus tard, il sera convoqué par le GPRA. Il sera tué alors qu'il était en route vers la Tunisie le 20 juillet 1061 dans une embuscade tendue par un commando de chasse de l'armée française à Maillot dans la région de Bouira. Abdellatif et Halim seront liquidés le 11 août 1960 alors Si Mohamed à son tour témoin de l'entrevue avec De Gaulle sera tué le 8 août 1961 à Blida par une unité du 11e choc.

Pour conclure sur ce dossier propre à l'évolution d'une wilaya historique qui a contribué à faire du combat pour la libération nationale un des fondements de l'engagement de tous ses dirigeants, une wilaya ouverte à tous ceux qui ont l'amour

du pays loin de toute forme de régionalisme, ils sont venus de tous les coins du pays pour servir la cause juste de lutte contre les forces coloniales au sacrifice de leurs vies, dans le contexte qui entourait la Révolution il est difficile pour une wilaya centrale et stratégique, où d'ailleurs toute l'administration politique et militaire avait mis tout son poids logistique, médiatique et financier pour venir à bout de toutes manifestations fussent-elles clandestines des combattants de la liberté pour notre indépendance totale.

C'est pour cela qu'il serait injuste de pouvoir toucher à l'honneur de ceux qui ont longuement combattu les forces coloniales.

La Révolution dit-on mange parfois ses enfants. Mais garder une image de fierté de ceux qui ont marqué une empreinte indélébile leur participation pour une Algérie unie, forte et indépendante, ne doit en aucune manière nous mettre à contre-courant des idéaux de notre Révolution. Les erreurs ne manquent pas dans les circonstances qu'a vécues l'Algérie qui fut dépossédé de toutes ces terres par les différentes lois tels le code l'indigénat et la loi Blum et Violette spoliant les meilleures terres des paysans algériens qui se sont soulevés contre cette injustice aux premières lignes de la rébellion.

Les faits sont certes têtus mais à vouloir ne pas inscrire sur le registre des patriotes, ceux qui furent contraints et parfois révoltés par ceux qui décident en leur nom au seul objectif de courir derrière un pouvoir qui en fin de compte ne peut être eternel ni pour les uns ni pour les autres, il faut laisser à nos générations futures une histoire expurgée des formes diversifiées de narcissisme politique.

C'est à cette condition que notre pays se frayera les sentiers des espérances. L'Algérie a été un grand pays de résistance contre tout oppresseur. La France coloniale a connu les exemples de bravoure de ce peuple de tolérance qui n'accepte en aucun cas d'être souillé. Nous avons notre génie propre et nos valeurs ancrées dans le lointain de notre histoire plusieurs fois millénaire.

Toutes les luttes fratricides n'ont en définitive rien apporté aux uns et aux autres. La crise de 1962 n'est pas loin de nous où communément comme l'appelait Ali Haroun dans son livre L'été de la discorde a laissé un mauvais goût, dois-je dire une tragédie. Alors que la réunion du CNRA à Tripoli se tenait en mai 1962 et dont les travaux sont restés inachevés, la Wilaya IV donna procuration à Ahmed Bencherif considérant que le vote au profit de Ben Bella et l'EMG intervenant dans une ambiance très tendue ne pouvait être accepté, selon Si Hassan Khatib. Les ilayas I, II et V ont rejoint Ben Bella et l'EMG. Les Wilayas II et III étaient avec le GPRA.

La Wilaya IV avait payé car se trouvant dans un espace où l'affrontement était à ses portes. Il fallait trouver des hommes capables de raisonner pour éviter à notre pays encore du sang et des larmes avec « sept ans ça suffit ». La création de la fondation de la Wilaya IV par le dernier de ses dirigeants constitue une œuvre qui permettra d'être une source d'inspiration pour nos historiens afin de revenir toujours aux sources dans une confiance mutuelle intergénérationnelles.

C'est ce devoir de mémoire qui nous interpelle à chaque moment. Pour terminer j'aimerais citer les propos du Président de la Fondation de la wilaya IV : « Les injustices, les inégalités, le mépris sont autant de ferments qui nourrissent la révolte et la haine. » Il faut mettre notre pays à l'abri des égoïsmes sordides et des ambitions pouvant lézarder le socle identitaire d'une Nation belle et rebelle.

Dr Boudjemâa HAICHOUR
Chercheur Universitaire-Ancien Ministre

Bibliographie :

1- Claude Paillat « Dossier secret de l'Algérie » 13 Mai 1958/ 28 Avril 1961 Paris, Presse de la Cité, 1961.

2- Pierre Montagnon : « L'Affaire Si Salah »- Secret d'Etat, Pygmalion Editions 1987.

3- Bernard Tricot : « Les sentiers de la paix – Algérie 1958/1962» Edition Plon 1972.

4- Yves Courrière : « La guerre d'Algérie tome IV –Les feux du désespoir » collections le livre de poche- Librairie générale française.

5- Gilbert Meynier et Mohamed Harbi : « Le FLN – Documents et Histoire 1954/1962 Fayard 2004.

6- Gilber Meynier : « Histoire intérieure du FLN 1954/1962 Fayard 2002

7- Guy Pujante : « 10 Juin 1960, la paix sabordée, Dualpha.

8- Wikipedia : « Document L'Affaire Si Salah ».

9- Michèle Cointet : « Portrait- Nouvelle Revue d'Histoire n°57 novembre/décembre 2011.

10-Lakhdar Bouregâa : « Témoin de l'assassinat de la Révolution » version arabe Dar al Hikma-Alger.

11-Sadek Sellam : « L'affaire Si Salah, vécue par le Commandant Lakhdar Bouregâa in Revue « Guerres mondiales et Conflits contemporains » (n°201)-2001.

12- Archives site de la Fondation de la Wilaya IV Historique.

13- Ahmed Bencherif : « L'Aurore des Mechtas » SNED Alger 1969.

Mohamed ALLAHOUM dit Antar

UN DESTIN SINGULIER

Par Leila Boukli

C'est un 1er novembre que choisit le commandant Mohamed Allahoum pour nous recevoir personnellement au seuil du domicile familial sis à El Biar. On sent au premier regard que c'est un militaire de carrière, qui se tient droit, malgré ses 96 ans. Sa stature nous impressionne Il est grand, fort, d'où probablement son pseudo de « Antar», un nom qui dans la mémoire collective symbolise la force, la virilité. Il est brun, porte de petites moustaches, son regard est pétillant d'intelligence, sa poignée de main, ferme. Homme du monde, avec prestance, malgré son incapacité à 100%, nécessitant une présence permanente à ses côtés, c'est encore lui qui nous introduit dans son salon.

Sur les murs, la série de photos immortalisant des moments forts de la Révolution nous rappelle que nous sommes conviés par un patriote avéré. Et sur la desserte celles de l'épopée familiale. Les Anciens imposant dans leurs tenues d'époque y trônent en bonne place. Nous nous installons et autour d'un thé à la menthe, commence l'entretien, avec cet homme qui a mené avec brio les travaux de la commission mixte de cessez-le-feu, chargé de veiller à l'arrêt des combats sur le terrain, comme étape à la période transitoire avant le recouvrement de l'indépendance le 5 juillet 1962.

Debout de g. à dr.:

Accroupis de dr. à g. :

La famille

Les Allahoum sont originaires de Chellal, tribu des Ouled Madi. Le grand-père est cadi alors que le grand oncle paternel Fodil ira à El Abiadh Sidi Cheikh dès 1864 grossir les rangs des Ouled Sidi Cheikh, qui se soulèvent déjà à l'époque, contre la présence coloniale française et ses exactions, à l'instar de bien d'autres régions d'Algérie qui, depuis 1830, jusqu'au-cessez-le-feu, le 19 mars 1962, n'a cessé d'opposer une farouche résistance à l'occupant.

Le père Fodil Benabdelkader, caïd, capitaine dans l'armée française, est envoyé au Maroc comme officier instructeur de la police chérifienne. Il épouse Menana Bent Saddok, une fille de la région de Tanger. De cette union naîtra une fratrie de

Si Saleh Nehari, Colonel Abdelhamid Latréche, Si Saphar Berrouane Abderrahmene, Capitaine Si Zoubir, Rachid Mosteghanemi, Boudaoud Mansour, Colonel Si Amar Benaouda, Si Hocine Kadiri, Abdelhafid Boussouf dit si mebrouk, Abdelmadjid Benkedadra, Tebal Hadjadj Mahfoud, Si Boulfouateh, Chengueriha Abdelkader. Abdelaziz Bouteflika dit Commandant Abdelkader, Colonel Ali Kafi, Houari Boumediene, Nacer Bouizem, Commandant Mohamed Rouai dit El-Hadj Tewfik, El-Hadj Mohamed Allahoum (en surbrillance).

9 enfants. Mohamed qui vient au monde, un 11 janvier 1921, sera le cinquième. Il fera ses études primaires à M'Sila puis au collège Bencheneb de Médéa, d'où il ressort avec un brevet supérieur en poche. La France de Vichy ayant créé les chantiers de jeunesse, le jeune Mohamed fera un stage à Fort-de-l'eau où il y avait une école d'officiers. *« J'y ai été nommé assistant. »*

Mohamed Allahoum a participé, durant sa carrière militaire, à la campagne d'Italie Bataille de Monte Cassino ; à la campagne de France, au débarquement de Provence-Saint-Maxime du 15 septembre, qui lui valent deux citations où sont loués son « magnifique courage et allant ». De même que lui est attribuée la Croix de guerre avec étoile de bronze en 1944 et en argent en 1945

Malgré ses faits de guerre avérés, il décline l'invitation de la Mutualité des amis des combattants, aux cérémonies faites sur le Charles-De-Gaulle à Toulon et à celle aux monuments aux morts à Verdun mais finit par être condamné à mort par contumace par le tribunal militaire d'Alger en date du 24 mai 1958, pour désertion.

Mohamed Allahoum en surbrillance

La désertion

A la quatrième année de notre révolution, nous fait- il remarquer, il n'est plus possible aux soldats d'origine algérienne de porter l'uniforme français et de saluer le drapeau tricolore. Les désertions sont allées croissant depuis le 1er novembre 1954. Elles se poursuivent chaque jour, aucune menace, aucun danger, aucune action psychologique n'a d'effet sur le moral des soldats patriotes. C'est le cas de ce groupe de 10 officiers algériens de l'armée française dont il fait partie, qui réussissent à rejoindre le FLN en 1958. Il est le seul haut gradé, capitaine de réserve, et à 38 ans. Les 9 autres, sont tous de jeunes sous-lieutenants qui ont fait leurs études à l'école de Saint-Maixent. Parmi eux : *Bouzada Mohamed ; Ben Msabih Mostepha ; Allahoum Mohamed ; Allahoum Abdelmadjid ; Kerkab Mokhtar ; Mohammed Ben Mehamed ; Aggoun Ahmed ; Ait Mahdi Mohamed Amokrane*, impliqué dans l'affaire des officiers algériens, arrêté en septembre 1957, incarcéré à Frênes puis libéré en janvier 1958. Il y a aussi, *Latrèche Abdelhamid*.

Les 10, recherchés, arrivent à échapper aux griffes de l'armée française

De Paris, Si Mohamed Allahoum va à Montpellier pour prendre son cousin et homonyme, qui était en garnison là bas. Ils gagnent ensuite Marseille en taxi où ils ont rendez-vous avec le sous-lieutenant Bouzzada, originaire de Colomb Béchar. De là, ils rejoindront Tunis pour être enfin regroupés. Après avoir été interrogés par le Dr Frantz Fanon, ils sont tous affectés à l'école des cadres en Tunisie où ils rencontrent le lieutenant Hoffman et l'adjudant Bounani. C'est alors que Si Mohamed Allahoum et Abdelhamid Latrèche sont affectés au Maroc. Ils prennent l'avion pour Rome et de là s'envolent vers l'aéroport de Rabat-Salé. A Rabat, ils sont accueillis par le colonel Saddek Benyellès et le lieutenant Ben Ahmed, tous deux, responsables au sein de l'ALN. Ils prennent la route

1- Abdelaziz Bouteflika. 2- Mahmoud Chérif. 3 - Abdelhafid Boussouf. 4 - Colonel Lotfi. 5 - Mohamed Rouaï. 6 - El-Hadj Mohamed Allahoum, 7- Houari Boumediene. 8 - Abdellah Belhouchet

vers Nador, où Mohamed Allahoum arrive avec son fils Fodil à peine âgé de 8 ans. Il ne l'avait pas vu depuis 4 ans.

Directeur du centre d'instruction /ouest

Premier contact avec Abdelaziz Bouteflika et Houari Boumediene sortant d'une réunion tenue avec Benchérif, Zerguini et Chabout. Boumediene qui les attendait, les réunit et étant le plus gradé des 10, lui donne le commandement et le nomme directeur du centre d'instruction ouest se trouvant à Kebdani. Mohamed Allahoum se souvient qu'une semaine à peine après son installation, Houari Boumediene, alors chef d'état-major, vient visiter les dortoirs des djounoud. Il revient deux mois après avec Boussouf essayer un canon de fabrication locale qui éclate. *« Il nous fallait des armes, des munitions, des postes de transmission. Il nous fallait connaître au monde le caractère colonial de l'occupation et le désir de paix d'une population spoliée de sa terre, malmenée, torturée, rongée par la misère… Mais aussi penser à former les hommes qui auraient à l'indépendance la responsabilité de prendre les rênes d'une Algérie libre et souveraine. »*

C'est ainsi que Si Mohamed Allahoum avec son compagnon Idir s'attellen dès son arrivée à diriger, de mains de maître, les différents camps. Il y en avait plusieurs au Maroc. Celui de Khemisset le 1er, Larache, Zenghen, Berkane.

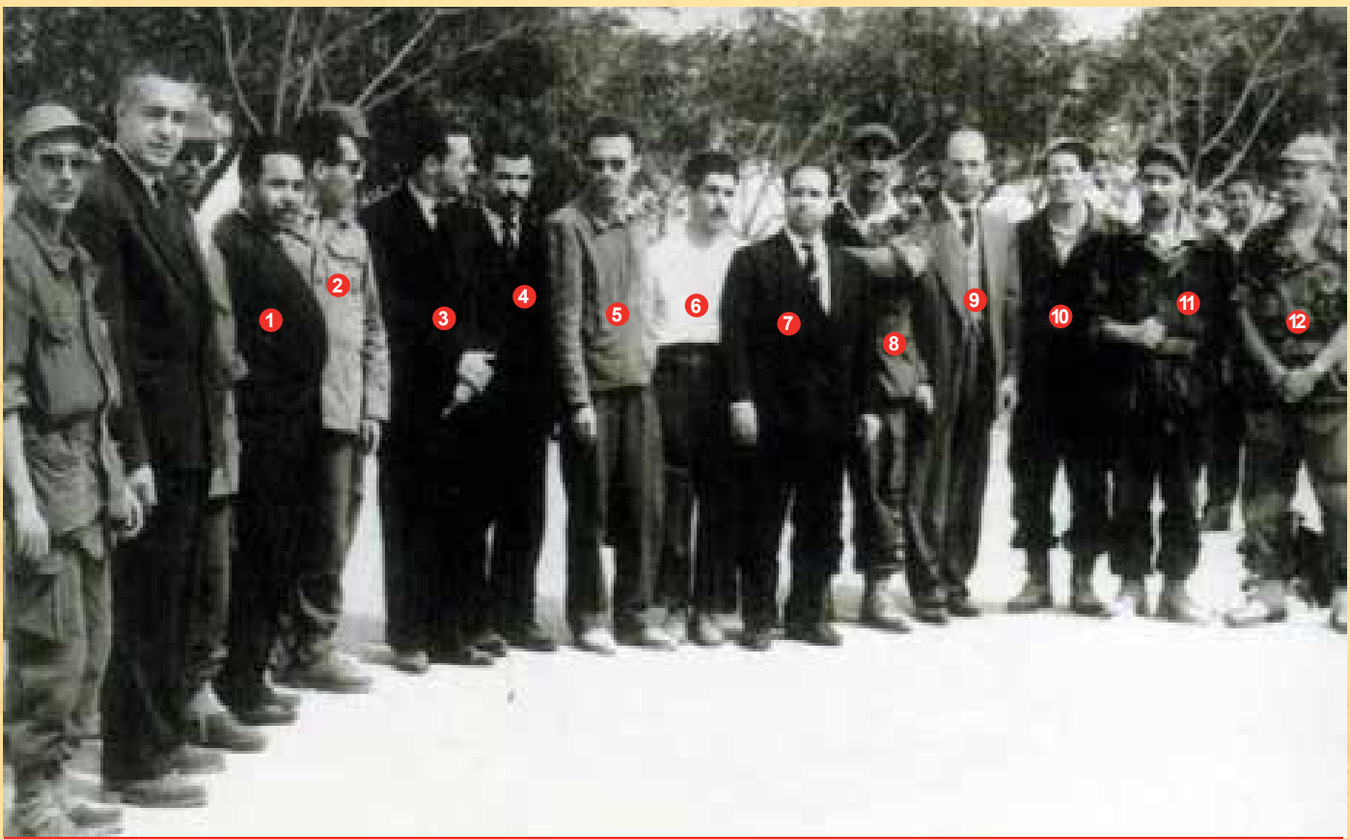
Les disciplines enseignées sous sa responsabilité étaient variées pour la formation des bataillons (C'est à Kebdani, que seront formés les commandos qui sous la direction de Bouaziz ont perpétré les attentats en France, de même que seront formés les maquisards de certains pays amis, dont l'Afrique du Sud, l'Angola particulièrement le MPLA, les Iles du Cap Vert). De nombreux responsables de ces pays, devenus indépendants, sont passés par ces centres de formation.

En somme ce seront des milliers de djounoud opérationnels qui seront passés par des formations

Formation anti aérienne-DCA

très spécialisées comme l'artillerie. Un exemple, Mekerba, étudiant en math sup et math spé, a fait partie de cette formation de l'artillerie lourde . Il quittera l'armée en 1962, pour occuper un poste de responsabilité à l'Industrie. Comme lui, les exemples sont légion.

Si Mohamed Allahoum se chargeait aussi de la formation sanitaire, prise en charge par le Dr Amir ; celle des hommes-grenouilles ; le service de la formation des élèves officiers, ancêtre de la renommée Académie de Cherchell, d'aujourd'hui. Par là, ont transité le général Lamari, qui y était instructeur, Ahmed Senhadji, Mohamed Zerhouni… Il a aussi sous sa responsabilité, la sécurit, le stockage des armements ainsi que la formation pour le dressage de chiens bergers allemands. Un mot au passage sur l'école des cadres implantée au domicile Benyekhllef à Oujda en 1958 où, sera formé le futur encadrement du MALG et des services de renseignements. Noyau central pendant la guerre du service des



1- Saâd Dahlab. 2-Ali Kafi. 3- Boussouf. 4- Gadiri. 5-Boumediene. 6-Dr Khati. 7- Krim Belkacem. 8. El Hadj Allahoum. 9- Mehri. 10- Othmane 11- Latrache. 12- Mustapha Saïs

transmissions et qui se prolongera à l'indépendance aux services de renseignements. On retrouve dans leurs rangs les Khalef dit « Merbah »,les frères Zerhouni, Ali Tounsi…

Commission du cessez le feu

Le temps passe avec son lot quotidien de martyrs, de sacrifices, de crises, mais aussi d'acquis et de victoires sur l'ennemi.

Arrive le 19 mars 1962, jour où les armes se sont tues .C'est la fin des hostilités et ce après sept années de lutte qui a démarré le 1er novembre 1954.Après de longues et âpres négociations avec le gouvernement algérien, la France a fini par reconnaître l'existence de la nation algérienne.

Formation artillerie

La période qui s'est étendue du cessez-le-feu à l'indépendance a connu des phases transitoires très dangereuses, qui devaient nécessairement aboutir à un arrêt des hostilités et à cet effet chacun des deux gouvernements a désigné une commission centrale pour le cessez-le-feu chargée de veiller à l'arrêt des combats sur le terrain, comme

1- Général Lamari. 2- Mohamed Allahoum.

Défilé des troupes à la sortie de promotion pour rejoindre le maquis

étape de la période transitoire avant le recouvrement de l'indépendance le 5 juillet 1962.

Sur demande du GPRA, l'Etat-major général de l'Armée de libération nationale met le capitaine Mohamed Allahoum à la disposition du Gouvernement provisoire de la République algérienne. Le Président Youcef Benkhedda le nomme alors commandant et le désigne pour être à la tête de la commission mixte du cessez-le-feu, formée de quatre membres. En outre, il y aura le capitaine Nour Eddine Khelladi, le lieutenant Sadek Guellal, Réda Rahal. Tous ont à l'esprit que cette mission menée au service de la paix était suicidaire, comme s'il s'agissait d'effectuer un saut dans le néant sans aucun contact sur le terrain avec les wilayas pendant une période de

1- Reda Rahal. 2-El Hadj Mohamed Allahoum.3- Chaâbani. 4- Commandant Omar Telidj des transmissions

crise. Il est à noter que l'acte le nommant lui donne la prérogative de prendre personnellement des décisions et de trancher toutes les questions que posait l'application du cessez-le-feu. Le général Navlet était chargé du coté français de leur faciliter la tâche, sur ordre du général De Gaulle qui avait donné des instructions pour créer les meilleures conditions à sa réussite.

Souvenez-vous, cette période a connu de grands risques, compte tenu des crises qui ont eu lieu du coté algérien : le gouvernement provisoire de la République algérienne et l'Etat-major général n'étaient pas d'accord pour le cessez-le-feu, compte tenu des concessions faites à l'Etat français. Et du coté français, pour ce qui est de l'armée française des généraux : le maréchal Juin, le général Salan, Jouod, Zeler, et l'organisation de l'armée secrète (OAS) concernant les civils ainsi que la dégradation de la situation militaire interne, notamment au sein des wilayas, sans omettre la présence des harkis qui pour les Algériens sont des traîtres et pour les Français des militants zélés. Il fallait donc trouver la personne idoine qui accepte d'affronter une si délicate négociation.

On est en mesure de se demander le pourquoi de ce choix par le GPRA.

Primo, de par sa stature Mohamed Allahoum en impose. Il connaît parfaitement les deux armées pour y avoir exercé dans l'un et l'autre des postes de responsabilité. C'est un homme engagé qui a su faire son choix au moment opportun. L'Algérie profonde qu'il a sillonnée d'est en ouest, du nord au sud, n'a pas de secret pour lui. La guerre, les crises, il connaît aussi. De plus, pour être fils de militaire, la rigueur, l'intégrité et la discipline, il en connaît un bout. Il est rationnel, méthodique, fier, pas facile de l'avis de ceux qui l'ont approché au camp de Kebdani et d'ailleurs. Il est courageux, honnête et incorruptible car toute sa vie, ce fils de caïd, l'a vécue dans l'aisance. Mohamed

1962, à la frontière algéro-marocaine : de dr à g. : Skender Mohamed , Mohamed Allahoum et un Djoundi

Allahoum a su intégrer avec harmonie les valeurs des deux civilisations. Tout cela va lui servir pour mener à bien cette délicate et non moins explosive négociation, où la vie de chacun des membres de cette commission du cessez-le-feu ne tient qu'à un fil.

5 juillet 1962 : l'Indépendance

A l'indépendance, le commandant Allahoum est nommé à la SN Repal puis à la nationalisation du pétrole, à l'EGA, par Boumediene, Président du Conseil de la Révolution, en tant que P-DG. *«J'avais remplacé Maâchou»*. On le retrouve comme chargé de mission à la présidence de la République de 1969 à 1971.

A cette période, il fera partie de la délégation officielle en mission aux lieux Saints de l'Islam et devient Hadj. Deux ans après, il prendra sa retraite mais se lance en 1976, dans la création à Ghardaïa, d'une usine de fabrication de plâtre avec la Société française Cofrage moderne. Il y restera une année. De retour à Alger, il acquiert un terrain aux eucalyptus où il compte construire un complexe touristique. Il abandonne le projet, repris par ses enfants qui en font un centre commercial, pour enfin s'occuper de sa famille, une fratrie de 3 filles et 5 garçons. Le commandant Allahoum reste un homme qui a su prendre le meilleur de ses deux cultures et par-dessus tout, les bons plats du terroir. Il met en pratique à bon escient le modernisme et la tradition. C'est d'ailleurs dans cette optique, qu'il a élevé sa progéniture, à égalité de droit.

A 96 ans, il garde l'esprit alerte. Lis beaucoup et continue de s'intéresser de loin à ce qui se fait dans le pays, sa patrie.

Leila Boukli

Djamila BOUPACHA

Par Leila Boukli

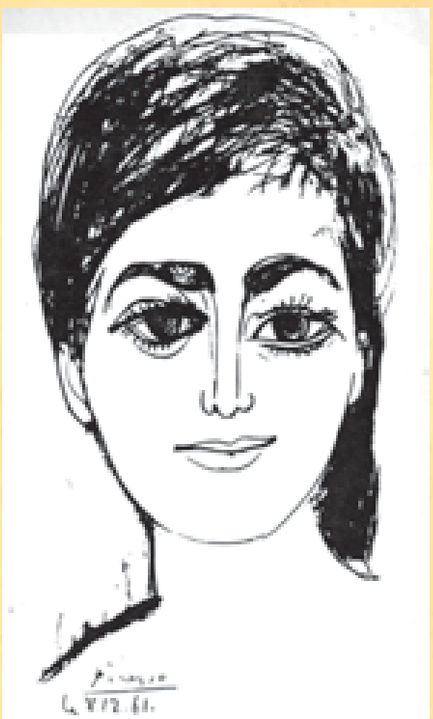
Guerre de libération

Histoire

Il y a longtemps que je cherche à la voir. Finalement l'occasion se présente à la Fondation Casbah à Bab El Djedid où l'on fête les 96 ans de Roberto Muniz, nom de guerre « Mahmoud l'argentin ». Aussitôt arrivée un large sourire aux lèvres, un foulard sur la tête qu'on ne lui connaissait pas, elle est hadja depuis quelques années, Djamila est très vite, entourée par ses anciens compagnons d'armes. C'est émouvant d'assister à ses étreintes, de les entendre parler de souvenirs souvent douloureux, d'évoquer un trémolo dans la voix les absents, morts pour un idéal. Ils se sont connus jeunes, enthousiastes, ils se retrouvent autour d'un thé et de spécialités algéroises, fiers d'avoir participé à la libération du joug colonial de l'Algérie.

Le prénom de Djamila est resté dans la mémoire collective comme le symbole du courage, de l'engagement, de l'héroïsme du combat des femmes pour l'indépendance de leur pays. A tout âge et quelque soit leur condition, elles étaient prêtent à aller défier la mort parce qu'en fin de compte, elles aimaient trop la vie ! Parmi cette génération combien d'anonymes se sont engagées avec la même exaltation à défendre leur terre, leur famille, leur dignité… avec pour seule arme leur détermination. Ces héroïnes exhortent au respect. C'est vers elles que les pensées de Djamila vont à cet instant, c'est vers elles que Djamila, qui nous dit être trop médiatisée nous invitent à aller plutôt vers les anonymes. Nombreuses sont celles qui oubliées, vivant souvent dans une misère révoltante, après l'indépendance, sont parties en silence.

Née le 9 février 1938 à Saint Eugène à la veille de la seconde guerre mondiale. Djamila se souvient avec tendresse de sa petite enfance dans ce quartier huppé de la capitale où tous vivaient, toutes confessions confondues, en parfaite harmonie. « On habitait en contrebas de Zghara , entre Saint Eugène et Deux moulins et je me souviens de l'abri creusé par Abdelaziz mon défunt père dans le jardin , lors de la grande guerre. Dès l'alerte, les femmes et les enfants s'y engouffraient, les hommes eux restaient dans un espace protégé donnant sur la grande cour ».



Boupacha par Picasso

C'est dans cet environnement qu'elle fera ses premières classes et plus tard rejoindra l'école Pigier , où Djamila s'initie à la Sténo. La famille déménage à Dely Ibrahim.

A peine adolescente, elle ouvre les yeux sur la politique. » J'avais rencontré Kheira Aboubakr militante de l'UDMA, parti crée par Ferhat Abbas en 1946 ». Cette enseignante d'arabe la sensibilise sur le mouvement national. Son père qui était lui du PPA, ne voulait pas qu'elle s'engage, estimant que les femmes n'avaient pas leur place dans ce combat, pourtant elle rentre à l'UDMA .En 1950, Mahmoud Bouzouzou, un érudit apparenté à sa mère Amarouche Zoubida est hébergé chez eux .Il la conseille tout en l'aidant le soir à faire ses devoirs. « Je n'avais pas alors deviné le pourquoi de sa présence chez nous ». Lorsque la Révolution éclate, se souvient-elle, c'est Souidani Boudjemaa , qui contacte la famille. Djamel-

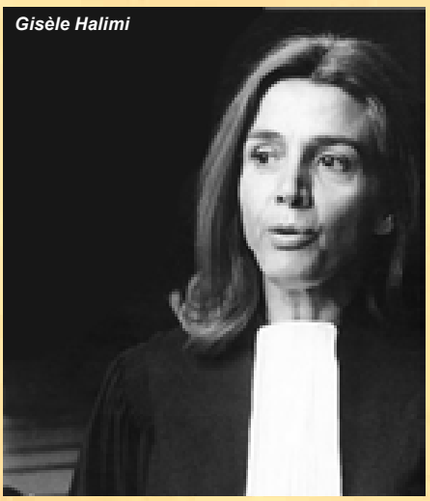
Djamila Boupacha

Eddine son frère, s'engage peu de temps après à Dely Ibrahim où il n'y avait que des colons ultras et seulement cinq familles algérienne. Pour faire partie du nidham, elle utilise un stratagème et donne toutes ses économies à son frère en manque d'argent à condition qu'il l'aide à intégrer la lutte. Il en discute avec Mustapha Chelha , responsable du FLN qui accepte, parce que commente-t-il elle ressemblait à une italienne.

«Nous étions au départ, trois postulantes. Nadia Hafiz, Nassiba Malki et moi-même .Le nidham misé sur une fille qui connaissait parfaitement la Casbah, par chance, je remplissais cette condition parce que à l'époque j'y allais souvent avec Chelha , retrouvé notamment Zoubir, délégué des Habous et responsable du bureau de bienfaisance musulman. Je faisais des enquêtes nous dit-elle pour aider les nécessiteux. C'était une couverture. Malheureusement, Mustapha Chelha,sous la responsabilité duquel j'activais , monté au maquis, est tué par le groupe de Kobus, des traitres passaient à l'ennemi. Elle se souvient de Saidati Kadra Boufeldji, une dame qui lui donnait des cours d'arabe déjà à Saint Eugène, c'est elle qui lui trouve un contact au sein de la Casbah. Il s'agissait de Rabah Doukh dit Azziouz. Il recherchait quelques filles pendant la grève des 8 jours capables de continuer à faire la liaison entre les frères qui ne sortaient pas. Doukh est arrêté et moi, ayant donné une fausse adresse et un faux nom j'échappe par miracle au traquenard.

Après la grève des 8 jours, poursuit-elle, la Casbah et Alger était décimé. La bleuite faisait rage. Il fallait trouver des gens surs pour réorganiser le combat. J'ai ensuite activé avec Sid Ahmed Malki durant une année. » Djamila tient au passage à rendre hommage à la famille Karabaghali d'El Biar qui les avaient hébergés pendant 8 jours. En 1958, Djamila Boupacha active dans le Sahel et au maquis en zone 1 de la wilaya IV .Les femmes étant facilement repérables par les indics on lui propose un repli stratégique vers le Maroc ou la Tunisie qu'elle refuse. Elle renoue avec la ville et cherche un contact qu'elle trouve en la personne de Khelil Boudjemaa. A cette date les ultras pavoisaient. « J'étais révoltée, je me souviens avoir dit à Si Djamel de me donner une bombe pour dire au monde que le FLN n'était pas mort, mais qu'il était au contraire bien vivant ».

Avec Si Djamel Bennai, Boualem la France, Si El Madani… elle reprend sa lutte de plus belle .C'est alors qu'elle est chargée de poser une bombe à la brasserie des Facultés d'Alger. « C'était en septembre 1959, j'avais choisi l'endroit le plus fréquenté. Les images de petits algériens déchiquetés, des familles entières endeuillées, du napalm et


Gisèle Halimi

de la mort qui rodaient à chaque coin du pays m'étaient revenues en mémoire. Il n'y avait pas à réfléchir. C'était la guerre. Je m'attable et commande une boisson, pose mon sac sur une chaise que je recouvre d'un foulard, demande à aller aux toilettes, traverse le bar la pochette ou j'avais mis mes affaires personnelles sous le bras, je sors .Prends une ruelle adjacente à la fac et reste en attente à l'arrêt de bus du tunnel, de la déflagration de la bombe que Khelil m'avait remise en précisant que je n'avais pas plus d'un quart d'heure, pour agir. Un bruit sourd se fait entendre, mêlé peu de temps après à celui des sirènes des ambulances passant en trombe. Le temps imparti était largement dépassé .En fait, des artificiers alertés avaient réussi à désamorcer l'engin. Je devais prendre le bus mais décide de marcher jusqu'à El Biar. Je ne peux oublier ce jour. Peu de temps après, un maquisard arrêté cède sous l'atrocité des tortures qui lui sont affligées et parle. Notre maison à Dely Ibrahim allait être minée. C'est le garde champêtre avec qui nous avions de bonnes relations et qui ne soupçonnait pas nos activités qui dissuade les militaires de faire sauter notre demeure ».

Arrêtée avec son père et son beau frère, elle est amenée à la villa des tortures d'El Biar, transférée à la caserne du Génie à Hussein Dey, un véritable mouroir, commente-telle puis en France. Tous trois subiront durant des semaines les pires tortures.

« C'était insupportable parce qu'inhumain »

Son avocate Gisèle Halimi alerte les intellectuels français de gauche. Un comité est crée avec des sommités tels que Jean Paul Sartre, Louis Aragon, Elsa Triolet, Geneviève De Gaulle, Germaine Tillon , Aimé Césaire , alors maire de la capitale martiniquaise….

A la suite des pressions et de la lettre de Simone de Beauvoir publiée dans Le Monde les choses vont changer.

Le 7 mai 1962, en application du décret d'amnistie, Djamila qui avait comparu une année avant à Caen est amnistiée à l'instar d'autres détenus politiques .Au lendemain de l'indépendance, elle se retire complètement de la politique et dit n'avoir fait que son devoir de patriote. Elle mène une vie tranquille avec son époux Omar et leurs trois enfants. A Paris chez l'un d'eux, elle apprend qu'un film relatant son procès et ses relations avec Gisèle Halimi avait été tourné et passerait sur la 3 . Elle n'en avait pas été informée et appelle Me Ali Haroun, par chance au même moment dans la capitale française. Elle se procure une cassette et l'invite à regarder le film avec elle. Djamila nous confie, que certains passages ne répondent pas tout à fait à la réalité.

A l'évocation de certains de ses compagnons d'armes disparus, émue elle tient à rendre un vibrant hommage à ces français qui étaient à leurs cotés sans aucune contrepartie. Ses pensées vont aussi vers Annie Steiner, les Chaulet, le cardinal Duval, Gringaud, Danielle Minne dite Djamila, épouse Amrane, de qui j'étais très proche, dit-elle décédée récemment.

Comment Pablo Picasso a pu faire son portrait, lui demande-t-on ?

« Je ne sais pas si c'est Gisèle où le comité qui l'a contacté toujours est-il que j'en suis très honorée .Lors des pourparlers d'Evian, en prison la direction a lâché du lest, devenue plus indulgente, elle nous a autorisés à prendre des photos, c'est probablement l'une d'elles qui a atterri chez Picasso, peintre révolutionnaire, auteur du célèbre tableau « Massacre de Guernica ».

Djamila en tire une immense fierté. La photo de ce portrait hérité par le fils Picasso, trône dans son salon aux cotés d'une photo, qu'elle chérie particulièrement parce que prise au maquis où elle et son mari Omar Khali, posent mitraillettes au poing, en treillis.

Ils n'avaient que 20 ans !

Leila Boukli

Le chahid *Bahri Hafid* dit *Abdelhafid*

LE HÉRO OUBLIÉ

Par Zoubir KHÉLAIFIA

Guerre de libération

Histoire

Ils sont nés pour mourir les armes à la main. Leur destin était tracé et ils savaient à l'avance que la mort les attendait quelque part. Ils l'ont défiée avec désinvolture. Ils avaient du courage à en revendre et une inébranlable conviction que seul le sacrifice suprême pourrait rendre la liberté à leur pays. Ils n'ont pas hésité un seul instant à rejoindre le maquis tout en ayant l'intime certitude qu'un jour ou l'autre leurs noms viendraient s'ajouter à la longue liste des maquisards tombés au champ d'honneur. Bahri Hafid dit Abdelhafid faisait partie de cette engeance de combattants ayant tout laissé tomber pour répondre à l'appel de la patrie. Il a vendu sa maison, le seul bien qu'il possédait, et est parti à la conquête de la liberté. Il a juste donné un peu d'argent à sa mère et à sa femme et distribué le reste à ses compagnons d'armes dont les familles étaient démunies. N'est-ce pas là un lourd sacrifice que peu d'êtres humains oseraient consentir de nos jours ?

Dans les Aurès-Nememchas, Mostefa Benboulaïd a mis tous ses biens à la disposition de la révolution et il n'est pas le seul puisque pas mal de combattants lui ont emboîté pas. Ils ont épousé la juste cause et mis tout le reste de côté, y compris ce qu'ils possédaient de plus cher. Abdelhafid, cet enfant des Aurès, est né en 1921 au douar Ouled Melloul, berceau de nombreux baroudeurs. Un bourg situé à quelques encablures de Souk Naâmane, dépendant de la circonscription d'Ain M'lila. Issu d'une famille paysanne, pauvre et indigente, il passe son enfance dans sa tribu. Comme tous les indigènes de son âge, il n'a pas connu les bancs de l'école. La dure enfance lui a appris l'amour de la terre ancestrale et lui a également inculqué cette haine viscérale du colonialisme. Une fois grandi, il a ressenti le besoin de travailler pour subvenir aux besoins de sa famille. Mais il est rattrapé par le service militaire. Incorporé dans l'armée française, il apprend le maniement des armes. Le retour à la vie civile n'est pas du tout reluisant. A cette époque, tous les Algériens peinaient à joindre les deux bouts, notamment dans cette région réputée pour sa pauvreté. Bien évidemment, ce retour aux sources était inévitable. C'est dans la terre qu'il gagne sa vie. Ça ne fait pas nourrir certes, mais ça permet tout de même de résister aux vicissitudes de la vie, imposées par un colonialisme des plus cruels. Il repart une seconde fois en France mais n'y reste pas longtemps. Il est rappelé par son destin. Il s'installe à Ain M'lila où il exerce différents métiers. Le petit commerce lui permet de survivre avec sa mère et sa femme. La guerre a déjà éclaté et Ain M'lila faisait partie des villes ayant fourni un contingent

de combattants, le 1er novembre 1954. Hadj Moussa Torche était à la tête de cette première fournée de Moudjahidine ayant pour mission de commettre des actions armées le jour de l'insurrection. Entre autres, Kassa Torche, Allaoua Harkat, Sigha Saïd dit Zadi, Hammadi Rebaï, Mosbah Benabid, Mellah Kassa, Ghenam Abdelhamid, des combattants de la première heure tous arrêtés suite à une délation. Abdelhafid attendait patiemment son tour et celui-ci interviendra lorsque les Moudjahidine de Djebel Bouarif prennent contact avec lui. L'occasion propice pour qu'il fasse ses preuves à travers des actions armées dans la ville d'Ain M'lila. La plus spectaculaire d'entre elles est indubitablement celle où, au début de l'année 1956, il a lancé une grenade contre un groupe de colons qui a fait un mort, répondant au nom de Julien Edouard, et plusieurs blessés avant de s'évanouir dans la nature. La réaction de l'armée française ne s'est pas fait attendre puisque toute la ville d'Ain M'lila est prise d'assaut pour débusquer l'auteur de l'attentat dont la description est fournie par un dénonciateur. Des arrestations sont opérées, la nuit même de cet attentat, et un grand nombre de civils sont conduits pour interrogatoire à l'école El-Orfane. Abdelhafid est également arrêté et interrogé et fort heureusement, il est relâché. Un miracle d'autant que de lourds soupçons pesaient sur

Moudjahidine de Ain M'lila : de g. à dr. : Ghadbane Brahim, Kherchouch Rachid, Boughrara Allaoua

صورة للمجاهدين في جبل الاوراس سنة 1959
من اليمين الى اليسار العربي جنة بلخرشوش السعيد محمد حجار
الربيع دعاس عمر شلغوم و مجاهدين اخرين

tous les natifs d'Ouled Sellam, à Souk-Naâmane, dont il est issu. Bahri a compris que lesFrançais finiront tôt ou tard par lui mettre la main dessus. Il part alors à la rencontre de son destin. Le chemin du maquis est le plus indiqué dans pareille circonstance. Il quitte Ain M'lila en direction des Aurès où les Djebaïlia donnaient du fil à retordre aux soldats ennemis. Sa famille perd sa trace et toutes les recherches entreprises pour le localiser ont été vaines. En réalité, Si Abdelhafid a définitivement divorcé avec la vie familiale et épousé la juste cause. Il prend part à plusieurs rudes batailles et des témoins ont, au sortir de la guerre d'Algérie, rapporté son courage, sa vaillance durant les accrochages. Son expérience dans le maniement des armes lui a non seulement été utile durant les batailles mais lui a servi également à être promu au rang de sergent. Un grade mérité grâce auquel il dirige une section. Cette même section qui va être anéantie en 1961 dans les monts des Aurès, à Tahmamte, à Batna, lors d'une bataille qui a vu l'entrée en jeu des avions dont les bombes larguées n'ont laissé aucune chance aux moudjahidine. Si Abdelhafid venait de tomber au champ d'honneur quelque temps seulement avant le recouvrement de l'indépendance. Il était écrit qu'il ne reverrait plus sa famille ni même sa région natale. La révolution en a voulu ainsi.

Zoubir Khélaifia

Décès de Si Mustapha Blidi

L'UN DES DERNIERS RESCAPÉS DU COMMANDO ALI KHODJA

Par hassina Amrouni

Il était l'un des derniers rescapés du célèbre Commando Ali Khodja. Abdelkader Blidi dit Si Mustapha n'est plus. Grièvement blessé au maquis, il a traîné durant des décennies, cette méchante blessure de guerre dont les séquelles ont fini par l'emporter.

Commando Ali Khodja dirigé par le commandant Azzedine. Abdelkader Blidi (en médaillon)

Le décès de ce grand moudjahid, survenu le 27 février 2017, dans un hôpital genevois, a mis en émoi la famille révolutionnaire qui perdait, ce jour, l'un de ses valeureux membres. Abdelkader Blidi plus connu sous son nom de guerre « Si Mustapha » est né en 1935 au village Hamlelli (Douar Sidi El-Fodhil), sur les hauteurs de la ville de Blida. Lorsqu'il évoque ses origines, Si Mustpaha Blidi dit avec une note d'humour amer : « Hamlelli est mon village natal. Inutile de le chercher, vous ne le trouverez sur aucune carte. Parfois, en y pensant, je me dis que ce douar n'existe que dans mes souvenirs les plus amers. En vérité, je n'aime pas tellement me promener de ce côté-là de ma mémoire ». Ayant grandi au cœur de la période coloniale, au sein d'une famille pauvre, Mustapha Blidi se souvient qu'ils devaient faire face au froid, à la faim mais aussi à l'ignorance. De ses parents, il garde l'image de personnes courageuses qui travaillaient dur pour subvenir aux besoins de leur famille. « Je revois ma mère se réveiller avant el fadjr, qu'il pleuve, neige ou vente, pour aller, souvent, traversant des oueds en crue, rouler des quintaux de couscous chez Ricci, fabricant de pâtes alimentaires à Blida, distante d'une quinzaine de kilomètres de notre misérable demeure. Blida, ville dite des Roses, oui, pour les autres, ceux qui roulent carrosse et

Feu Abdelkader Blidi dit Si Mustapha

donnent des ordres dans un baragouin où se pourfendent la langue française, leur langue et la nôtre, l'arabe dialectal, pauvre comme nous. Mon père est un émigré intérieur. Il vient de Aïn Oussara. Son vagabondage économique l'a ballotté par monts et par vaux pour 7nir dans cette masure de ce village, de cette montagne. Il s'y est marié. Ma sœur, l'aînée, mon grand frère et moi y sommes nés ». Comme la plupart des enfants des petits villages des montagnes, privés de tout, Mustapha et sa fratrie n'iront pas user leurs culottes sur les bancs de l'école, privilège accordé aux mieux lotis. Il évoque ce douloureux souvenir en disant : « Je revois encore se refermer derrière moi, à jamais, les portes de l'école, le sanctuaire du savoir. Ma mère avait placé sa confiance en une femme, une rouleuse de couscous comme elle. Mais une femme de la ville, une gredine qui l'avait assurée, jurant et sacrant, qu'elle avait remis mon dossier à l'administration et qu'elle m'avait inscrit. Le premier octobre de cette année, dont je ne veux même pas me rappeler, ma mère et moi, nous nous étions présentés à l'école. Je me souviens de ces dizaines d'élèves qui sentaient les habits neufs, dont beaucoup avaient mon âge, qui piaillaient dans la cour, attendant le coup de sifflet du directeur(…) J'ai entendu égrener l'interminable

Etat-major wilaya IV, debout de dr. à g. : Colonel Ouamrane, Rachid dit Max, Ali Khodja (en médaillon), Si Smain Mokrani, Si Lakhdar, Si M'hamed, Si Salah.

liste de tous les noms, de tous les élèves, de toute cette école. Tous, sauf un : le mien (…). Malgré les supplications de ma pauvre mère, encore plus affolée que moi, le directeur, menton relevé, le nez au vent, s'était montré inflexible. Cette rentrée des classes avortée est, je crois, un des moments les plus dramatiques et les plus humiliants de toute ma vie. Je venais d'être exclu d'une école que je n'avais jamais fréquentée ».

Pour lui, la malédiction des pauvres, c'était aussi cette « obscurité intellectuelle » à laquelle les condamnaient le colonialisme. Cette première injustice s'était tapie dans un coin de son cœur d'enfant, attendant patiemment que sonne un jour l'heure de la vengeance.

Pas encore sortis de l'enfance, Abdelkader Blidi et son frère aîné se lancent à la recherche d'un travail pour aider leurs pauvres parents qui triment déjà dur pour nourrir leurs enfants. Mais le chômage qui sévit dans cette Algérie coloniale rend leur quête difficile. Vendeurs de beignets, de galette, d'herbes aromatiques, de bois, tout est bon à prendre, à partir du moment où cela épargne à Khalti Aïcha, leur tante maternelle, l'humiliation d'aller mendier auprès des colons, quelques miches de pain pour les nourrir. A l'âge de 12 ans, Mustapha travaille chez un certain Bouzartini, exportateur d'agrumes, avant d'être recruté, trois ans plus tard, à la coopérative de Boufarik.

Prise de conscience nationaliste

Soumise à la misère et à l'injustice sociale, la population autochtone ne tarde pas à apporter son adhésion au mouvement nationaliste dont le discours est un appel pres-

Tayeb El Djoghlali

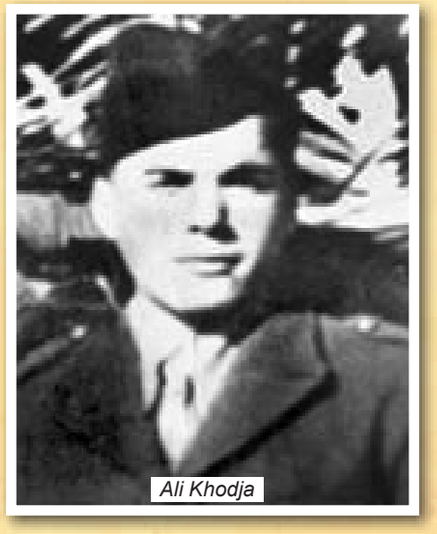
sant pour une prise de conscience. C'est à Boufarik que Mustapha rencontre pour la première fois des militants nationalistes. « Nous étions à la fin des années 40, le PPA était très dynamique et le MTLD, qui activait légalement depuis la fin 1946, prenait de l'épaisseur et son importance grandissait auprès des Algériens. Benzaki, Mustapha S'taïfi, qui a été guillotiné, Souidani Boudjemâa, Kaddour el Mâascri, Si Ali Ben Korban, Si Tayeb el Djoghlali que je retrouverais quelques années plus tard en Wilaya IV, des noms de légende pour moi à l'époque. Des figures qui activaient dans les différentes formations politiques de l'époque. Ils faisaient de la politique ! Prendre conscience de l'injustice, c'est là que commence le combat pour la justice ».

A 15 ans, Mustapha Blidi rejoint le mouvement militant, tout comme son aîné de 3 ans. Racontant son arrivée dans les maquis de l'ALN en disant : « Nous avions rejoint le maquis presque en même temps, je l'avais précédé d'environ trois mois. Je suis monté dans la zone de Blida d'où on m'a envoyé en Zone 1, c'est-à-dire Palestro (aujourd'hui Lakhdaria). A Boufarik, je militais avec Souidani Boudjemâa, Kaddour El Maâscri, Si Ali Ben Korban, Si Tayeb El Djoghlali ».

Première action de fidaï

En cette année 1955 et sur ordre du « Nidham », Mustapha Blidi est chargé d'accomplir sa première action de fidaï, en exécutant le directeur de la coopérative dans laquelle il travaillait. Puis, les responsables de l'ALN à Zbarbar, où il avait été affecté, exigent de lui une autre action pour se procurer une arme. « C'était au tribunal de Blida et j'y ai récupéré de haute lutte une MAT 49. Ma mission consistait en l'élimination d'un militaire afin de récupérer son arme. J'étais secondé par Abdelkader Salhi. J'ai suivi le soldat dans les lavabos, je l'y ai attaqué et étouffé avec sa propre mitraillette que j'ai ramassée, mais je ne savais pas l'utiliser », raconte-t-il.

Durant le second semestre de 1955, il est affecté à Palestro, dans les rangs de Cheikh Messaoud. « La section était composée de 45 à 50 combattants. Tout ce que je n'avais pas appris à l'école dont


Ali Khodja

j'en avais été privé, je l'ai appris au contact de Boualem Oussedik, d'Ali Lounici, de Omar Oussedik, de Si Azzedine, chef du commando, de Abderrahmane Laâla, de Si Mohand-Améziane qui est mort à Lemssayef et, plus tard, des centaines d'autres djounoud qui deviendront mes compagnons, ou plutôt mes frères de combat, dont beaucoup ont disparu, hélas ! », se souvient-il encore. Et d'ajouter : « A l'époque, en Zone 1, il y avait deux sections : celle de Si Lakhdar avec Si Azzedine et celle de cheikh Messaoud dans laquelle j'avais été affecté. Nous avons fait plusieurs opérations et embuscades. Il y avait une sacrée émulation entre nous. Une véritable compétition. Je me souviens que Azzedine avait récupéré une mitrailleuse 30 de combat du côté de la grande Kabylie, pour n'être pas en reste nous nous sommes appliqués à en faire autant et nous aussi, nous en avons récupéré une que nous avions dû démonter d'un half-track du côté de Tletha Djouab ».

Création du Commando Ali Khodja

En 1956, le jeune lieutenant Ali Khodja, de son vrai nom Mustapha Khodja se voit confier une section, ce sera la première unité d'élite de l'Armée de Libération Nationale qui, sous ses ordres, va effectuer plusieurs attaques contre des positions françaises dont certaines seront mémorables.

La première action du commando Ali Khodja aura lieu le 25 février 1956 au col de Sakamody, dans la région de Médéa. « Il y avait une unité qui s'appelait le commando noir. Des combattants aguerris. Ils étaient considérés au-dessus des parachutistes. Ils cherchaient l'affrontement avec le commando Ali Khodja. Sans doute pensaient-ils nous vaincre et nous humilier. Un soir, nous les avons cherchés et nous les avons accrochés à Sakamody. L'action de Sakamody a été dirigée par Si Lakhdar et le commandant Azzedine. Les Français particulièrement le général Paris de Bollardière, qui démissionnera plus tard pour protester contre la torture, avaient compris que pour gagner une guerre, il fallait d'abord gagner la population. Ainsi, a été créé le commando noir. A Sakamody, il était dirigé par le lieutenant Jean-Jacques Servan Schreiber, qui deviendra un célèbre journaliste puis directeur général de l'hebdomadaire parisien l'Express. Dans la Zone 3 (Ouarsenis), il était dirigé par le lieutenant Guillaume. Ce dernier était le fils du général du même nom qui avait fait exiler le roi du Maroc Mohamed V. Ce commando noir avait gagné quelques sympathies de la population. Parce que lorsqu'ils passaient dans les déchras, ses soldats n'étaient pas comme les autres. Ils distribuaient bonbons et friandises, soignaient les gens, ne demandaient jamais d'informations, ne procédaient à aucune arrestation. Méthode qui a fini par séduire les populations, par ailleurs harcelées par les autres unités. A partir du moment où le peuple commence à apprécier un ennemi, il faut neutraliser cet ennemi. Le détruire. Cette action a été merveilleusement dirigée grâce à Si Lakhdar. Nous avions passé la journée à Sakamody. Le commando noir qui était habitué à sortir le jour n'est pas sorti. S'il ne l'a pas fait, c'est qu'il a été avisé de notre présence. C'est lorsque, le soir, nous avons commencé à manger que l'information de sa sortie nous est parvenue et qu'il se positionnait. Si Lakhdar et Azzedine étaient sur la crête avec une section. Sur le flanc, ils avaient placé une autre section et dans l'oued une troisième. Tout s'est passé comme nos chefs l'avaient prévu. Ils sont venus par en haut, ils ont trouvé une section qui les a allumés, tout comme sur le flanc et dans l'oued. Nous n'avons pas récupéré une seule arme mais c'était une grande victoire. A l'Ouest, en Zone 3, il a subi le même revers qui lui a été infligé par le commando Djamel. Ce jour-là, ils ont récupéré sur le lieutenant Guillaume qui avait été abattu, son alliance et des papiers personnels. Le FLN, très intelligent, a rassemblé tous ses documents et les a envoyés à la Wilaya V, au colonel Boussouf qui se trouvait alors à la frontière marocaine. De là-bas, les documents ont été remis au roi Mohamed V. Ce dernier a appelé le général Guillaume qui l'avait exilé. Il lui a remis les affaires de son fils. « Voici, lui a-t-il dit, des affaires qui appartenaient à votre fils, qui est tombé en Wilaya IV ». Le général, les yeux embués de larmes, a déclaré : « Ce peuple mérite ce pourquoi il se bat. Ce peuple mérite son indépendance. » Quant au commando noir, nous n'en avons plus jamais entendu parler. Il a été dissous. Une double victoire politique et militaire », se remémore Si Mustapha Blidi.

Le commando Ali Khodja multiplie les actions spectaculaires, occasionnant à chaque fois des pertes considérables aux troupes coloniales françaises. Activement recherché par le général Massu, le jeune lieutenant et ses hommes sont accrochés à Fort-de-l'eau, au lieu-dit Haouch Benouiniche. Ali Khodja meurt au combat le 11 octobre 1956 ainsi que plusieurs de ses compagnons. Mais le commando lui survivra encore, grâce à la volonté de ses hommes et des responsables de l'ALN qui donneront dès lors, à la section, le nom d'Ali Khodja.

Si Lakhdar Mokrani à la tête du Commando

Après la mort de ce dernier, c'est Lakhdar Mokrani dit Si Lakhdar qui prend le relais à la tête de l'unité d'élite. D'autres actions militaires

Le commandant Si Lakhdar, de son vrai nom, Rabah Mokrani, dit (Lakhdar Tablati)

sont menées, mettant à mal les rangs ennemis. Si Lakhdar tombe à son tour au champ d'honneur en mars 1958, Mustapha Blidi est, quant à lui, gravement blessé. Il évoque ce tragique épisode : « J'ai été blessé trois fois et la plus grave a été au cœur. C'était à la bataille de Riacha, à proximité de Bousken, contre la Légion étrangère, l'élite de l'armée française. Le 1er mars 1958, à Champlain, se déroulait, pour trois jours, une réunion du conseil de la Wilaya IV sous la présidence Si M'hamed, alors commandant qui assurait l'intérim de la responsabilité de la wilaya IV. Il était entouré du commandant Si Lakhdar, des capitaines Boualem Oussedik du service propagande et information (SPI) et Ali Lounici ainsi que le chef de compagnie Si Abdelaziz et Si Azzedine, chef du commando Ali Khodja, lequel était chargé de la sécurité de la zone. Entre autres décisions qui ont été adoptées, Si Abdelaziz avait été promu au grade de capitaine de la Zone 1. Le 3 mars, dans l'après-midi, la réunion terminée, le commando s'ébranlait vers Oued el Malah. Alors qu'il devait partir avec Si M'hamed Bougara, le commandant Si Lakhdar, qui était très ami avec Si Azzedine, a décidé sur un coup de tête de venir avec nous. C'est vrai que cet homme exceptionnel chérissait, par-dessus tout, l'action et appréciait l'ambiance guerrière qui régnait dans le commando Ali Khodja. Malgré l'insistance de Si Azzedine pour le dissuader de nous accompagner et de rejoindre le conseil de la Wilaya, il n'en fit rien. *« Je suis né pour le baroud, Si Azzedine, la main dans la main, je resterai avec toi. »* Nul ne pensait alors que ce combattant émérite allait, avec un sourire large comme ça, lui barrant le visage, à la rencontre de son destin. Il est 4h du matin, le 4 mars 1958. Un mousse-bel vient nous informer que l'en-

nemi afflue et se déploie en tenaille vers le lieu où nous nous trouvions. Aussitôt, comme en un réflexe longtemps cultivé, le commando explose en trois groupes pour prendre position sur les crêtes de Riacha.

Si Lakhdar, à la tête d'une section, se positionne à proximité du mausolée de Sidi Abdelkader, non loin de la dechra de Ouled Touati. Si Azzedine contourne la crête et installe un peu en retrait, mais en hauteur comme toujours, les redoutables fusils-mitrailleurs pour couvrir le commando, lorsqu'il va accrocher les éléments de tête de l'armée française, qui croient nous surprendre. Enfin, légèrement en bas de la position de Si Lakhdar, la katiba de Cheikh Messaoud prend position. Celui qui vous dira que les parachutistes français et les légionnaires ne savent pas se battre, ne les a jamais affrontés de sa vie. Des fauves ! Des tueurs ! Les paras accrochent la section de Si Lakhdar. Le choc est violent, mais, sans trop de problèmes, il les reçoit puissamment adossé au piton rocheux. C'est le commando qui passe ensuite à l'offensive et bouscule les rangs ennemis, alors que ceux-ci escaladaient le relief accidenté en progressant vers Si Lakhdar. Nous les accueillons avec un tir nourri des FM. Bar qui aboient sans discontinuer. L'accrochage est sévère. Il dure. Le jour se fait. Ce que nous craignions arriva, avec une escadrille de l'aviation dont les moteurs couvrent le staccato des armes de poing et d'épaule et les tirs saccadés de mortiers. Les appareils ont pris le mausolée de Si Abdelkader pour cible. Ils s'acharnent sur la position de Si Lakhdar et de sa section. Malgré l'intervention foudroyante des aéronefs, le commandant Si Lakhdar réussit à repousser l'assaut terrestre ennemi vers le bas de la crête.

Quatre de nos compagnons avaient été brûlés au napalm. Le spectacle était insoutenable. Des trombes de feu enflammaient le ciel. Lorsqu'une bombe au napalm tombe, elle explose en un rempart de feu qui vitrifie le sol, réduit en cendres tout ce qu'elle atteint, et puis elle s'éparpille en centaines de flammèches et de particules incandescentes plus petites. Et les chairs grésillantes par morceaux se détachent dans une odeur âcre, qui vous prend à la gorge. En moins de temps qu'il ne faut pour le dire, il ne restait de nos malheureux compagnons que des squelettes blanchis. Dans l'engagement, Si Azzedine, le chef de notre commando, a reçu une rafale de mitrailleuse 12/7 de l'aviation. Son avant-bras a été littéralement déchiqueté. Dans la chaleur de l'action, notre chef, qui ne se plaignait aucunement de la douleur, cherchait son bras en lambeaux de chairs sanguinolentes et d'os décharnés et broyés, qui pendait au bout de son coude. Alors, lorsque j'ai vu le commandant Azzedine blessé, je voulais, avec l'aide d'autres compagnons, le tirer vers nous tandis que lui tirait de son côté. La mort était dans mon dos… J'entends encore ce cri déchirant de Si Azzedine qui hurlait à en couvrir le vacarme de la bataille : *«Mustapha fais attention, l'avion est en position de tir ! Dans une déflagration d'enfer, une roquette a explosé tout près de moi, me soulevant du sol comme un fétu de paille, m'éjectant à plus d'une dizaine de mètres avant de m'enterrer sous un amoncellement de terre pulvérisée.*

Un goût désagréable de tiédeur et velouté de consistance emplit ma bouche dans une violente poussée nauséeuse. Je vomissais du sang, mon sang. Un épais brouillard s'est brutalement formé devant mes yeux envahissant peu à peu mon esprit. Puis, ce fut le trou noir. Je venais de recevoir un éclat à quelques centimètres du cœur ».

Le commando s'ébranle alors en direction du djebel Boulegroune, dans la région de Souagui, au sud-est de Médéa. Bien que blessé, Si Azzedine, organise un rassemblement de tous ses éléments pour faire le bilan, avant de répartir les sentinelles et de placer les fusils mitrailleurs sur la crête. « Mohamed Bouldoum, Smaïn, des jeunes gars de Belcourt (Belouizdad) Tewfik Bouri, un fils de Blida, et d'autres combattants qu'ils me pardonnent si leurs noms ne me reviennent pas, n'ont pas eu ma chance. Ils sont tombés au champ d'honneur. Je dis ma chance, car je survivais malgré tout. Le 5 mars au matin, la pluie ne s'était pas arrêtée. Toute la nuit elle a grossi les torrents et détrempé le sol. Les soldats ennemis, comme s'ils nous avaient flairés, sont passés, dès les environs de 6h, à l'offensive. Vigilants, Hocine Kouar et Beryanou, de son vrai nom Ali Yahi, postés en sentinelles sur les contreforts de l'ados montagneux, donnent l'alerte. Leurs fusils jappent. Il n'en faut pas plus pour que le commando passe à l'action. Il accepte l'escarmouche

1- Yacef Saâdi. 2- Colonel Bencherif. 3- Ould Hocine Chérif officier ALN. 5- Mustapha Blidi. 5-Salah El Houaoui. 6- Moussaoui Mohamed. 7- Berkani Mohamed

mais se méfie de l'accrochage. Les forces adverses sont en nombre et le combat tournerait vite en leur faveur. Ils viennent de partout, de Champlain, de Aïn Bessam, de Thlatha Djouab, de Bousken, ils se déploient en éventail qui va bientôt fermer ses mâchoires sur nous. Bientôt, l'artillerie enflamme le ciel et fait trembler le sol. Le ciel s'étant dégagé, l'aviation se met de la partie et noie la zone sous des gerbes de napalm dont l'odeur âpre et la chaleur démoniaque vous brûlent à distance.

Nous étions jeudi. Un jeudi noir. Si Abdelaziz, qui avait été promu l'avant-veille au grade de capitaine, ainsi que les deux frères Kartali vont tomber héroïquement, le commandant Si Lakhdar, gravement touché, gisait sur un brancard de fortune. Si Azzedine, en plus de sa blessure de la veille, a reçu neuf éclats d'obus au niveau des reins. Nous avions décroché vers 17h, la nuit tombante et le temps orageux ont considérablement favorisé notre repli vers Ouled Znim. Dans notre retraite, nous avons été surpris par une embuscade tendue par une unité de Chérif Ben Saïdi et son adjoint Hamma, des ralliés très dangereux, car ils connaissaient aussi bien le terrain que nos techniques de combat. Mais l'affrontement a rapidement tourné à notre avantage et le commando a vite fait de les mettre en déroute.

Nous atteignons Oued Znim où la population, qui suivait notre évolution, nous a réservé un accueil à la hauteur de notre épuisement. Si Lakhdar a vitement été installé dans une maison pour recevoir des soins, à son chevet Si Azzedine et Si Abdenour. Dans son délire, notre commandant réclamait sa carabine *: «Si Azzedine, recommandait-il avec insistance, surtout ne me laisse pas tomber entre les mains de l'armée française !»*

Son ami porta la main dans le dos pour le mettre un peu plus à l'aise. C'est alors qu'il senti des gros caillots de sang qui s'étaient

Le défunt Mustapha Blidi

coagulés. Azzedine leva les yeux vers Abdenour. Le regard que se sont échangé les deux hommes en disait long sur l'état de Si Lakhdar. Dans un soupir rauque, le héros rendit son âme. Pour tous ses amis du commando, il avait été envoyé à l'infirmerie de zone pour des soins. En vérité, il fut enterré vers trois ou quatre heures du matin dans la plus grande discrétion, loin du regard des djounoud, dans le jardin d'un villageois. Cependant, celui-ci, redoutant une perquisition de l'armée d'occupation, a pris l'initiative de le déterrer et de l'inhumer de nouveau loin de chez lui, sur la berge de la rivière qui coulait plus bas. Mais le soir venu, le mauvais temps persistant, le même paysan, craignant cette fois une crue de la rivière, a décidé de retirer le cadavre pour l'ensevelir à l'endroit où il repose jusqu'à présent. Après l'enterrement de notre commandant à Ouled Znim, nous nous sommes rendus à Ouled Bouachra où tombera, quelque temps plus tard, le colonel Si M'hamed. Ce dernier a été très affecté par la mort de Si Lakhdar (…) ».

Si Mustapha Blidi dont l'état était très grave devait être transféré pour recevoir les soins nécessaires. *« Je suis passé en Wilaya V. On m'a ligoté dans une espèce de brancard bricolé, en travers du dos d'une mule. Mais ne voilà-t-il pas que nous tombons dans une embuscade et que la mule prend la fuite, m'emportant dans sa course à travers bois et ravins. Deux jours durant, entravé sur son dos, j'allais au gré de l'errance de la mule, avant que des villageois ne me retrouvent. Nous avons ensuite été évacués par Figuig, avant d'arriver à la base 15 où était le colonel Boumediène. J'ai été admis à l'hôpital, mais les médecins marocains avaient trouvé mon cas désespéré et j'avais été condamné par leur diagnostic. Etant condamné par la médecine locale, j'ai été remis aux soins du Croissant-Rouge algérien, dirigé alors par Mansour Boudaoud. C'est à ce moment qu'est intervenu le colonel Si Sadek, ancien responsable de la Wilaya IV, lequel a donné les instructions pour qu'on m'évacue d'urgence vers Tunis via Madrid et Rome. Je suis arrivé à Tunis où le professeur Tédjini Haddam m'a opéré. Je suis resté neuf mois dans le coma… Je dois la vie à l'acharnement médical du professeur Haddam, je ne lui serais jamais assez reconnaissant ».*

Une fois remis sur pied, il reprend le chemin des combats, en ralliant la Zone autonome d'Alger. Il combattra jusqu'à la proclamation de l'indépendance de l'Algérie.

Démobilisé après 1962, il se lance dans le commerce à Alger, avant d'entamer une carrière de diplomate qui dure vingt ans à la mission permanente à Genève.

Décédé dans un hôpital de la capitale helvétique, il est rapatrié pour être enterré dans cette Algérie qu'il chérissait tant et pour laquelle il a vaillamment combattu.

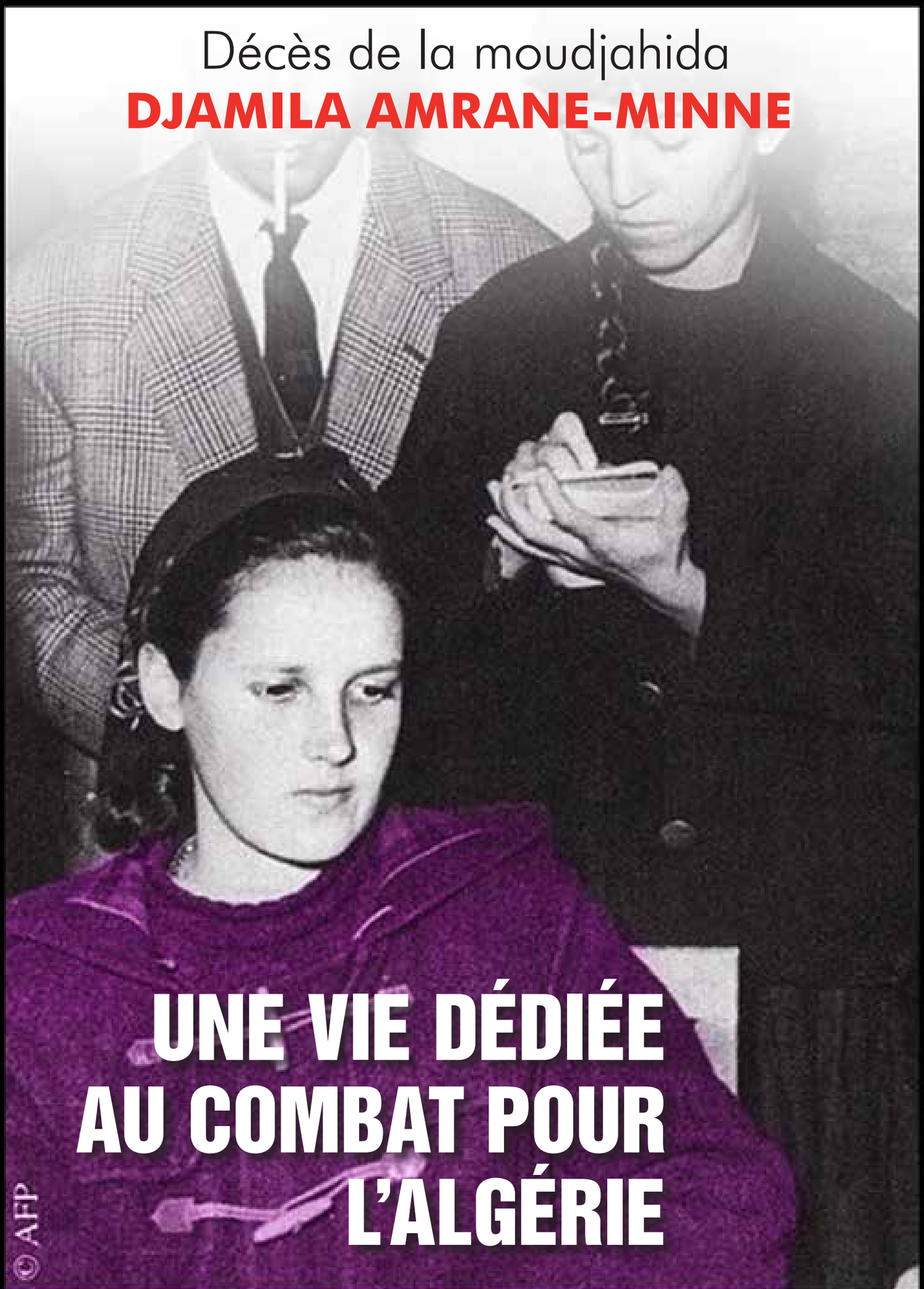
Dans un message de condoléances adressé à sa famille, le président de la République, Abdelaziz Bouteflika lui saluera son courage et son engagement : *« Le défunt s'est engagé dans le mouvement national dès son jeune âge et fut parmi les premiers à rejoindre les rangs de l'Armée de libération nationale pour combattre l'occupant avec un courage exceptionnel. Les blessures qu'il a subies à deux reprises ne l'ont pas empêché de poursuivre la lutte, vaillant et intrépide qu'il était jusqu'au triomphe de la cause nationale »*, notera-t-il.

Hassina Amrouni

Sources :
-El Watan, entretien Boukhalfa Amazit (25/12/2005 et 08/06/2011)
-La Nouvelle République (11/12/2016)
-« Dans les maquis de la liberté » de Mustapha Aït Mouhoub, éditions Rafar, Alger 2016
-www.aps.dz

Décès de la moudjahida

DJAMILA AMRANE-MINNE



UNE VIE DÉDIÉE AU COMBAT POUR L'ALGÉRIE

© AFP

Par Hassina Amrouni

Djamila Amrane Minne n'est plus. La grande militante nationaliste vient de nous quitter en ce samedi 11 février 2017, à l'âge de 77 ans, des suites d'une longue maladie.

Engagée très jeune en faveur de la guerre d'Algérie, cette militante d'origine française n'a jamais renié ses choix, ni ses positions politiques. Elle aura été Algérienne jusqu'au bout.

Fille aînée de Jacqueline Guerroudj, Danièle Minne voit le jour le 13 août 1939 à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). La petite Danièle débarque en Algérie avec ses parents, Pierre Minne, professeur de philosophie et de sa maman, envoyée en tant qu'institutrice à Négrier, actuelle Chetouane, dans la commune de Tlemcen. Pour l'enfant de 8 ans, le choc est immédiat : « Je suis arrivée en Algérie en 1947 à l'âge de huit ans. Djamila est mon nom de guerre que j'ai gardé à l'Indépendance. Comment j'ai fait mon chemin ? Je crois que c'était ma vie. J'habitais à la campagne dans un village près de Tlemcen. L'Algérie coloniale était un pays où il y avait des différences flagrantes. Enormes. Comme ma mère et son deuxième mari faisaient de la propagande dans les campagnes pour le PCA, je voyais les gens dans les villages. Je rentrais dans les maisons où ils habitaient. C'est cette différence entre Algériens misérables et Européens largement à leur aise qui m'a profondément choquée. Je ne comprenais pas comment ça pouvait être possible », confie-elle (1)

Engagées de mère en fille

Se rendant compte du hiatus séparant les Algériens et les colons français, la prise de conscience est immédiate, d'abord pour sa maman qui, -après son divorce de son premier époux- épouse en même temps Djilali Guerroudj, militant nationaliste et la cause algérienne. Ensuite pour Danièle qui grandit au sein de cette famille qui ne cache rien de ses engagements politiques et qui finira par transmettre ce besoin de justice à la jeune fille.

C'est donc tout naturellement que, dès le déclenchement de la révolution algérienne, le 1er novembre 1954, Danièle Minne qui prend le prénom de Djamila et s'engage au sein du Front de libération nationale. Elle raconte encore à ce sujet : *« Quand la guerre éclate, tout le monde l'entend. Progressivement elle envahit tout le territoire algérien. Je suis entrée dans la clandestinité en 1956. J'avais 17 ans. J'étais une gamine pour dire la vérité mais je me sentais prête à militer. A l'époque, la France était la troisième ou quatrième puissance militaire mondiale. En face d'elle, des petits groupes, mal armés, dont les membres n'étaient pas formés et qui arrivaient difficilement à prouver leur existence » (2).*

Infirmière au sein des maquis de l'ALN, Djamila se retrouve au cœur de combats sanglants qui ne fléchissent en rien sa détermination. *« On s'est fait arrêter, en novembre 1957 en arrivant à Medjana, dans la région Bordj Bou Arreridj. Raymonde Peychard, une autre infirmière, était devant nous, un peu à l'écart. Quand les soldats l'on encerclée, elle était seule. D'après les témoignages, y compris ceux des militaires, c'est elle qui a tiré la première. Je me souviens que nous étions une quinzaine de maquisards, camouflés dans les arbustes. Avec nous, il y avait Ould*

Conférence de presse donnée en novembre 1957 après l'arrestation de Danièle Minne du « réseau bombes » de Yacef Saadi lors de la bataille d'Alger

Kaci, un bandit d'honneur. Les bandits d'honneur sont les Algériens qui ont prit le maquis avant la guerre. Condamnés par les autorités françaises, ils sont recherchés pour des infractions qu'ils n'ont pas commises ou qu'ils ne jugent pas comme telles. Ils prennent le maquis, pour leur honneur. Les soldats français nous encerclaient depuis une heure ou deux ; ils ne savaient pas combien on était et avaient peur d'engager le combat. Ils préféraient qu'on se rende pour essayer de nous faire parler. De notre côté, on savait que s'ils attaquaient, on y passait. C'est Ould Kaci qui a décidé de notre reddition. Ça a du être un déchirement terrible pour lui. Un bandit d'honneur qui se rend, ça ne se fait pas, ça ne se voit pas. Je me souviens que nous étions dans une sorte de cuvette qui se terminait par un éboulement, dans le vide. Deux jeunes maquisards s'y sont précipités. L'un après l'autre. On n'a rien entendu, ni coup de feu, ni cri. Rien. Je n'ai jamais pu savoir ce qu'ils étaient devenus. Et s'ils ont pu se sauver. Je ne connaissais même pas leurs noms. Avant de se rendre, comme le veut la tradition, on a enterré nos armes. Même si on n'avait pas grand chose. Et le bandit d'honneur s'est levé. Nous nous sommes rendus. De la prison j'ai correspondu avec Ould Kaci jusqu'à l'Indépendance. J'avais gardé ses lettres mais quand on sort de prison, ils confisquent tous vos papiers. Dans une guerre de libération, les femmes sont face à une situation où elles peuvent agir ; et effectivement elles agissent. Nombreuses sont celles qui n'ont pas été reconnues comme moudjahidate mais qui on eu des actes de militantisme absolument exceptionnel », déclare-t-elle (3).

tre morts et
rante blessés
après les explosions de trois bombes à l'Otomatic la Cafeteria et Coq Hardi

« Réseau bombes » du FLN

En 1956, la moudjahida qui n'a que 17 ans, rejoint le « réseau bombes » qui voit le jour au sein de la branche armée de la Zone Autonome d'Alger. Djamila Minne se voit confier sa première action militaire le 26 janvier 1957. Ce jour, un triple attentat est perpétré dans trois brasseries de la rue Michelet (actuelle Didouche Mourad, à Alger) située dans le quartier européen. Djamila pose sa bombe dans le bar Otomatic, tandis que Zoubida Fadila et Djamila Bouazza déposent d'autres engins explosifs à La Cafeteria et au Coq-Hardi. Plusieurs morts et blessés sont dénombrés ce jour, parmi la communauté européenne.

Recherchée par la police coloniale, Djamila Minne continue à activer dans la clandestinité. Elle est arrêtée le 4 décembre de la même année et condamnée à sept ans d'enfermement. Incarcérée à la prison de Barberousse, elle est ensuite transférée en avril 1962 à Rennes avant d'être amnistiée après les Accords d'Evian.

Carrière universitaire après l'indépendance

Au lendemain de l'indépendance, elle confirme le choix fait à son arrivée en Algérie en optant pour la nationalité algérienne et en épousant en 1964 un jeune Algérien pour devenir Mme Djamila Amrane.

Poursuivant ses études, elle occupe en 1999, le poste de professeur d'histoire et d'études féminines à l'université de Toulouse. En 2002, elle est nommée Professeur des Universités, par un décret signé par le président français Jacques Chirac.

Exorcisant ses vieux démons à travers des textes poétiques très forts, Djamila Amrane Minne contribue aussi grandement à l'écriture de l'Histoire de la guerre d'Algérie, en donnant la parole à nombre de ses acteurs, surtout les femmes. Elle est, notamment l'auteure de « Les Femmes algériennes dans la guerre » (préfacede Pierre Vidal-Naquet, Paris, Plon, 1991), *« Femmes au combat, préface de André Mandouze » (Alger, éditions Rahma,1993), « Des femmes dans la guerre d'Algérie, entretiens, préface de Michèlle Perrot, Paris, Éditions Karthala, 1994 »*…etc.

Enterrée à Bejaïa, selon sa volonté, Djamila Amrane Minne repose sur cette terre qu'elle a tant chérie et pour laquelle elle a combattu.

Danièle Minne, jeune

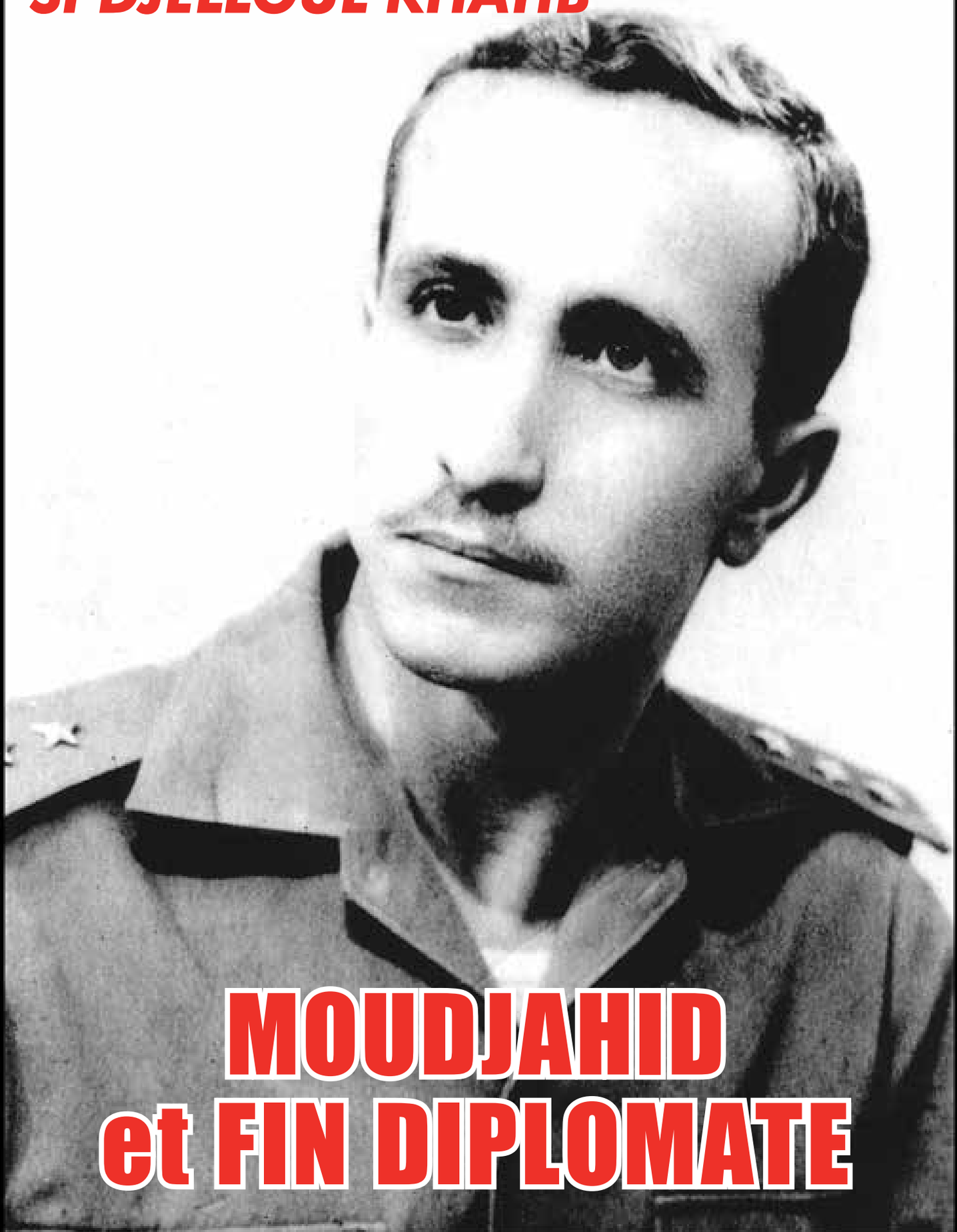
Danièle Minne

Hassina Amrouni

Sources :
(1, 2 et 3) http://www.cecilearfi.fr/militantes5.html
** Divers articles de la presse quotidienne*

DÉCÈS DU COMMANDANT DE L'ALN

SI DJELLOUL KHATIB



MOUDJAHID et FIN DIPLOMATE

Par Hassina Amrouni

1 - Tahar Zbiri. 2 - Mohamed Chebila. 3 - Abdelkader Laribi. 4 - Djelloul Khatib. 5 -Said l'Indochine

Fervent militant de la cause nationale, l'ancien moudjahid Djelloul Khatib nous a quittés dans la nuit du 6 au 7 février 2017, à l'âge de 79 ans. Accompagné à sa dernière demeure par une foule nombreuse, à sa tête plusieurs hauts responsables de l'Etat, le courage et l'engagement du commandant Si Djelloul ont été salués par le ministre des moudjahidine, Tayeb Zitouni, dans une oraison funèbre, prononcée avant son inhumation au cimetière d'El Alia. Le Président de la république a, lui aussi, loué les grandes qualités du défunt, dans un message de condoléances adressé à sa famille, écrivant, notamment : « C'est avec une profonde affliction que j'ai appris le décès du frère Djelloul Khatib, l'un de nos militants qui ont voué leur jeunesse à la libération du pays du joug colonial et contribué avec abnégation et dévouement à l'édification de l'Etat national moderne pour que vive l'Algérie dans la dignité ».

Guerre de libération

Histoire

Natif de la Casbah d'Alger, Djelloul Khatib voit le jour le 8 octobre 1936. Ralliant très tôt les rangs de l'ALN, il prend part à la Bataille d'Alger en 1956 avant d'être envoyé en Egypte pour une formation militaire. La même année, et suite à la nationalisation du Canal de Suez, le jeune officier est mobilisé à Port Saïd, pour combattre combat aux côtés des Egyptiens contre l'alliance formée par Israël, la France et le Royaume-Uni.

Une fois cette mission accomplie, Djelloul Khatib rejoint ensuite la base de l'Est en Tunisie, avant d'être promu au grade d'officier de l'ALN. Muté à la première compagnie d'acheminement chargée du transport d'armes et munitions aux maquis de la Wilaya III (Kabylie), l'officier assure la liaison entre l'État-Major de l'ALN et les unités combattantes de la Wilaya I (Aurès) et la Wilaya III (Kabylie), chargées de franchir plusieurs fois la ligne Morice. Toutefois, l'une de ses premières missions consiste à assurer la liaison avec le colonel Amirouche.

Djelloul Khatib et Tayeb « raffale » au maquis en 1957

Internationaliser la lutte algérienne

Alors que la lutte du peuple algérien pour son indépendance s'intensifie à travers tout le pays, les responsables du FLN estiment qu'il est nécessaire d'internationaliser cette lutte légitime afin de bénéficier du soutien des autres nations.

A cet effet, on charge Djelloul Khatib de transférer plusieurs journalistes de la frontière tunisienne aux unités combattantes de l'intérieur. Il collabore notamment avec Nevill Barbour, chercheur de l'université d'Oxford et journaliste à la BBC, ainsi qu'avec Stevan Labudovic de l'agence yougoslave Filmske Novosti, le photographe de guerre allemand Dirk Alvermann et Nino Pulejo, journaliste du magazine italien l'Europeo. D'autre part, il contribue à la mise en place du service de transmission et morse avec d'autres jeunes cadres de l'ALN afin de sécuriser les communications au front.

1-Bensalem. 2-Djelloul Khatib. A la ligne Morice face au chemin de fer de l'Ouenza.

Au service de Transmission, base de l'Est, 1958

L'année 1958, sera charnière dans la carrière de ce jeune officier puisqu'après avoir été nommé secrétaire général de la Zone Nord puis de l'Etat-major général (EMG) de l'ALN, il travaille sous l'étroite collaboration du commandement de Houari Boumediene. Avec d'autres officiers dont Abdelkader Chabou et Slimane Hoffman, Djelloul Khatib aide à jeter bases du renfort militaire aux frontières et contribue à la professionnalisation de l'Armée de libération nationale.

1- Chadli Benjedid. 2- Mohamed Abdelghani. 3- Benyoucef Benkhedda. 4- Abderrahmane Bensalem. 5- Djelloul Khatib. A l'Etat Major Général de la Zone Nord, 1961

Carrière à la présidence

Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, Si Djelloul est nommé, à l'âge de 26 ans, secrétaire général du ministère de la défense nationale (1962-1965) puis secrétaire général de la présidence (1965-1970). Jouissant de la totale confiance du défunt président Houari Boumediene, il est chargé de piloter plusieurs actions d'envergure de la présidence de la République.

Coordonnant en 1963 et 1965, les rencontres à Alger du leader politique argentin Che Guevara avec le Président Houari Bou-

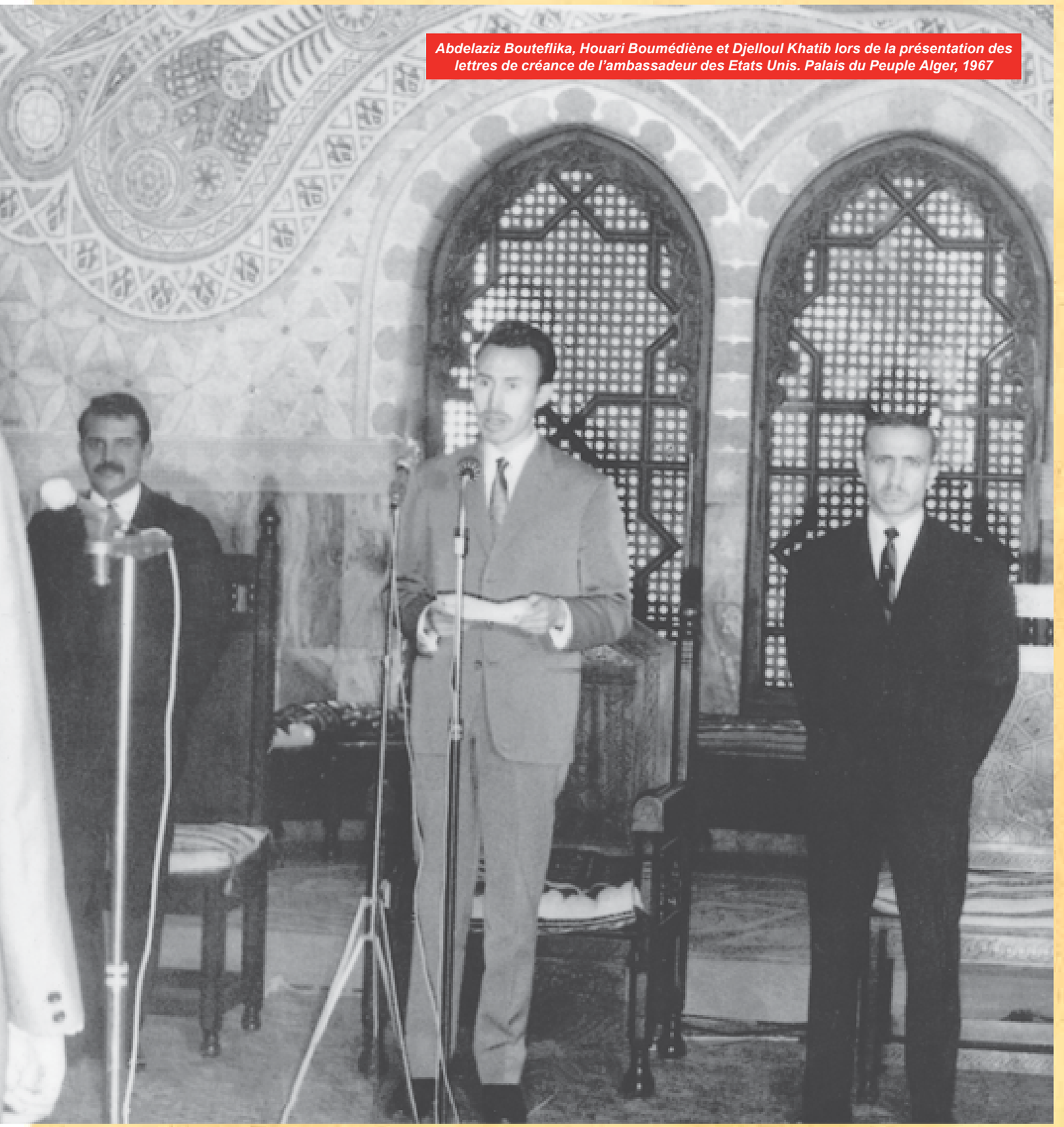
Franchissement de la ligne Morice par les moudjahidine

1- Mohamed Chebila. 2- Djelloul Khatib. 3- Mouloud Khatib (mort au combat avec le colonel Amirouche en 1959).Tunis 1957

mediene, Djelloul Khatib est également chargé en 1966 de l'organisation de la rencontre entre le sénateur Edward Kennedy et Houari Boumediene, au cours de laquelle sera balisé le partenariat entre les deux nations dans le secteur des hydrocarbures. La même année, il organise le rapatriement des cendres de l'Emir Abdelkader à partir de Damas, deux ans plus tard, il gère les négociations faisant aboutir à l'accord franco-algérien et, en 1969, il est l'un des artisans du franc succès rencontré par l'organisation du 1er festival culturel Panafricain d'Alger.

Djelloul Khatib est par ailleurs, chargé de la mise en place du COMEDOR, centre d'étude chargé de l'aménagement du Grand Alger et composé notamment du Brésilien Oscar Niemeyer, vedette de l'Establishment architectural. L'organisme en question permet la mise en œuvre de nombreux projets d'envergure dont la première université de l'Algérie indépendante à Constantine.

Djelloul Khatib est par la suite nommé à la tête de plusieurs wilayas du pays (Batna, entre 1973-1976), Constantine (entre 1976 et1980) et Oran (entre 1980 et1982)



Abdelaziz Bouteflika, Houari Boumédiène et Djelloul Khatib lors de la présentation des lettres de créance de l'ambassadeur des Etats Unis. Palais du Peuple Alger, 1967

Le Vice- Président George H.W. Bush et Djelloul Khatib, Alger 1983

Juan Carlos I et Djelloul Khatib, 1988

Occupant le poste de secrétaire d'État à la fonction publique (1982-1984) du gouvernement de Mohamed Ben Ahmed Abdelghani, il est chargé en 1983, de la coordination de la de George H.W. Bush.

Carrière diplomatique

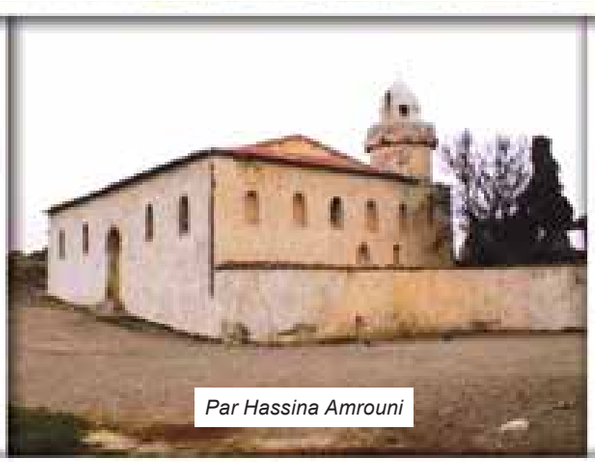
Entre 1984 et 1989, Djelloul Khatib est appelé à une carrière diplomatique qui le conduit en poste en Argentine. En tant qu'ambassadeur, il intensifie la coopération économique et technique entre les deux pays, notamment dans le domaine du nucléaire civil, aboutissant à la construction en 1989, du réacteur nucléaire Nour en Algérie. En récompense de ses efforts, il reçoit du Président argentin Raul Alfonsin la médaille de l'Ordre du Libertador San Martin. Installé à la tête de la représentation algérienne en terre ibérique, de 1988 à 1989, il parvient, malgré une présence très courte, à remplir pleinement sa mission, en obtenant l'appui politique pour la construction du gazoduc Maghreb-Europe et en contribuant aussi à faciliter les pourparlers sur la question basque.

Hassina Amrouni

Sources :
www.aps.dz
**Divers articles de la presse quotidienne*

Kalaâ N'Ath Abbès,

UNE CITADELLE CHARGÉE D'HISTOIRE

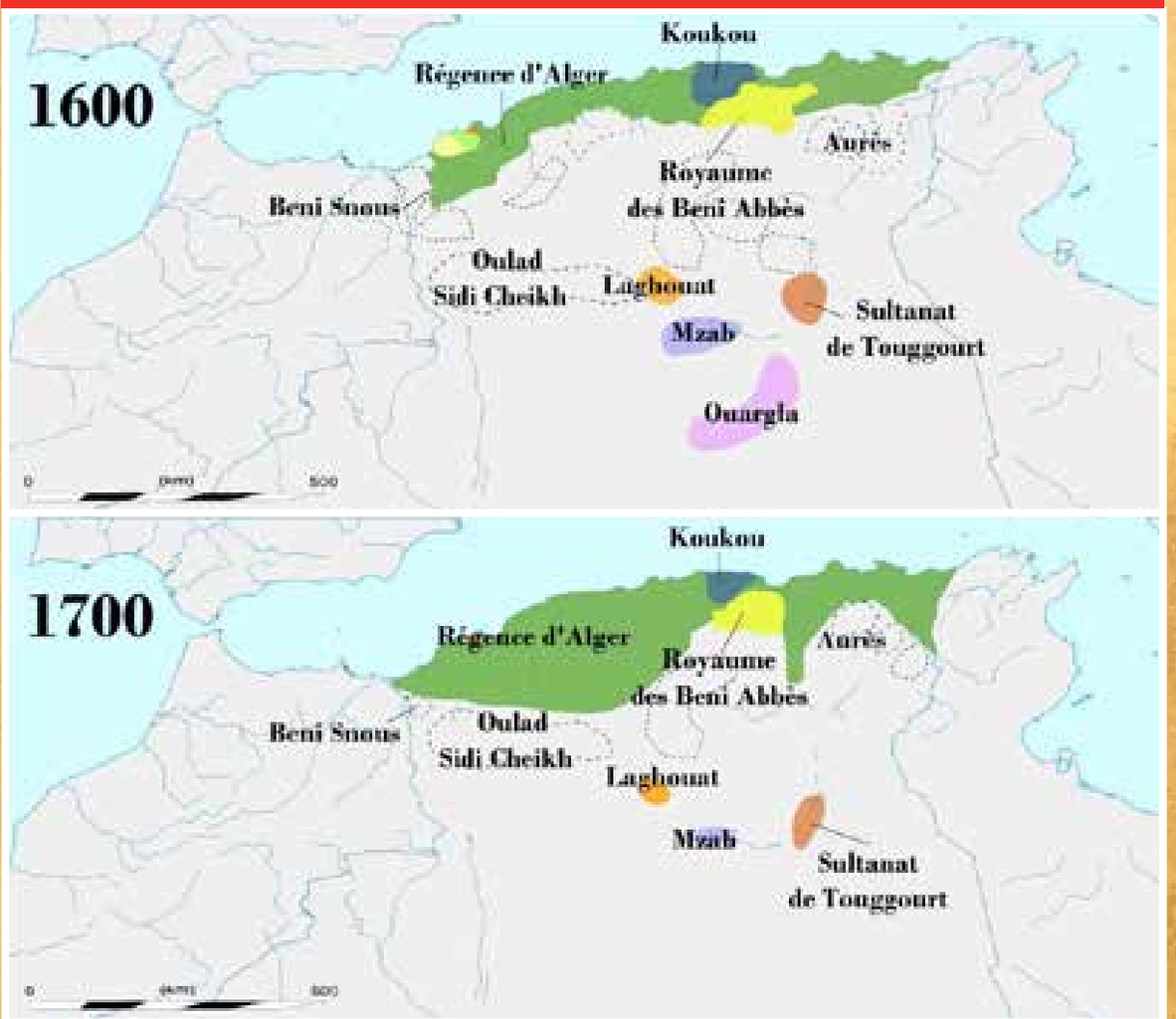


Par Hassina Amrouni

Kalaâ N'Ath Abbès

« Les Ath Abbas ont toujours maintenu leur liberté, sans payer aucun tribu ni au Roi, ni au Prince. En 1550, ils avaient pour Chef Abdelafis (Abdelaziz), l'un des plus braves guerriers de l'Afrique ».

Marmol, 1662



Carte du royaume des Béni Abbès (en jaune), du royaume de Koukou et de la régence d'Alger au XVIIe siècle et au XVIIIe siècle.

Perchée à quelques 1000 mètres d'altitude sur la chaîne montagneuse des Bibans, la Kalaâ des Beni Abbès, Ath Abbès ou N'Ath Abbès est rattachée à la commune d'Ighil Ali, dans la wilaya de Bejaïa. Difficile d'accès, ce village qui ne compte aujourd'hui que quelques 300 habitants était, par le passé, l'un des noyaux économique, militaire et intellectuel d'Afrique du Nord. Bâtie sur un piton rocheux à plus de 1000 mètres de hauteur, la kalaâ était une citadelle très difficile d'accès, car d'une part, entourée de précipices et, d'autre part, ceinte d'un mur défensif. Dépen-

Kalaâ N'Ath Abbès

Le village Ath Abbès ou N'Ath Abbès, bâti sur un piton rocheux à plus de 1000 mètres de hauteur

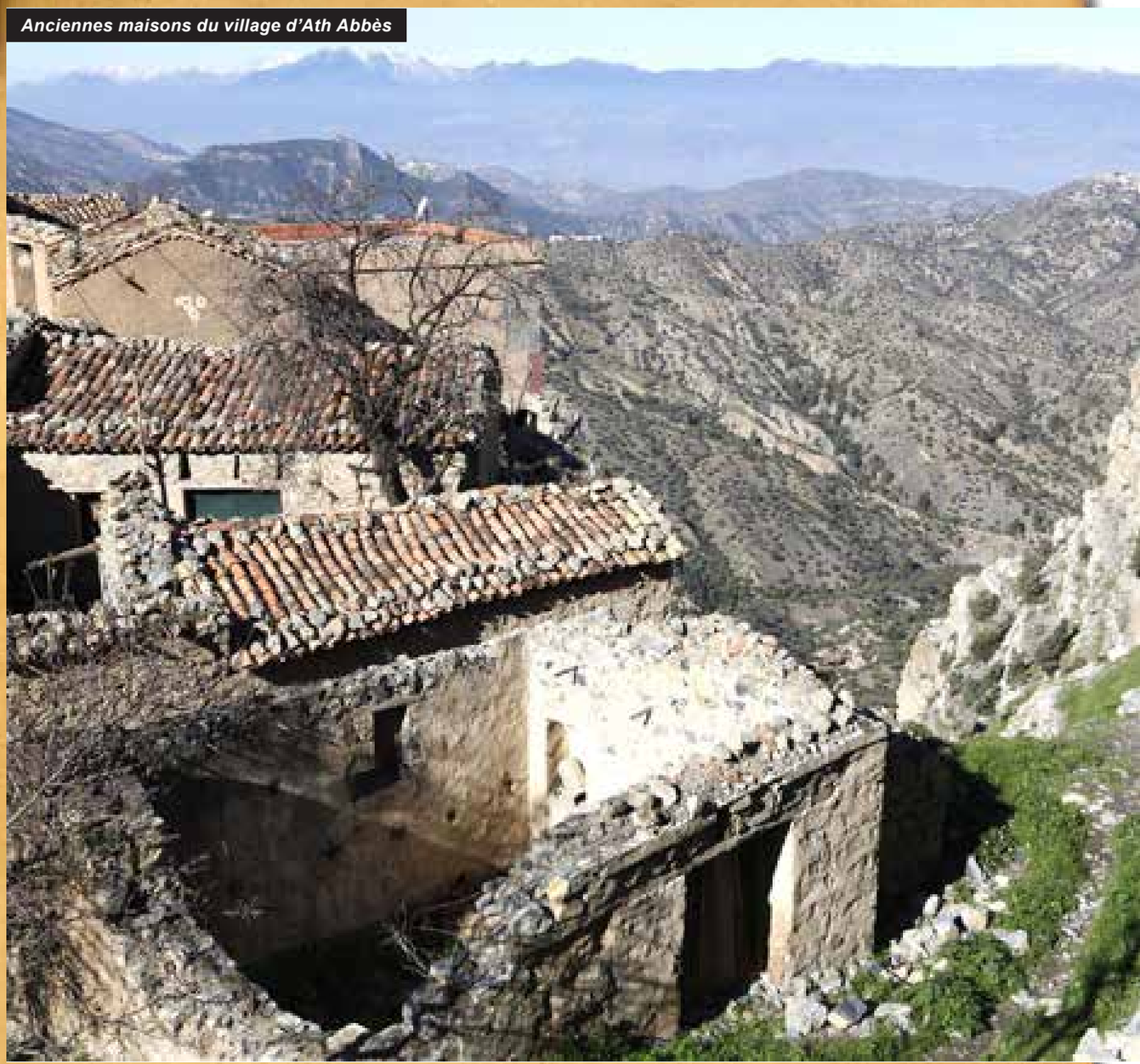
Mausolée du sultan Ahmed fondateur du royaume indépendant de la Kalaâ des Ath Abbès

dant de la Kalaâ des Beni Hammad, cette citadelle était, à l'origine, occupée par un contingent militaire. Ce fort hammadite assurait ainsi le contrôle des « *portes de fer* », lieu de passage stratégique dans cette région des Bibans mais aussi de la vallée de la Soummam. Sur place, on y trouvait une place d'armes, lieu de présentation des troupes, située devant la Grande Mosquée, aujourd'hui appelée Loudha Laâli ainsi qu'une fonderie.

Arrivée des Ath Abbès

Au lendemain de la prise de Bejaïa par les troupes de Pedro Navarro, le dernier sultan hafside de Bejaïa, Abou El Abbès Abdelaziz, sentant la fin de son règne arriver, enjoint à ses fils de fuir pour avoir la vie sauve. L'Émir Abderrahman, l'Émir El Abbés et une partie des habitants de Bejaïa, fuyant l'occupation espa-

Kalaâ N'Ath Abbès



Anciennes maisons du village d'Ath Abbès

gnole de la ville, trouvent refuge en 1510 dans cette partie des montagnes. La kalaâ fortifiée est alors le lieu idoine pour échapper aux tueries abjectes commises par les troupes de soldats espagnols contre les populations autochtones comme ce fut le cas lors de la prise d'Oran.

Les émirs jouissent alors très vite d'une aura et se font des alliés parmi les grandes tribus kabyles de la région. Quelques années plus tard, Ahmed fils d'Abderrahman réussit à fédérer autour de lui les populations locales avant de se proclamer « *sultan de la Kalaâ* ».

La citadelle devient un lieu de rayonnement économique, commercial et culturel. En effet, tirant avantage de sa position

Kalaâ N'Ath Abbès

stratégique -située sur le chemin entre Alger et Constantine-, elle accueille des vagues d'exilés Juifs, Catholiques et Musulmans qui, après avoir fuit l'inquisition espagnole, ont trouvé dans ce lieu, un havre de paix et de sérénité. Disposant d'une culture et d'un savoir faire séculaires, ils contribuent à l'essor de la Kalaâ N'Ath Abbès qui compte en ce XVIe siècle une population se situant selon les sources entre 70 000 et 80 000 habitants.

La ville se développe, comptant un palais, un quartier juif avec synagogue, un quartier andalou avec des maisons typiques, une mosquée et même une fabrique d'armes. Toutefois, cette montée en puissance ne laisse pas indifférent, pire, elle inquiète même les Espagnols qui y voient une menace constante pour leurs intérêts et leur présence dans le pays. Après moult tractions et pourparlers, ils parviennent par contracter une alliance avec Abdelaziz El Abbès, petit-fils d'Abderrahmane El Abbès et souverain du royaume N'Ath Abbès.

Pièce de monnaie hafside de Béjaïa (1249-1276)

La Kalaâ continue à couler des jours paisibles mais son inac-

Kalaâ N'Ath Abbès

cessibilité ne dure qu'un temps puisqu'elle subit en 1516 un assaut des frères Barberousse qui tentent d'isoler les Espagnols en s'attaquant à leurs alliés kabyles. Au cours de cet affrontement, les troupes de l'Emir Abdelaziz Abbès se voient infliger une cuisante défaite de la part des troupes turques, suite à quoi, le sultan n'a pas d'autre choix que de céder à leur demande en rompant son alliance avec les Espagnols. Après ce triste épisode, les Ath Abbès, conscients de leur vulnérabilité face à l'ennemi, décident de bâtir un mur d'enceinte afin de se prémunir et parer à une éventuelle autre attaque ennemie.

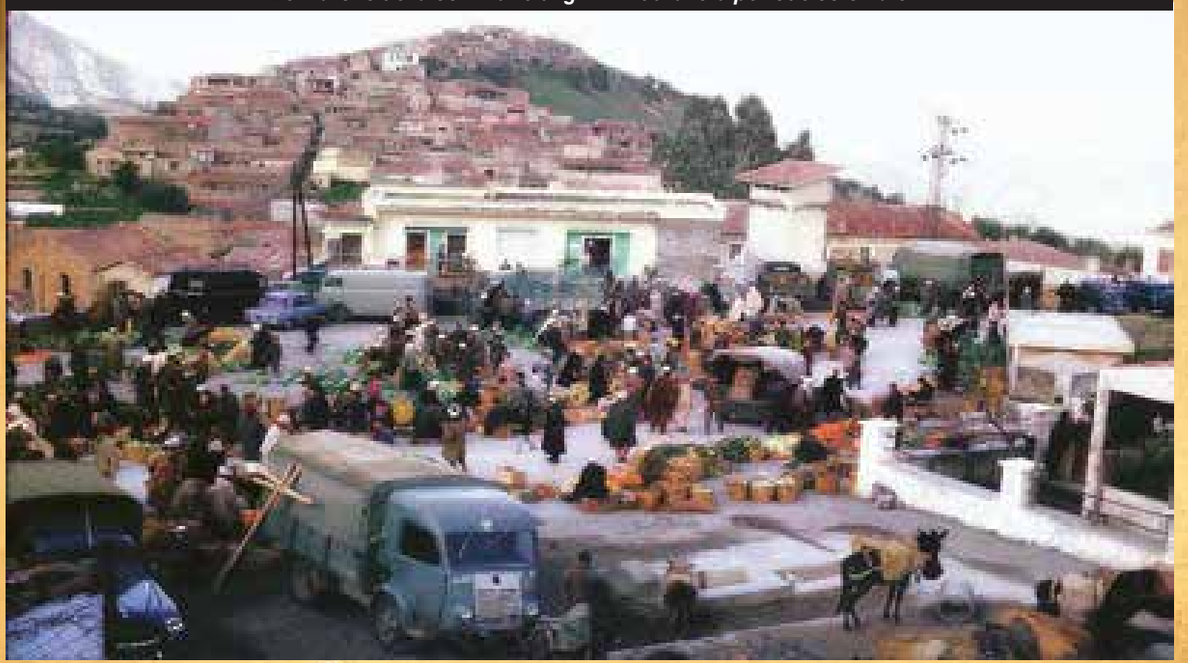
Quelques années plus tard, aux alentours de 1550 et alors que leur hégémonie s'étend sur presque toutes les régions du pays, les Ottomans reviennent à la charge, en tentant deux

Kalaâ N'Ath Abbès

nouvelles expéditions sur la Kalaâ N'Ath Abbès mais cette fois, la défaite a changé de camp. Hassan Pacha se voit de ce fait contraint de signer un pacte de paix avec le sultan Abdelaziz. Un an plus tard, les Turcs lui demanderont son appui pour lancer une expédition contre Tlemcen. 6000 Kabyles selon certaines sources, 2000 selon d'autres, sont envoyés en renfort des troupes ottomanes vers l'ouest du pays. En 1552, c'est un nouveau revirement de situation et un début de mésalliance entre Ath Abbès et Turcs. En effet, ces derniers sentant la montée en puissance du peuple kabyle veulent le mettre à genoux. Les troupes envoyées pour en découdre avec eux croient pouvoir en venir à bout mais c'était sans

Kalaâ N'Ath Abbès

Le marché de la commune d'ighil Ali durant la période coloniale



compter avec les aléas météorologiques et le relief fort accidenté des territoires des Ath Abbès.

Le royaume des Ath Abbas continue à être une puissance militaire crainte dans toute l'Afrique du Nord et ce, durant plusieurs siècles. Il déclinera au début du XIXe siècle, miné par les multiples luttes intestines pour le pouvoir.

La Kalaâ à l'ère de l'invasion française

Après la prise d'Alger par les troupes coloniales françaises, beaucoup de villages, menés par leurs chefs de tribus et guidés par des guerriers farouches, tentent de résister à la machine militaire, plus forte en hommes et plus puissante en armes. C'est le cas des Ath Abbès qui, sous la houlette de Cheikh El Mokrani luttent armes à la main jusqu'au sacrifice ultime. La chute du royaume des Ath Abbas intervient en 1871, avec l'écrasement de la révolte d'El Mokrani et la mort de ce dernier.

Guerre d'Algérie

Durant la guerre d'Algérie et alors que les combats font rage à travers tout le pays, la région des Bibans subit elle aussi les bombardements ennemis dès 1956. En 1958, la Kalaâ fait partie des 17 villages du nord de la Petite Kabylie à être déclarée zone interdite et vidée de ses habitants, dans le cadre du plan Challe. Une mesure qui aura pour conséquence de priver les moudjahidine qui se trouvent dans les maquis, de ressources et de soins mais la lutte continuera de plus belle jusqu'à la victoire finale et la libération du pays du joug colonial.

Hassina Amrouni

Sources :
- quintessences.unblog.fr
- www.takorabt.com
-Divers articles de presse

Kalaâ N'Ath Abbès

LA CITADELLE AU PATRIMOINE OUBLIÉ

Hassina Amrouni

Kalaâ N'Ath Abbès

Jadis citadelle prestigieuse, la Kalaâ N'Ath Abbès vit, aujourd'hui, dans le souvenir de ce glorieux passé que racontent encore quelques pierres et autres vestiges séculaires.

La grande mosquée ou Djamaâ El Kébir est sans doute le site le plus visité par les quelques touristes de passage dans la région.

Bâtie au XVIe siècle par Ahmed Amokrane, troisième souverain du royaume des Ath Abbès, la grande mosquée également appelée mosquée à arcades abritait aussi par le passé une sorte de tribunal où le roi siégeait pour faire justice entre ses sujets. Au fil des siècles, la mosquée exposée aux aléas météorologiques subira une forte dégradation, d'où une première opération de restauration intervenue en 1913.

La mosquée comprend une salle de prières avec un minbar, trois rangées de piliers de forme carrée, un minaret circulaire et un jardin, au fond duquel est enterré le chef de l'insurrection de 1871, Cheikh El Mokrani.

Mausolée du sultan Ahmed fondateur du royaume indépendant de la Kalaâ des Ath Abbès

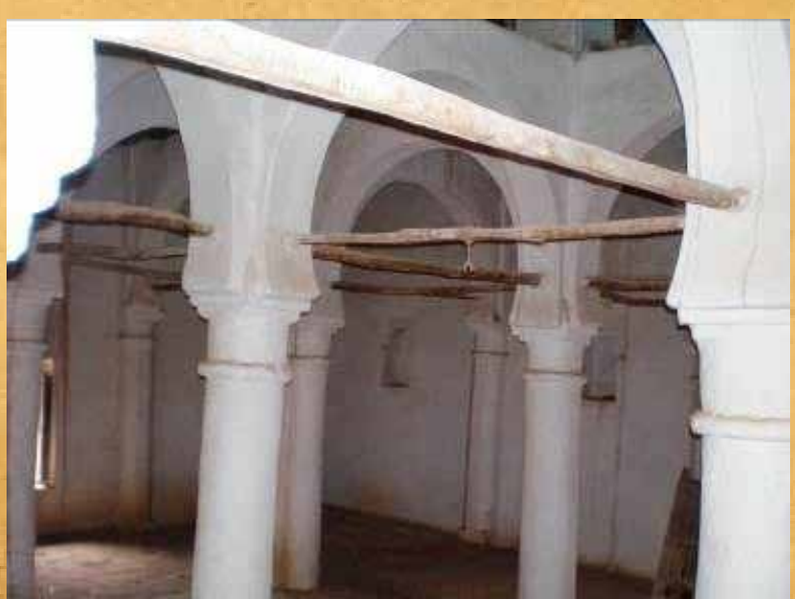
Façade principale de la mosquée de Kalaâ Beni Abbès

Kalaâ N'Ath Abbès

Si la grande mosquée est encore fonctionnelle aujourd'hui, accueillant toujours les fidèles, à l'heure de la prière, on ne peut pas en dire autant de Djamaâ Sidi Ahmed Ben Abderrahman dit Djamaâ Ousahnoun, l'une des plus anciennes mosquées de la Kalaâ, qui accuse malheureusement, le poids des siècles.

Construite en pierre de maçonnerie, avec un toit recouvert de tuiles rondes, l'édifice a subi des réfections aléatoires qui ont défiguré son aspect originel. Erigé sous forme de petite mosquée, ce mausolée est composé d'une salle de prières avec mirhab, d'une véranda et d'un jardin faisant office de cimetière, où repose notamment le sultan Ahmed, successeur de Abdelaziz Ben Abbès.

Concernant la medersa de la Kalaâ, c'est un autre vestige, légué à la postérité et qui continue à défier le temps. Réalisée par l'association des oulémas musulmans algériens, la première pierre de cette médersa a été posée en 1934 par Cheikh Abdelhamid Ibn Badis. Conscients du rôle que pouvait jouer cette institution dans l'ancrage identitaire et culturel et dans l'éveil des consciences dans une Algérie, alors, sous l'oppression coloniale, les habitants du village contribueront à la finalisation des travaux, suivant les règles de la traditionnelle Touiza. Achevée en 1936, la médersa de la Kalaâ accueillit les enfants du village qui quotidiennement s'y rendaient en quête de savoir et de connaissance. Deuxième école d'Algérie, fondée



Éléments d'architecture andalous du Mausolée du sultan Ahmed.

Kalaâ N'Ath Abbès

Les maisons traditionnelles de Kalaâ Beni Abbès

par l'association des oulémas, après celle de Constantine, la medersa de la Kalâa N'Ath Abbes fut un centre d'éveil patriotique. En effet, outre l'enseignement didactique dispensé dans la journée aux petits écoliers, l'établissement se transformait, le soir, en un centre culturel abritant conférences, récitation de chants patriotiques, pièces de théâtre, …etc

Autres vestiges…

Outre ces sites à vocation cultuelle et culturelle, la Kalaâ Nath Abbès mérite aussi un détour par ses maisons traditionnelles dont les façades et les portes donnent un aperçu du savoir-faire artisanal à l'époque de leur construction. Il faut dire que la citadelle a été un lieu où se sont côtoyés et développés divers métiers artisanaux comme le tissage de tapis ou de burnous en laine, la bijouterie, la boiserie, le tannage de cuir, la fabrication de savon traditionnels…etc

Selon Charles Farine qui a visité la Kalaâ au XIXe siècle, *« les maisons de la Kalâa sont spacieuses, avec cours intérieures, ombragées d'arbres et de plantes qui grimpent aux galeries. Les murs sont recouverts de chaux. La Kalâa reprend l'architecture des villages kabyles, très agrandie et complétée de fortifications, de postes d'artillerie et de guet, de casernes, d'armureries et d'écuries pour les unités de cavalerie ».*

Enfin, si tous ces vestiges méritent d'être réhabilités pour servir de repère mémoriel aux générations futures, il reste un site à ne pas oublier et, sans doute, à valoriser, c'est la poudrière d'El Mokrani, située dans une sorte de galerie donnant sur une maison souterraine. A l'époque de Cheikh El Mokrani ont y fabriquait des munitions et de la poudre pour armer les canons. A ce titre, après la défaite d'El Mokrani en 1871, les Français ont découvert quatre grands canons qu'ils exposèrent, dans un premier temps, au musée de Constantine, avant de les transférer au musée du Louvre à Paris où ils se trouvent encore aujourd'hui.

Hassina Amrouni

Sources :
http://tazlamonvillage.zeblog.com/
-Divers articles de la presse nationale quotidienne

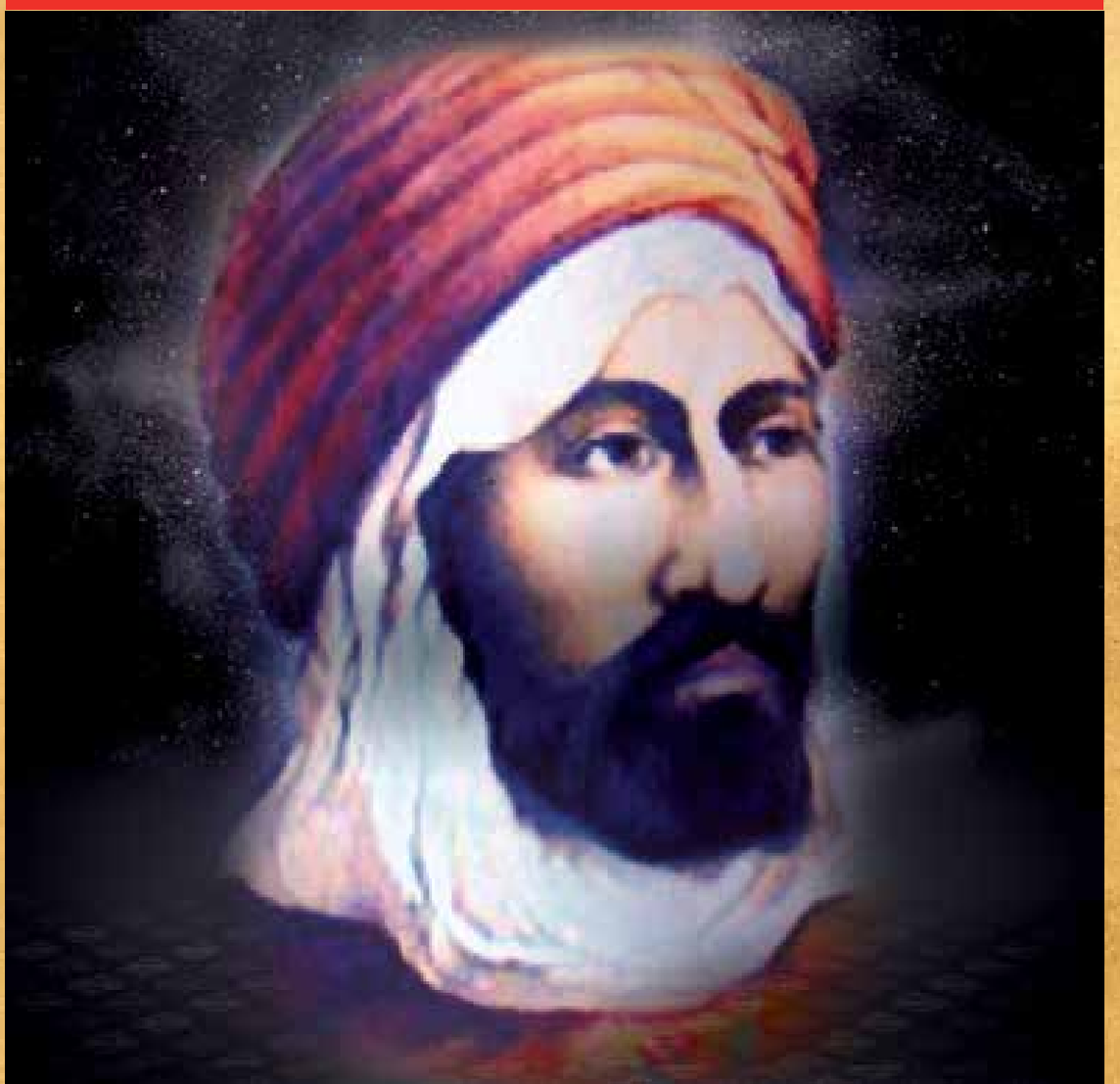
Cheikh Mohammed El Mokrani

FIGURE EMBLÉMATIQUE de la RÉSISTANCE POPULAIRE

Hassina Amrouni

Kalaâ N'Ath Abbès

Mohammed Ben Hadj Ahmed El Mokrani, plus connu sous le nom de Cheikh El Mokrani a mené l'une des plus grandes insurrections populaires contre l'occupant français.



Descendant des dirigeants du royaume des Beni Abbès, issus de la lignée du dernier sultan hafside de Bejaïa, Abou El Abbès Abdelaziz, Mohammed El Mokrani (M'hand Amokrane, pour les Kabyles) voit le jour à la Kalaâ N'Ath Abbès en 1815. Son patronyme vient du mot kabyle *« Amokrane »* qui signifie grand ou chef et qui deviendra titre dynastique à partir d'Ahmed Amokrane, chef des Ath Abbès entre 1556 et 1596. Mohammed El Mokrani hérite du pouvoir après le décès de son père qui fut chef de la tribu des Beni Abbès entre 1831 et 1853. Dé-

Bordj El Mokrani à Bordj Bou Arréridj

signé par le Service des affaires indigènes comme successeur, il se voit attribuer au lieu du titre de khalifa celui, moins prestigieux, de Bachagha de Medjana. Cet affront est le début d'une longue série de vexations qui le conduiront à la révolte. L'historien Charles-André Julien écrit à ce titre : *« Les mesures les plus vexatoires se succédèrent … : privation de ressources fiscales..., imposition de taxes inusitées ..., remplacement de ses préposés (oukil) par des caïds et des cheikhs dépendant du commandement supérieur, enfin confiscation d'environ 5 000 hectares de terres »*.

Par ailleurs, outre son humiliation publique par un général en 1864, lorsqu'il émet des réserves sur l'internement de Bou Akkas, cheikh de la Ferdjioua, El Mokrani se voit spolier de son argent et de ses terres par le gouverneur général Mac Mahon qui, en lui faisant souscrire des emprunts pour un million de francs afin d'endiguer la famine sévissant dans sa région entre 1867 et 1868, le contraint à rembourser ses créanciers alors qu'il n'a encore rien reçu. Malgré de vaines

Le tombeau de Cheikh El Mokrani à Ath Abbès

réclamations, il n'hésite pas à soutenir l'effort de guerre dans le conflit franco-prusse en 1870 à la demande du Services des affaires indigènes. Mais lorsqu'est installé à Bordj Bou Arreridj son nouveau chef, un commissaire civil qui engage des pourparlers avec la branche Abdesslam de la famille, qui fut en conflit avec son défunt père, Mohammed El Mokrani décide de se révolter convaincu que le pouvoir colonial ne concéderait aucune justice pour la population autochtone. Il lance le 15 mars 1871 une attaque contre Bordj Bou Arreridj. C'est le début d'une insurrection qui va durer plusieurs mois et qui se soldera par la mort du Cheikh le 5 mai 1871, à Oued Soufflat, près de Bouira.

Au lendemain de l'indépendance de l'Algérie, le nom de Cheikh El Mokrani sera donné à un transporteur de gaz naturel liquéfié de la marine marchande algérienne, réceptionné en 2007, à Osaka au Japon, de même qu'une place, dans la commune de Sidi M'hamed, ainsi que des lycées à Ben Aknoun, El Biar, Aïn Bessam et Bordj Bou Arreridj seront baptisés du nom de cette figure emblématique de la résistance populaire.

Hassina Amrouni

Sources :
-Plusieurs articles de la presse quotidienne nationale

Boumezrag El Mokrani

Le héros oublié de la révolte de 1871

Par Hassina Amrouni

Vaillant combattant comme le fut son frère aîné Mohamed, Boumezrag El Mokrani prend le relai des troupes sur le front, après la mort en martyr de Cheikh El Mokrani.

Conscient de l'impact négatif que pourrait avoir la nouvelle de la mort du chef sur les troupes, il la garde secrète et continue la lutte avec courage, hargne et détermination. Cependant, après deux mois de combats intenses, les tribus kabyles, affaiblies par les nombreuses pertes humaines et acculées par les troupes armées coloniales, plus lourdement armées, capitulent les unes après les autres. Boumezrag refuse de déposer les armes et même la reddition de Cheikh Ahaddad le 13 juillet 1871, ne le dissuade pas de la poursuite des combats.

Les Français ne reculent devant aucune abjection pour le faire capituler, ils incendient hameaux et villages, tuent femmes et enfants et séquestrent biens et bétails. Boumezrag espère pouvoir se réfugier dans le sud mais le 8 octobre 1871, la caravane des Mokrani est repérée par les troupes du général Saussier aux environs des ruines de la Kalaâ des Beni Hammad, dans le Hodna. Des bombardements violents s'en suivent. Boumezrag parvient à faire fuir vers le Sahara quelques 160 personnes, entre femmes et enfants, quant à lui et ses troupes, ils tentent de se frayer un chemin sûr vers la Tunisie.

Le 20 janvier 1872, Boumezrag et un de se compagnons sont retrouvés déshydratés dans une oasis. Capturé, il est jugé au printemps 1873 par le tribunal de Constantine mais il n'est pas seul à comparaître ce jour, plusieurs grands chefs de l'insurrection populaire se trouvent dans le box des accusés. Après un procès inique où l'on refuse aux détenus le statut de prisonniers politiques car présentés, plutôt comme de vulgaires voleurs, les peines sont prononcées. Boumezrag, à l'instar de nombreux autres prisonniers, est condamné à la peine capitale, mais sa condamnation, comme pour les autres, sera commuée en déportation en Nouvelle Calédonie.

Kalaâ N'Ath Abbès

Kalaâ des Beni Hammad

La vie au bagne

Embarqués dans les cales du Calvados, Boumezrag et ses compagnons arrivent en Nouvelle Calédonie après une traversée très éprouvante qui aura duré cinq longs mois. Plusieurs prisonniers n'auront pas réussi à tenir dans les conditions inhumaines où ils étaient parqués, chaînes aux pieds, presque sans nourriture et sans eau, ils seront jetés par-dessus-bord.

Après plusieurs années d'emprisonnement dans les bagnes de Nouvelles Calédonie, certains prisonniers bénéficient de remises de peines ou de grâces mais Boumezrag sera exclu de toutes les lois d'amnistie, que ce soit celle d'avril 1879, de 1880 ou encore de 1895.

Le bagne de la nouvelle Calédonie

Boumezrag et la canaque

Alors qu'elles assistent à l'occupation de leur pays, les tribus canaques se révoltent à leur tour. La première

insurrection est lancée le 19 juin 1878 par Ataï, grand chef de la tribu de Uraï, avant de s'étendre à d'autres régions. Cependant, ce soulèvement n'épargnera si les Français, ni les étrangers parmi lesquels les déportés algériens. En tant que chef militaire, Boumezrag aurait pris part à la répression coloniale contre les Canaques pour protéger ses hommes. En effet, dans les archives retrouvées par Mehdi Lallaoui, se trouve une lettre datée du 8 mai 1904 adressée au gouverneur général d'Algérie et une autre datée du 27 mars 1901 adressée au ministre des Colonies où Boumezrag est cité pour avoir pris part à la répression de cette révolte et que sa participation était spontanée et non rétribuée. Selon Rachid Sellal, auteur de l'essai *« Caledoun »*, paru chez Casbah éditions, *« Leur (prisonniers algériens) prise de position en faveur de l'occupant est une réaction d'autodéfense. Boumezrag, en tant que chef militaire, avait la responsabilité morale de la protection de ses compatriotes.*

On peut toutefois comprendre que cette prise de position soit en contradiction avec ses principes qui expliquent sa présence dans cette terre d'exil forcé, mais il est important de considérer le contexte particulier de la situation à cette époque-là.

Ce soulèvement, aussi justifié soit-il, n'avait rien d'une révolution structurée et réfléchie et ne peut en aucun cas occulter la menace qui pesait sur tous les étrangers du pays, y compris les déportés d'Algérie. Il a débuté par un affront causé à la tribu de Ataï pour se terminer dans une confusion totale et une guerre entre tribus canaques ».

Grace et retour au pays

Boumezrag Mokrani est gracié qu'en 1904, par décision présidentielle du 23 janvier. Il a alors 75 ans. Il embarque à bord du Pacifique le 18 mai de la même année. Après plusieurs mois en mer, il débarque au port de Marseille le 22 juillet, avant de rallier Alger durant le même mois. Dans une lettre adressée à l'un de ses amis français, il écrit : « Je suis enfin arrivé sur ce sol algérien que j'aime encore, malgré toutes les souffrances, et je me trouve au milieu de femmes et d'hommes qui me sont proches et que j'avais laissés à peine nés ou en bas âge. Me voilà obligé de me faire une nouvelle affection pour ceux que je n'ai jamais connus, tandis que les autres dont les traits, le visage, me sont restés dans la mémoire, ils sont morts, hélas ! Moi même je n'ai plus de foyer. Sur trois épouses, aucune ne m'est restée… » (*)

Il meurt à Alger, un an plus tard, presque jour pour jour. Il repose désormais au cimetière de Sidi M'Hamed à Alger.

Hassina Amrouni

Sources :
Mehdi Lallaoui « Les Algériens du Pacifique », éd. Zyriab, Alger 2001, 135 pages
(*) Déportés d'Algérie. Boumezrag Mokrani et la révolte canaque de 1878 par Rachid Sellal in L'Expression du 7/2/2012
-El Watan du 8/5/ 2010

Insurrection de 1871

El Mokrani et El Haddad unis CONTRE LE POUVOIR COLONIAL

Cheikh Aheddad

Cheikh El Mokrani

Par Hassina Amrouni

Le 16 mars 1871, plus de 250 tribus se soulèvent contre le pouvoir colonial, sous l'instigation d'El Mokrani et son frère Boumezrag, rejoints par cheikh El Haddad, chef de la confrérie des Rahmaniya.

Cheikh Aheddad au milieu à Mecca

Pour comprendre l'origine de ce mouvement insurrectionnel populaire, il faut revenir sur le contexte socio-politique de l'époque. En effet, après la prise d'Alger en 1830 et la soumission des grandes villes côtières (Constantine en 1837, Oran et Titteri en 1847 et la Kabylie de 1851 à1857), les Français pensait que l'Algérie leur était acquise. Cependant, l'effacement du régime militaire et son remplacement par des fonctionnaires civils va accélérer l'installation d'un climat délétère. Les chefs de tribus qui avaient « accepté » de se soumettre à des généraux refusaient d'obéir à des civils car cela impliquait pour eux une double menace : *« contre leurs terres et contre leur statut coranique. Contre leurs terres parce que les Bureaux arabes les avaient toujours défendues et que, eux disparaissant, nul ne monterait plus la garde au seuil des tribus : or, dès le 24 décembre 1870, un décret étendant considérablement le territoire civil avait rendu la menace imminente. Mais il y avait plus : le régime civil, c'était, du moins on le croyait, l'assimilation à brève échéance comme semblait le montrer le décret Crémieux du 24 octobre 1870 qui avait accordé aux Juifs la qualité de citoyens français et c'est dans ce sens qu'il joua sans doute un rôle. Il ne fit pas naître un sentiment de jalousie mais de crainte. Plus tard,*

seulement, il pourra être exploité de manière différente par les révoltés qui y verront, pour les Musulmans, le danger d'être soumis à des Juifs ».

Les Mokrani, famille de la noblesse kabyle

Famille de très haut rang, les Mokrani sont issus de la dynastie des Ath Abbès (branche de la dynastie hafside de Bejaïa). Maîtres de la Kalaâ N'Ath Abbès et de la région de Medjana (Bordj Bou-Arreridj) depuis le XVIe siècle, Ahmed El Mokrani, père de Mohamed et Boumezrag choisit de s'allier aux Français dont il obtient le titre de khalifa de Medjana. Mais il se rend très vite compte que l'alliance prenait les allures d'une soumission. La succession au pouvoir par son fils Mohamed intervenant au lendemain de sa mort en 1853 ne sera, elle aussi, qu'une suite de brimades et de vexations, à commencer par l'attribution à ce dernier du titre de Bachagha au lieu de celui de khalifa comme le fut son défunt père. Pire encore *« il fut atteint directement dans ses intérêts matériels par la perte de certains privilèges, la confiscation d'une partie de ses terres et le départ de Mac-Mahon qui s'était porté garant du remboursement des sommes que le bachaga avait empruntées pour secourir ses administrés pendant la famine de 1867-1868 ».*

D'après l'historien Bernard Droz, le mécontentement d'El Mokrani sera vite partagé par l'ensemble de l'aristocratie guerrière kabyle qui assiste à une perte d'influence et à une diminution de ses pouvoirs du fait de l'instauration du régime civil en Algérie, signe de l'expansion de la colonisation. Son hostilité à l'égard du pouvoir en place vient s'ajouter à celle de milliers d'autochtones qui rejetaient ainsi l'expropriation de leurs terres et la spoliation de leurs droits.

Début de l'insurrection

Adressant en mars 1871 une lettre de démission aux autorités militaires coloniales françaises, El Mokrani les informe par la même de son intention de les combattre. Il écrit : *« Vous connaissez la cause qui m'éloigne de vous ; je ne puis que vous répéter ce que vous savez déjà : je ne veux pas être l'agent du gouvernement civil. [...] Je m'apprête à vous combattre ; que chacun aujourd'hui prenne son fusil. »* (Lettre de cheikh El Mokrani au capitaine Olivier).

Le 16 mars 1871, Cheikh El Mokrani lance six mille hommes à l'assaut de Bordj Bou Arreridj mais ne parvenant pas à le prendre, il lève le siège dix jours plus tard.

Il sollicite alors le renfort de Cheikh El Haddad, chef de la confrérie Rahmaniya qui, dès le 8 avril, proclame le djihad. Son fils Aziz devient l'*« émir des soldats de la guerre sainte ».* Ce sont alors plus de 150 000 kabyles engagés dans une insurrection populaire qui s'étendra d'abord à la Grande et petite Kabylie (Tizi-Ouzou, Fort-National, Draâ-el-Mizan, Dellys, Bougie, Bordj-Menaïel et Palestro) avant de toucher le massif des Beni Menas-

Cinq resistants algériens pris au maquis puis transférés au Bagne de la Nouvelle Calédonie

ser (région de Cherchell, jusqu'au Sud (chott du Hodna et Batna, Touggourt ou Ouargla).

Quelques 250 tribus, soit un tiers de la population algérienne de l'époque se sont soulevées contre le pouvoir colonial en place. Malheureusement, et en dépit de l'engagement de plus de 100 000 hommes dans les combats, le manque d'armes et l'absence d'une réelle coordination de guerre va accélérer la défaite des autochtones. Le 5 mai 1871, Cheikh Mohamed El Mokrani meurt au combat près du village d'Aïn Bessam. L'événement tragique est ainsi consigné dans le rapport du gouvernement de la défense nationale français : *« dans une rencontre avec les troupes du général Saussier, il (Mohamed El Mokrani) descendit de cheval et, gravissant lentement, la tête haute, l'escarpement d'un ravin balayé par notre mousqueterie, il reçut la mort, qu'aux dires des témoins de cette scène émouvante il cherchait, orgueilleux et fier comme il eut fait du triomphe ».*

Le 13 juillet, Cheikh El Haddad et ses fils sont, à leur tour, capturés, suivis, le 20 janvier 1872 par Boumezrag Mokrani qui avait reprit la tête des troupes au combat après la mort en martyr de son frère Cheikh Mohamed El Mokrani.

S'en suit alors une répression sanglante contre la population indigène. Aux milliers de morts viennent s'ajouter des villages entièrement rasés. Les insurgés capturés sont internés ou déportés dans les bagnes de Nouvelle Calédonie, quant à la Kabylie, elle se voit infliger une amende de 36 millions de francs en or, tandis que 450 000 hectares de terres sont confisqués à leurs propriétaires et généreusement redistribués aux nouveaux colons.

Hassina Amrouni

Sources :
https://encyclopedieberbere.revues.org/
-Divers articles de presse